

صلى الله عليه وسلم

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14408 - 6 F

SAMEDI 25 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La succession de Rajiv Gandhi

Le Parti du Congrès en plein désarroi

Le drame indien

La disparition tragique de Rajiv Gandhi, qui risque de plonger l'Inde dans une nouvelle spirale de violence, aura donné à cet homme politique, en réalité d'une envergure moyenne, l'aura du martyr. Car, si sa personnalité se détache sur l'échiquier politique du sous-continent, c'est surtout en raison de la médiocrité du personnel politique, qui s'y déchire sans relâche pour la conquête du pouvoir.

Les drames à répétition qui ont frappé la famille Gandhi, avec la mort de Sanjay en 1980 dans un accident d'avion, d'indira, assassinée en 1984, et maintenant de Rajiv, sont à l'image du drame permanent dans lequel se débat l'Inde. Après quarante-quatre années d'indépendance, ses dirigeants - et en premier lieu la dynastie Nehru-Gandhi - n'ont pas réussi à apaiser les tensions, les violences qui minent - depuis des siècles - ce pays de 843 millions d'habitants : affrontements entre castes (ce système millénaire sanctifie les inégalités sociales), ethnies, religions, partis, clans.

PIRE : chaque fois qu'ils doivent affronter des difficultés, les politiciens de tous bords ont recours aux moyens les plus détestables, attisant des rivalités locales pour affermir leur pouvoir ou miner celui de leur adversaire du moment. Qu'ils se retournent contre l'allié d'hier. Le meilleur exemple en aura été Indira Gandhi, assassinée par des extrémistes sikhs qu'elle avait au départ soutenus contre d'autres sikhs, et qui favorisa l'émergence du terrorisme séparatiste tamoul des Tigres au Sri-Lanka. Ces Tigres soupçonnés aujourd'hui du meurtre de son fils.

La politique indienne va devoir prendre un nouveau départ, maintenant que la dynastie Nehru-Gandhi a vécu, la venue de « Rajiv » ayant - avec bon sens - refusé de se plier au jeu que voulaient lui imposer les caciques du Parti du Congrès. La principale force politique du pays saura-t-elle se doter de nouveaux dirigeants et de nouvelles structures ? Il faut espérer, en tout cas, que ce sera sur des bases plus saines que celle qui voulait que le fils, ou la fille, succède automatiquement à la mère ou au père.

Cette suite dynastique n'est pas particulière au sous-continent indien. Mais il y a fait florès : le nouveau premier ministre népalais est le frère du fondateur du Parti du Congrès local ; au Bangladesh, le bégum Zia a repris le flambeau de son mari ; au Pakistan, M. Bénéazir Bhutto avait ramassé celui attaché à son père ; au Sri-Lanka enfin, la dynastie des Banderanaike dirige actuellement l'opposition. Dans ces trois derniers cas, le fondateur de la dynastie a été assassiné.

La confiscation du pouvoir par une famille, même si elle est encouragée par bien des traditions locales, n'est pas une garantie de stabilité. Reste à savoir si les voix sur lesquelles s'engage l'Inde seront plus prometteuses. Les pronostics, à ce stade, ne peuvent guère être optimistes.

M0147 - 0525 0 - 6.00 F



Après la décision de M^{me} Sonia Gandhi, jeudi 23 mai, de refuser la présidence du Parti du Congrès, celui-ci est en plein désarroi. Il lui faut maintenant trouver rapidement un successeur à Rajiv Gandhi.

Ses dirigeants cherchent dans leurs rangs un nouveau président capable de les mener à la victoire au terme des élections en cours, tout en poursuivant leurs pressions sur M^{me} Sonia Gandhi pour qu'elle revienne sur sa décision.

Les obsèques de l'ancien premier ministre devaient avoir lieu vendredi en fin de journée. M. Jospin représentant la France. Enfin, l'enquête sur l'attentat s'oriente de plus en plus vers les Tigres séparatistes tamouls du Sri-Lanka.

Lire page 3 l'article de LAURENT ZECCHINI

Dans l'attente des conclusions du conciliateur

Les demandeurs d'asile accentuent leur pression

M. Bernard Brunhes, le conciliateur désigné, devait remettre vendredi 24 mai à M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, ses premières conclusions pour résoudre le conflit soulevé par les quelque 190 déboutés du droit d'asile en grève de la faim. La veille, il s'était rendu à Bordeaux où, devant « la gravité de la situation », il avait affirmé son intention de « régler le dossier très rapidement ». Les associations du « Réseau de solidarité » accentuent leur pression.

Réfugiés ou immigrés

par Robert Solé

Les défenseurs du droit d'asile ont réussi, pour la première fois, à se faire entendre. Mais une chose est de se faire entendre, une autre est d'obtenir satisfaction. Car on imagine difficilement la délivrance d'une carte de séjour à des dizaines de milliers d'étrangers, aujourd'hui sans papiers, auxquels le statut de réfugié a été refusé.

Et même si le gouvernement le décidait, il lui faudrait régler ensuite le cas de dizaines de milliers d'autres demandeurs qui continuent, et continueront, à frapper à la porte chaque année.

Sur dix candidats au statut de réfugié, deux ou trois seulement obtiennent satisfaction. Les autres doivent en principe quitter la France.

S'ils ne le font pas - ce qui est le cas de la majorité d'entre eux - ils vivent en clandestins.

Le problème ne date pas d'aujourd'hui : les proportions étaient à peu près les mêmes il y a cinq ou dix ans. La nouveauté c'est d'abord le nombre des demandeurs qui a augmenté, passant de 21 000 en 1984 à 56 000 en 1990.

Lire la suite et nos informations page 10

Afin de contrer les amis de M. Fabius

Les rocardiens s'organisent pour l'horizon 1995

Les amis de M. Michel Rocard se réunissent dimanche 26 mai pour tirer les conséquences du changement de gouvernement, et préparer l'avenir. L'ancien premier ministre, qui se dote d'une équipe permanente et de nouveaux locaux, veut renforcer ses alliances au sein du PS face à M. Laurent Fabius, dans la perspective de la future élection présidentielle, au moment où, à la direction du parti, la tension entre M. Pierre Mauroy et les fabiusiens monte d'un cran.



Lire page 8 les articles de JEAN-LOUIS ANDRÉANI et de PATRICK JARREAU

Le gouvernement allemand lance un nouvel appel aux entreprises françaises pour reconstruire l'ex-RDA

Une semaine avant le sommet franco-allemand de Lille, le ministre fédéral de l'économie, M. Jürgen W. Möllemann, a invité, jeudi 23 mai à Berlin, les entreprises françaises à accroître leur participation à l'effort de reconstruction des cinq nouveaux Länder (l'ex-RDA). Le ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, a répondu en insistant sur la volonté de Paris de participer plus activement à la construction d'une « Allemagne nouvelle ».

L'angoisse des chômeurs de l'Est

Le redressement économique et social des cinq nouveaux Länder s'avère difficile. Il y a déjà, à l'Est, 837 000 chômeurs (9,5 % de la population active) auxquels s'ajoutent deux millions de « chômeurs partiels ». Le spectre de la constitution, dans la partie orientale de l'Allemagne, d'un réservoir sous-industrialisé de main-d'œuvre menace.

Lire nos informations et l'article de JEAN-MICHEL NORMAND, page 16

Revivre à Beyrouth...

Même sous tutelle syrienne, les Libanais apprécient au quotidien la paix retrouvée, et tous les signes du renouveau

BEYROUTH

de notre correspondant

Sans abus, sans pénuries, sans voies de passage obligées, sans embouteillages, sans milices, et sans général rebelle... Beyrouth est méconnaissable depuis l'arrêt des combats. Avec de l'électricité, de l'eau, le téléphone ; avec un aéroport et un port ; avec des cinémas, des théâtres, des concerts, des expositions et même un cirque venu de Moscou. Avec une année scolaire qui, basiquement, va d'octobre à juin. Des commerces qui reviennent au lieu de fermer. Des Libanais qui reviennent au lieu de partir... Avec un président que ne boycottent pas son premier ministre et la moitié de ses ministres ; un gouvernement qui se réunit régulièrement, un « par-rain » syrien qui règle des problèmes au lieu de les susciter et un trublion israélien qui se tient relativement coi. Des ministres étrangers - voire un président algérien - qui osent s'aventurer dans ce qui fut considéré par tous - même si ce ne fut dit que par l'ancien secrétaire d'Etat américain George Shultz - comme une cité pestiférée.

Avec, signe paradoxal de renouveau, des grèves, des conflits qui se nouent et se règlent par des discours ou par voie de presse, et non par les armes. Avec un dollar

stabilisé, dont même la baisse est contrôlée... Ce répit, auquel personne n'aurait ni ne voulait croire, est-ce finalement l'An I^{er} de la paix, selon l'expression que s'est aventuré à utiliser le président de la République, M. Elias Hraoui, qui a eu cette audace en commémorant - autre audace - le 13 avril, date du déclenchement de la guerre en 1975, comme pour exorciser l'événement ?

Certes, tout n'est pas idyllique. On note presque partout des contrepoints, un passif dépassant parfois l'actif. Néanmoins, ce Beyrouth-là, ce Liban-là, étaient-ils imaginables il y a seulement six mois ?

LUCIEN GEORGE
Lire la suite page 4

Cartier LA BOUTIQUE

Cartier L'ART D'ÊTRE UNIQUE

51, RUE FRANÇOIS I^{er}, PARIS. 40 74 60 60

Wilhelm Kempff, le pianiste de la limpidité

Le musicien allemand est mort jeudi 23 mai à Positano, en Italie, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans

par Jacques Lonchampt

On ne l'avait plus entendu depuis un mois de janvier 1981 où, salle Pleyel, une défaillance de mémoire l'avait averti qu'il devait interrompre sa longue intimité avec le public. Mais la mort ne pourra effacer les traces de cet univers si personnel qui restent gravées dans tant de disques. Nous entendrons toujours l'accent unique que Wilhelm Kempff donnait à Bach, Beethoven, Schubert, Schumann ou Brahms, autant de lieux irremplaçables où le génie du pianiste s'ajustait à celui du créateur.

La clé de cet univers nous est donnée dans le livre où il retrace « les années d'apprentissage d'un musicien » (1), un livre moins goethéen cependant que d'un charme nordique, où constam-

ment le rêve se mêle à la réalité ; plus qu'un récit de son enfance, Kempff nous offre l'histoire de ses pensées, et c'est une histoire aussi merveilleuse que celles que racontait son piano.

On comprend mieux en lisant la conjonction d'une nature équilibrée, d'une humanité saine, joyeuse, et d'un don musical unique, éclos à travers une souche d'organistes paysans qui font songer à la biblique sérénité des Bach. Surtout, l'on perçoit comment s'est cristallisée cette faculté visionnaire du jeu de Kempff, par l'immersion naturelle et totale d'un enfant dans un monde où la musique anime toute chose.

Pour lui, la musique n'était pas imaginaire ; elle était une des formes vivantes du réel, elle intervenait dans toutes ses impressions et ses émotions, et

c'était le trésor où il puisait sans cesse pour interpréter les œuvres d'autrui. En l'écoutant, comme en lisant Proust, les images se levaient en foule dans notre mémoire.

Le beau visage de chevalier germanique gardait, même dans les dernières années, un air de jeunesse et d'innocence. Il s'inclinait gravement et s'asseyait sans cérémonie à une longue habitude avait dépouillé chacun de ses mouvements jusqu'à l'essentiel. Le corps était droit, sans raideur ; les mains effleuraient et trappaient le clavier, vives et immatérielles. Il regardait devant lui, l'œil légèrement levé, emporté du rêve, comme étonné, loin dans cet espace éthéré de la musique où il respirait.

Lire la suite page 12

(1) Cette note grave, Ed. Plon, 1955.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

TRAIT LIBRE



BIBLIOGRAPHIE

Le Liban sans la France

CHRONIQUE DU LIBAN
REBELLE, 1989-1990,
de Daniel Rondeau,
Grasset, 1989 p., 98 F.

QUI pourrait-il intéresser encore ce mouchoir de poche de pays que ses enfants agitent sans cesse sur les quais d'une Histoire dont le train ne sait plus s'arrêter dans les petites gares? Les petites guerres, en revanche, n'en ont pas pour leur compte. Plus indéfiniment la chair charcutée par des frontières dangereuses et le peau de léopard que s'arrachent féroce ment ses grands voisins, les lions de Damas et de Jeddah, sous l'impavide de l'algèbre américaine, à portée de coccyz du coq gaulois.

Le Liban, de jadis, le lait en caennais, en hébreu comme en arabe. Une terre de lait qui n'avait pas ses dents de lait qui déjà les canines de ses voisins en firent leur miel. Daniel Rondeau, lui, ne refuse pas ses mots pour clore au pilori et désigner la politique arabe d'une France « qui a courbé la tête devant le terrorisme ». Chronique du Liban rebelle se déroule comme un réquisitoire contre la désaffection et la duplicité de l'Occident à l'endroit du pays du Cèdre, attitudes que l'auteur décrit avec une truculence rageuse.

Contre la politique proche-orientale récente de Paris, Daniel Rondeau mène la charge: « L'appelle péroratoire l'incapacité de nos gouvernants depuis 1976, face à la Syrie et,

d'une façon générale, au terrorisme. » L'auteur s'empare contre « notre Rouquelin de l'Élysée, un père libéral pour la France. Depuis 1981, il lui enseigne l'esquive, la dérivation, la frottoie, l'aménage, l'ambiguïté. Il lui fait croire qu'il ne faut croire en rien ». Puis c'est l'éloge de Michel Aoun: « Il ne brille pas... » Phrase qui résonne ici et là comme un écho de « l'âme de Napoléon » de Léon Bloy. Du reste, pour l'anecdote, Aoun n'a-t-il pas été surnommé par ses ennemis le « Napoléon » de l'Orient?

Ce constat amer d'un pays bradé, ce réquisitoire contre une France amnésique « toujours prête à plier devant le chantage », se plaident en faveur d'un général qui avait pour lui son cran et une partie respectable de son peuple mais contre lui tout le reste. Rondeau les cède par cette chute qui vient saisir les Français dans leur lit même: « Trêve de faussemblance, la défaite d'Aoun, dans la mesure où elle risque bien de tourner définitivement la page de la singularité libanaise, est une défaite pour la liberté, la diversité, l'intelligence du monde arabe. Et le fait que la France n'ait pas vraiment voulu s'opposer à ce rétrograde sanglant d'une culture arabo-occidentale unique en son genre laisse mal augurer de sa capacité à assimiler pacifiquement, généreusement et fermement ceux qui, à l'intérieur de ses frontières, se trouvent déchirés entre l'un et l'autre monde. »

SULMANE ZEGHIDOUR

Derrière Boudarel : le Vietnam

par Olivier Todd

L'EXTRÊME DROITE profite du feuilleton de l'affaire Boudarel pour se lancer, avec une nostalgie fantasmatique de l'Indochine. À gauche, défendant l'idéologie du camp 113, quelques compagnons de route fourrés se livrent aux voluptés du sanglot de l'homme blanc, bien analysé par Pascal Bruckner. Le jeune commissaire, l'apo ou pédagogue du 113, affirme Laurent Schwartz (1), pratiquait seulement le *dich van*, travail de propagande chez l'ennemi, surtout pas le *cai tao*, simple rééducation. Admirable nuance. Boudarel ne frappait pas les prisonniers français. Merci pour eux.

En compagnie de Gilles Perault, certains se jettent dans la rédemption expiatoire par procuration. Ils décrivent les classiques combats livrés, jurant-ils, par ce même Boudarel en faveur d'une prétendue démocratisation indochinoise. Le voici donc promu agent d'influence anticomuniste, rôle délicat et original en l'occurrence.

Partisans et adversaires de ce nouveau Protée négligent une question plus fondamentale, moins personnalisée ou parisienne: la France a-t-elle une politique vietnamienne et quelle sera, en 1991, la politique française des générations de Hanoï?

Mois après mois, ceux-ci démontrent leur immobilisme dogmatique: les arrestations d'opposants, laques et religieuses, contentent. La plus récente et connue? Celle de la romancière Duong Thu Huong. Dernièrement, une pétition

circulait en sa faveur. Darc-darc, Boudarel le signe. Sur ce, la sécurité vietnamienne incarne le réalisateur Bernard Gesbert, coupable du crime de tentative d'information. « Le Quai d'Orsay confirme implicitement », écrit avec humour le *Monde* daté 12-13 mai. Voilà comment le gouvernement de la République (dite) démocratique du Vietnam répond aux préoccupations de François Mitterrand et de Roland Dumas en matière de droits de l'homme. *Do Moi*, la perestroïka version vietnamienne, parfum de rose masquant mal une peinture de purpura, fait des libérations roumaines ou albanaises des modèles exemplaires.

Rapports de forces

Les hommes d'Etat le savent: les rapports de forces régissent toutes nos relations avec les régimes totalitaires ou autoritaires. Les prudentes bureaucraties, State Department, Foreign Office, Quai d'Orsay, s'en remettent volontiers aux dialogues discrets ou secrets, parfois efficaces à long terme. Notre ambassade à Hanoï fit savoir qu'une station de radio, cadeau de la France, ne devait pas, figurez-vous, diffuser des cours de russe.

Depuis 1965, inlassables, nos diplomates sont intervenus, à juste titre, pour que soit libéré Tran Duc Thach, philosophe marxiste-phénoménologue. Efforts bien récompensés: à Paris, ces jours-ci, cet ancien communiste, enfin normalisé, travaille à une campagne d'intoxication visant, entre autres,

les milieux intellectuels occidentaux. De grâce, qu'ils comprennent et qu'ils aident Hanoï! Il y a peu, visitant la capitale vietnamienne, sans doute séduit, Tony Dreyfus jurait que la France ferait pression sur les Américains afin qu'ils lèvent leur embargo.

Non-assistance économique

Avertis ou crédules, nos représentants défilent à Hanoï où des interlocuteurs distingués leur chantent l'air de la francophonie. Depuis trente ans, même refrain: O Hugo! Ah Zola! On n'évoque pas Sartre qui, pourtant... Pour le Politburo, tous les chemins de la liberté sentent le soufre.

Sous prétexte qu'Américains, Japonais ou Canadiens pourraient prendre un marché, le pétrole offshore, les crevettes ou le nuocnam, nous prolongeons l'agonie du micro-communisme vietnamien comme celle du macro-communisme chinois ainsi que les souffrances de leurs peuples. Nous allons, tenez-vous bien, doubler nos dons au Vietnam en 1991, les portant à 90 millions de francs. Dans ces conditions, pourquoi les communistes vietnamiens s'embarasseraient-ils des fausses libertés formelles? Il faut, bien sûr, laisser la diaspora vietnamienne expédier argent et colis à ses familles, de Haiphong à Ca-Mau.

Mais maintenant nous devons faire savoir explicitement, pas « implicitement », de préférence à l'échelon européen, que l'Etat vietnamien n'encassera plus un franc, plus un écu s'il ne modifie pas

radicalement sa politique intérieure. La conjoncture paraît favorable: l'URSS et la Chine financent de moins en moins un régime en faillite, demandeur et débiteur. Nous pouvons cesser de lui faire crédit du jour au lendemain. Nous menons le jeu. En définissant et en appliquant une politique claire, Paris devrait devancer Washington. Le devoir d'assistance ou de non-assistance économique s'exercerait plus facilement face au Vietnam, petit pays, que face à la Chine, grande puissance. Chez eux comme en exil, de nombreux Vietnamiens attendent une prise de position réaliste et morale du président de la République et de son ministre des affaires étrangères. Agissons et réagissons vite. Ne soutenons plus au coup par coup un régime toujours stalinien et manipulateur. Ou bien alors la politique vietnamienne de la France consistera-t-elle à offrir 180 millions de francs aux communistes vietnamiens en 1992, c'est-à-dire aux supérieurs hiérarchiques de Boudarel ou à leurs successeurs?

Penchons-nous, avec indulgence ou sévérité, c'est selon, sur Boudarel et Tran Duc Thach, sans oublier l'essentiel: les Vietnamiens victimes de leur communisme.

(1) *Le Nouvel Observateur* du 9 mai.

Olivier Todd est journaliste et écrivain.

BONHEURS

Tourner le dos

UN grand personnage qui avait eu un différend avec Jean de La Fontaine le trouva par hasard sur son passage. Se campant sur ses jambes, il lui déclara:

— Moi, Monsieur, lorsque je rencontre un sot, je ne lui cède jamais!

— Moi, Monseigneur, répondit le fabuliste, je lui cède toujours.

Sur ce, il lui tourna le dos.

Si les rieurs furent pour l'écrivain, on parla aussi de courtoisie. Face aux ligueurs de la Fronde et aux partisans du roi, également menaçants, ne conseillait-il pas de répondre noir ou blanc selon la conjoncture? Montaigne pensait et agissait de même. C'était pourtant un rude cavalier, insensible à la douleur et peu soucieux de sa mort. D'ailleurs le « bonhomme », la Fontaine n'était pas si comode; il finit par déplaire à la cour.

Plus que de prudence, il s'agit

d'un art de vivre et d'une philosophie. L'un et l'autre avaient le sens de la relativité des causes: fort peu, estimaient-ils, méritent qu'on y perde la vie.

*

Le mathématicien Evariste Galois périt à vingt-trois ans dans un duel. Il s'agissait, dit-on, d'une affaire d'honneur: qui se souvient des motifs de la querelle, laquelle a privé la France et le monde d'un très probable génie?

Sur la route, je ne me laisse jamais doubler, c'est une question de principes! S'agit-il vraiment de principes? Ou de la bête, tapie en nous, qui craint, en cédant, de se laisser dévorer?

Un diction allemand affirme que le plus intelligent cède. C'est plus qu'une boutade. S'il faut savoir résister quelquefois, il faut apprendre aussi à tourner le dos: c'est souvent signe de plus d'intelligence en effet.

ALBERT MEMMI

COURRIER

Une femme à Matignon

Une femme à Matignon! « Elles » auraient-elles pu y entrer sous de meilleurs auspices et cet « événement » m'irrite plus qu'il ne m'enchantait. Trop, vraiment trop, de politique politicienne, sinon un habile coup de pub. Et un peu plus d'humanité pour ceux, dont je suis, qui avaient voulu se reconnaître dans les familles du socialisme. L'industrialisme comme grand dessin, maintenant! Il fallait le faire. Si, en 1993, les patrons ne votent pas socialiste c'est à désespérer du CNPF.

JULIEN COUTOUZY
Lucches (Haute-Savoie)

Trop de fonctionnaires?

Selon le *Monde* du 9 mai, « la réduction du nombre des fonctionnaires s'annonce difficile », et les statistiques font apparaître, en effet, qu'entre 1984 et 1989 ce nombre est, globalement parlant, resté à peu près constant. Bien que des gouvernements successifs aient affirmé leur objectif de réduire cet effectif, la justification de cette réduction mérite d'être reconsidérée. En effet, de 1964 à 1984, durant vingt ans, cet effectif

a augmenté en moyenne de cinquante mille par an. Pourtant les tendances démographiques et économiques justifiaient qu'on reprenne cette progression. En effet, pour nous en tenir aux cinq dernières années, la population française a augmenté de 2,5 % et l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles de 10 %.

PAUL ABELA
Paris

Affichage

Nous voici gratifiés d'affiches grand format montrant des pétales de rose en chute libre, complètes par quelques mots évocant des semences. Que je sache, lorsque tombent les pétales de la rose, c'est que la fleur est fanée, et semer des pétales n'a jamais rien donné. Ce n'est pas grave; on ne dira que je ne comprends rien aux symboles.

Ce qui est plus grave, c'est que la parole adverse, à son tour, en réponse, met en place ses affiches, ce qui n'apportera rien à la paix des esprits. Ce qui est encore plus grave: le montant de chacune de ces deux opérations... alors que les informations quotidiennes nous apportent des images de malheurs: catastrophes, famines, épidémies.

PIERRE SAUMANDÉ
Limoges

(Publicité)

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

URGENCES EXTREMES

1991 : ANNÉE DE TOUTES LES DÉTRESSES

Depuis le début de l'année, Médecins Sans Frontières fait face à une gigantesque détresse, à une terrible souffrance humaine.

Janvier 1991 : Somalie : une guerre civile très meurtrière fait des milliers de blessés. 50 Médecins Sans Frontières interviennent sur place.

Février 1991 : Malawi : fuyant la guerre, plus d'un million de réfugiés mozambicains sont menacés par la malnutrition et le choléra. 50 Médecins Sans Frontières interviennent sur place.

Mars 1991 : Sri Lanka, Libéria, Mozambique : les guerres civiles se prolongent avec leurs cortèges de blessés. Plus de 120 Médecins Sans Frontières interviennent sur place.

Avril 1991 : Kurdistan : 2 millions de personnes fuient la mosquée. 250 Médecins Sans Frontières interviennent sur place.

Mai 1991 : Bangladesh : ouragons et inondations se succèdent. Plusieurs milliers de personnes sont totalement démunies. Médecins Sans Frontières dépêche ses premières équipes sur place.

Dans le reste du monde depuis le début de l'année, près de 1 000 Médecins Sans Frontières seront intervenus dans 60 pays.

C'EST GRÂCE À VOUS QUE NOUS POUVONS FAIRE FACE C'EST GRÂCE À VOUS QUE MÉDECINS SANS FRONTIÈRES EXISTE

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES - URGENCES EXTREMES
B.P. 325 - 75525 PARIS CEDEX 11
C.C.P. 4060 U Paris - Minitel 3615 code MSF 8788

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Date de la société : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.808 F

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », « Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 37 437 ISSN 0393-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Imprimeur : M. J. M. Gaudin 94851 IVRY CEDEX

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-32 et 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-04-70 - Société filiale du journal Le Monde et Régie France SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Compresseur 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 281.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres CEE
3 mois	400 F	572 F	750 F
6 mois	800 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 600 F	2 086 F	2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire toutes nos lettres en capitales d'imprimerie. PP-Paris RP

سكس من الفضل

PROCHE-ORIENT

Après les sévères critiques du secrétaire d'Etat américain

Les Israéliens réaffirment leur droit à coloniser les territoires occupés

Le président Bush a fait écho jeudi 23 mai aux propos du secrétaire d'Etat James Baker en estimant que les implantations juives dans les territoires occupés par Israël « n'améliorent pas les perspectives de paix » dans la région, mais il a paru vouloir banaliser les propos de son secrétaire d'Etat. Le président a notamment déclaré : « J'ai demandé à Israël de ne pas continuer avec les colonies. Il sait que c'est notre point de vue. Et je peux comprendre la préoccupation du secrétaire d'Etat et peut-être sa frustration. »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

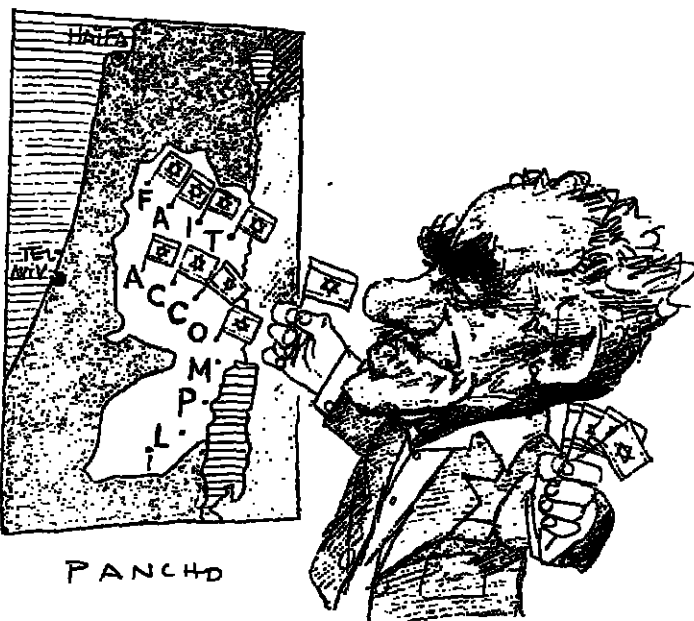
Les implantations dans les territoires occupés, obstacle à la paix ? Les petites phrases peu amènes prononcées par M. Baker sur la poursuite de la colonisation juive en Cisjordanie et dans la bande de Gaza continuent de provoquer de nombreuses et vives réactions en Israël, d'autant que le président Bush est allé dans le même sens que le chef de la diplomatie américaine, on termes moins sévères toutefois.

Le premier à réagir, et ce dès mercredi soir, fut le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens : « La politique d'implantation n'est pas en contradiction avec les efforts de paix au Proche-orient. »

Deux évêques français critiquent Israël

Mgr Jacques Delaporte, président de la commission Justice et Paix, et Mgr Joseph Rozier, président de Pax Christi, ont rendu, mercredi 22 mai, une déclaration dénonçant l'« enlèvement » de la paix au Proche-orient.

« Il y a pire qu'une violence déclarée : c'est une espérance assassinée », écrivent ces deux responsables de la Conférence épiscopale française. Ils mettent direc-



Orient... Les implantations en Samarie (Cisjordanie) doivent être mises sur le même plan que la création de villages dans la plaine de Sharon (près de Tel Aviv). Quant à M. Yossi Ahiméir, directeur de cabinet du premier ministre, il a souligné que « toute l'attention devait aller au processus en cours au Liban et en Syrie... ».

ajoutant : « C'est là que réside le véritable danger pour la paix, et non pas la mise en place de quelques caravanes en Judée et en Samarie. »

Vingt-quatre heures après, et alors que les implantations n'augmentaient pas les chances de paix dans la région, à la présidence du conseil à Jérusalem on réagissait à nouveau, et de façon plus explicite encore. Pour M. Avi Pazner, conseiller spécial de M. Yitzhak Shamir, « il ne convient pas à l'heure actuelle de débattre de la question des implantations et de s'en prendre au droit de tout juif à s'installer n'importe où en terre d'Israël (territoire occupé compris) ». Et M. Pazner de rappeler qu'Israël n'avait jamais accepté la position américaine sur ce point : « Mais, devrions-nous nous priver de la paix pour vivre avec cette différence, même dans l'avenir... »

De façon générale, dans l'entourage du chef du gouvernement on s'est étonné « de ce désaveu améri-

cain, alors que l'administration Bush n'a pas jugé utile de condamner l'annexion de fait du Liban par la Syrie... Les déclarations qui nous viennent de Washington font passer des doutes sur les capacités des Américains à tenir le rôle de médiateur dans le processus en cours... ».

M. Shimon Pérès, le chef de l'opposition de gauche, a, lui, profité de l'occasion pour réclamer une nouvelle fois le gel des implantations durant les négociations en cours.

Menace

sur l'aide américaine

Certains responsables israéliens affirment qu'Israël ne changera rien à sa politique de peuplement des territoires occupés, mais d'autres, cités par la presse, admettent que la poursuite de cette politique pourrait avoir une conséquence : celle de porter atteinte à l'aide américaine, et plus particulièrement à la demande israélienne de garanties pour un prêt d'un montant de 10 milliards de dollars, destiné à financer l'intégration des nouveaux immigrants d'Union soviétique. Une requête qu'Israël présentera en principe en septembre prochain. Pour le correspondant permanent de la télévision israélienne à Washington, il ne faisait aucun doute jeudi soir que l'administration américaine pourrait bien prendre son temps avant d'apporter une réponse aux demandes du Trésor israélien.

(Interim.)

M. Dumas souligne l'urgence d'un règlement du problème palestinien. Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a souligné jeudi 23 mai à Tunis l'urgence d'un règlement du problème palestinien et réaffirmé « le droit des Palestiniens à avoir leur patrie, à l'expression de leur volonté d'exister, au même titre que celui d'Israël à la sécurité ». A l'issue d'un entretien avec son homologue tunisien, M. Habib Ben Yahia, M. Dumas a évoqué l'urgence qu'il y avait à profiter de ce moment exceptionnel qu'est l'après-Golfe pour faire avancer les choses.

Revivre à Beyrouth...

Suite de la première page

Ils sont déjà des milliers de Libanais revenus pour jeter un œil, avec l'idée plus ou moins précise d'un réel retour. On en attend plus de cent mille les mois prochains : les avions sont pris d'assaut pour tout l'été, de toute provenance, et la compagnie nationale n'est plus seule à desservir Beyrouth. Les compagnies d'Europe de l'Est ont repris leurs vols et, grande nouveauté, Air France devrait être la première compagnie occidentale à le faire.

C'est évidemment dans le domaine de la sécurité que la transformation est la plus spectaculaire. Hormis deux attentats successifs à la voiture piégée, les 20 et 29 mars dernier, qui ont fait neuf morts et cinquante-trois blessés, et dont le message est demeuré mystérieux, il n'y a pas eu d'incident notable au Liban - sauf dans le Sud - depuis le 13 octobre 1990, date de la dernière grande opération militaire, qui avait entraîné l'évacuation du général Aoun. Même durant les deux embellies de 1976-1977 et 1982-1983, alors que bien plus qu'aujourd'hui la population croyait à la paix, il n'y eut pas un tel calme. Cela tient, en premier, à la conjonction régionale. Cela tient aussi à un élément psychologique dont il ne faut pas négliger l'impact : personne au Liban ne veut plus la guerre, pas même les miliciens - et c'est ce qui permet que l'on soit en train d'en faire à bon compte des ex-miliciens. La guerre des chrétiens en 1990 a refroidi les dernières ardeurs. Ce sont donc des combattants, chefs compris, usés et débabusés, sans cause, que le train de la pacification est venu, cette fois, recueillir.

Des effets positifs

Cette paix est, évidemment, entachée d'un vice profond : elle n'est pas libanaise, mais syrienne. Heureusement, les Syriens n'ont eux-mêmes plus besoin de semer le trouble comme auparavant pour assoir leur autorité calée sur leur entente avec les États-Unis et sur le succès de leur entreprise à réduire, l'une après l'autre, toutes les résistances libanaises et palestiniennes au Liban. Ils y ont mis seize ans, à coups d'alliances et de contre-alliances, de guerres, de prétendues « assassinats » et de protestations, mais ils y sont parvenus. Du moins jusqu'à nouvel ordre. C'est la première fois qu'ils contrôlent tout et tout le monde. Sauf - la même exception revient - le Sud.

Même ceux qui continuent de considérer que l'hégémonie syrienne au Liban est un mal absolu constatent que, outre la paix intérieure elle a produit depuis qu'elle est instaurée deux effets positifs fondamentaux : d'une part le Liban a traversé la guerre du Golfe en spectateur alors que, cela ne fait aucun doute, le pays aurait été, en d'autres termes et en pareille occasion, le théâtre d'une explosion, vraisemblablement la plus terrible ; de l'autre, le reflux des Palestiniens devenus indésirables dans le Golfe, qui se serait fait naturellement vers le Liban (comme naguère après leur éviction de Jordanie), n'a pu prendre cette destination à cause du verrou syrien.

La suite des événements dira si les avantages d'aujourd'hui, ne seront pas trop cherement payés par le Liban.

Douze heures d'électricité par jour ; de l'eau au robinet en permanence ; à voir bouillir la source d'Elhdeh parmi les gens en ce mai printanier d'une douceur toute libanaise, on comprend que la nature a de nouveau été généreuse cette année avec le pays en le gratifiant, après plusieurs années sèches, de sa première richesse : le téléphone, encore le plus défilant des services publics, qui fonctionne de nouveau vaillamment ; des ordures ménagères plus ou moins recueillies ; de l'essence à la pompe et du gaz chez le bouillier du coin ; des rues colmatées à défaut d'être réasphaltées ; un aéroport loin d'être propre (et où les services syriens sont rois) mais qui n'est plus un coupe-gorge, un port de Beyrouth remis à l'état et où mouillent de nouveau six à sept navires par jour. Pour n'importe quelle ville au monde, ce serait un quotidien de misère, mais pour Beyrouth, où plus rien de tout cela n'existait, c'est le paradis.

Et même quelques touristes...

D'autant qu'une obsession a disparu du paysage libanais : le « passage ». Pour ceux de Beyrouth-Est et de Beyrouth-Ouest, la vie se déroulait en fonction du baromètre quotidien des possibilités et risques de se déplacer d'un secteur à

l'autre de la ville et, au fur et à mesure du morcellement du pays, d'une région à l'autre. Aujourd'hui, même le vocabulaire a changé : on ne « passe » plus, on y « va ». Dambuler dans les rues du centre-ville est devenu la promenade du dimanche, en famille, de M. Tout-le-Monde. On croit rêver... des femmes coiffées de la voile islamique découvrent le quartier chrétien de Beyrouth, dont elles ne connaissent que le nom et les bombes. Le mouvement contraire est moins frappant mais encore plus répandu. Du Nord au Sud, les Libanais retrouvent leur pays : Baalbeck, Beiteddine, Tyr, Tripoli, les cédres... Petits cafés et sites grandioses ont fait vraisemblablement bon verre au Liban. Dans un Liban que le quatuor à cordes d'URSS sillonne en long et en large, après que la France ait donné le ton de la réanimation culturelle en prenant le risque d'organiser un Salon de livre puis un spectacle Rimbaud en plein sur l'ancienne ligne de démarcation de la capitale.

Les malheurs du Koweït aidant, l'été s'annonce sous des auspices dont les Libanais avaient perdu le mémoire : il paraît que l'on reverra cette année dans les montagnes libanaises ces touristes, moins riches qu'avant, mais riches quand même, fuyant les puits de pétrole en feu aux jours torrides de juillet-août mais n'ayant plus les moyens des villégiatures européennes.

L'envers de la médaille - encore bien ternie - ce sont des prix qui montent. Non plus en livres libanais, mais en dollars. Beyrouth est redevenue une ville chère, ce qui, de ces devises étrangères elle avait cessé d'être dans les années 1984-1988. Mais l'économie, malgré une reprise incontestable et d'ailleurs fort récente - un à deux mois - ne redécoule pas vraiment. L'amélioration est certaine, mais pas suffisante, freinée par une série de facteurs : les réticences des investisseurs potentiels, toujours méfiants quant à l'avenir du pays et échaudés par les fausses pacifications manquées de 1976-1977 et 1982-1983, la faillite financière de l'État, dont la dette s'élève de mois en mois, jusqu'à atteindre fin avril 1991 le chiffre colossal pour un si petit pays de 1 650 milliards de livres. L'aide étrangère, qui n'est pas venue ni ne s'annonce, malgré la création d'un fonds pour la reconstruction du Liban. La synergie d'un « état de syrtisation » sous le double signe de l'attribution et de la paupérisation, qu'aucune donnée objective n'étaye car la Syrie et les Syriens ont en effet plus intérêt - et ont tendance - à entrer dans le système libanais et à l'exploiter qu'à le détruire.

Retour au Sud

Les chiffres ne sont pas minifiqués, ils sont néanmoins encourageants. La livre reprend un peu de sa valeur. Les dépôts en devises dans les banques commerciales, après être tombés au plus bas à 2,8 milliards de dollars, atteignent 3,2 milliards fin mai. Les dépôts en livres sont, parallèlement, passés de 849 à 1 100 milliards, ce qui correspond à plus de 265 millions de dollars. La banque centrale a elle-même pu augmenter ses propres réserves de 430 à plus de 600 millions de dollars. Si l'on additionne les trois progressions, le total du reflux de capitaux vers le Liban dépasse 800 millions de dollars.

Finalement, dans un long processus de régénération - tandis que se déroulent autour de lui, par l'intermédiaire du secrétaire d'Etat américain, des tractations ardues pour une conférence sur le Proche-Orient, à laquelle son sort est lié - le Liban s'est peut-être mis cette fois en « réserve de paix ».

La guerre avait commencé au Sud et y revient. Frontalière d'Israël, ultime réduit palestinien, cette région demeure une poudrière. Mais nombreux sont ceux qui considèrent que dans le reste du pays « la guerre est finie », comme le soulignent dans son dernier numéro un des analystes les plus perspicaces et les moins complaisants, le guide du Hezbollah lui-même, Chéikh Mohamed Hussein Fadlallah.

A l'autre bout de l'éventail politique un chrétien tout aussi réputé pour l'acuité de ses interprétations, M. Karim Palmaroum, présentant son nouveau livre, « La guerre est derrière nous ». C'est vrai, pour les prochains mois en tout cas. Mais au-delà l'incertitude pourrait se révéler durable pour la simple raison que tout le monde s'est essayé à tout au Liban et a pris la mesure de ses limites, même la Syrie, même Israël.

LUCIEN GEORGE

IRAK : dans la « zone de sécurité »

Une ville kurde dont le « maire » est britannique

AMADIYAH

de notre envoyée spéciale

Nid d'aigle au sommet d'une falaise, la charmante petite ville d'Amadiyah reprend vie lentement après le retour de ses six mille habitants. Ils avaient fui vers les montagnes de Turquie après la déroute des rebelles kurdes. Deux mille réfugiés supplémentaires, attendant de poursuivre leur chemin en direction de Dohouk, sont également venus grossir la population locale.

Dans les rues qui surplombent une vallée verdoyante, des femmes vident leurs maisons des gravats et ordures qu'elles contenaient. Au centre de la ville, un officier britannique, le lieutenant Rory Coppinger-Symes, supervise les distributions de nourriture dans un vaste dépôt où sont entassés des sacs de farine et autres denrées alimentaires. « Vous voulez voir le maire ? Je crois bien que c'est moi », déclare-il d'un air amusé.

Salaire en dollars

Depuis près d'un mois, il travaille sans relâche pour tenter de réorganiser la ville. Pour ce faire, il a réuni une équipe de traducteurs, ouvriers, chauffeurs de camions locaux. Il s'appuie également sur l'infrastructure déjà existante. C'est ainsi que les balayeurs municipaux, qui sont officiellement toujours employés par Bagdad mais n'ont pas reçu leur salaire depuis deux mois, M. Coppinger-Symes et sont payés en devises. Un travailleur non qualifié reçoit 5 dollars par jour, un traducteur 7 dollars. Un « comité de ville » - une municipalité en quelque sorte - a

été formé, qui comprend à la fois le gouverneur d'Amadiyah, employé par le gouvernement irakien, des représentants locaux des divers groupes de peshmergas (rebelles kurdes) qui ont leur quartier général sur la grande rue, des représentants des agences d'aide humanitaire qui travaillent à l'hôpital local et, bien sûr, de l'armée britannique qui se trouve ici sur « son » territoire.

Ne pas être « dame patronnesse »

Accroupi sur le trottoir, un homme vend quelques pommes de terre, de taille minuscule, et des poivrons rabougris. Mais Amadiyah vit presque exclusivement des secours offerts par les alliés. Les employés de la nouvelle « municipalité » inscrivent soigneusement les quantités distribuées à chaque famille dans un grand registre où figurent les noms de tous les habitants : 2,5 kilos de farine, 1 kilo de riz, de l'huile, des lentilles, une boîte de conserve de fruits ou de légumes par semaine, pour une unité de quatre personnes, avec en prime des dons inattendus tels que des *rice crispies* ou une paire de chaussures.

Le lieutenant Coppinger-Symes, ayant mis le dispositif en place, essaie de se retirer progressivement. L'agence humanitaire américaine CARE prendra la relève, non seulement à Amadiyah, mais également dans le reste de la « zone de sécurité », où, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial, elle devrait pallier les règles de rationnement édictées par le gouvernement irakien durant la guerre avec l'Iran.

Le but final est évidemment que la région puisse subsister de

façon plus ou moins indépendante. Pour l'instant, la contribution du gouvernement central de Bagdad semble être limitée à quelques litres d'essence, vendus dans la station-service située à l'entrée de la ville.

Le transfert de la responsabilité logistique de la région aux organisations non gouvernementales (ONG), placées sous l'égide des Nations unies, devrait se passer sans trop de problèmes. Mais la situation sanitaire et alimentaire est si déplorable en Irak qu'un récent rapport américain estime que 170 000 enfants de moins de cinq ans mourront dans l'année à venir. Il semble impossible que le gouvernement de M. Saddam Hussein, même si un accord avec les rebelles kurdes est finalement conclu, puisse nourrir cette importante minorité qui compte environ 3,5 millions de personnes, soit un cinquième de la population du pays.

Les armées alliées se sont montrées très efficaces. Leur dispositif logistique leur a permis d'agir en un minimum de temps. Mais il est important de ne pas tomber dans ce que M. Pierre-François Piriou, coordinateur d'urgence dans cette zone du nord de l'Irak, appelle une « mentalité de dame patronnesse ». Il s'agit de trouver un équilibre entre l'aide nécessaire à la survie des réfugiés et une tentation de surchère humanitaire, peut-être inspirée en partie par l'intérêt médiatique.

« Pôle d'attraction »

Au cours de ses années d'expérience, le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a fixé des normes qui devront être appliquées. Les camps de

réfugiés sont des abris temporaires et la tâche principale des agences humanitaires doit être de renforcer ou de compléter les structures existantes.

L'armée française est, à juste titre, très fière de son nouvel hôpital de campagne où soviellent deux cent cinquante personnes, dont quarante-cinq médecins.

Mais son emplacement, dans le « centre communautaire », est contraire à une des règles d'or du HCR : « Un hôpital donne un air de permanence à un camp de réfugiés, déclare M. Piriou. Il agit comme un pôle d'attraction. Des gens viennent de Bagdad pour se faire soigner dans la zone de sécurité. »

Le danger de faire des réfugiés une population d'assistés est peut-être réduit par la fierté que manifestent les Kurdes. « Ils ne veulent pas être assistés, ils veulent la paix pour être indépendants », explique M. Piriou. Leur situation est également un peu plus grande partie de la société, toutes classes sociales confondues, s'est déplaçée, ce qui devrait faciliter leur réinsertion lorsque des conditions de sécurité minimum seront réunies.

Mais l'Irak est en ruine et ni les Kurdes, ni même les Irakiens, n'ont actuellement les moyens d'être indépendants économiquement. Que ce soit à Dohouk, où les équipes techniques de l'armée américaine devaient commencer, vendredi, des travaux pour rétablir les services de base, ou ailleurs dans la zone de sécurité, les Kurdes devront prendre leur mal en patience et accepter les secours que la communauté internationale va devoir continuer à leur fournir au cours des mois, voire des années, à venir.

NICOLE POPE

مسكن اللاجئين

EUROPE

ESPAGNE : les élections locales du 26 mai

La tentation centriste du Parti populaire

Plus de 30 millions d'Espagnols sont appelés aux urnes, dimanche 26 mai, pour élire 66 500 conseillers municipaux dans un peu plus de 8 000 communes et pour renouveler 13 des 17 « communautés autonomes » (le Monde du 24 mai).

TOLÈDE

de notre envoyé spécial

« Le gouvernement a la mentalité défaitiste de ceux qui sont en bout de course. L'Espagne a besoin d'un parti moderne, modéré, mûr, capable de revivifier la démocratie, et de forger une société à la fois plus solidaire et plus libre. Ceux qui sont au pouvoir appartiennent au passé. Le parti du changement, aujourd'hui, c'est le nôtre. »

Ce langage est bien connu au sud des Pyrénées. C'est mot pour mot celui qu'utilisait l'actuel président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, lors de la campagne des législatives de 1982, celles du raz-de-marée socialiste. Et pourtant, celui qui le tient aujourd'hui à la tribune, provoquant l'enthousiasme de la foule qui applaudit à tout rompre, n'est autre cette fois que son principal adversaire, M. Jose Maria Aznar.

Président depuis un an du Parti populaire (conservateur), M. Aznar n'est certes candidat à aucune mairie ni à aucun gouvernement autonome. Mais il a pris résolument les rênes de la campagne de son parti pour les élections municipales et régionales du 26 mai (le Monde du 24 mai). Pour la nouvelle idole de la droite espagnole, la conquête du pouvoir local constituera la première étape vers la reconquête du pouvoir national. Le premier jalon de ce qu'il appelle l'« opération relève de Gonzalez ». Et pour cela, le jeune M. Aznar, qui n'a que trente-huit ans, n'a pas hésité à récupérer la

rhétorique d'hier de son rival, voire à utiliser à l'occasion la même intonation et les mêmes tics oratoires.

Seul le Parti populaire, à l'entendre, apportera aux Espagnols cet élan d'enthousiasme collectif dont les socialistes se voulaient porteurs il y a neuf ans, et qu'ils ont aujourd'hui, assure-t-il, irrémédiablement perdu. « Les socialistes ne constituent plus qu'un agglomérat de clans qui se disputent des parcelles du pouvoir au lieu de se préoccuper de résoudre les problèmes des Espagnols. Ils n'ont plus de projet neuf à offrir à l'Espagne d'aujourd'hui. L'Espagne des années 80 a peut-être été socialiste, mais celle des années 1990 sera celle du Parti populaire. » La foule applaudit à tout rompre. Nous sommes à Tolède, la très conservatrice Tolède, et le public, plutôt du troisième âge, communique de toute évidence avec l'orateur.

Avant le début du meeting, quelques pas de double pontons par la foule de sonores «olé!», ont fait vibrer la veine patriotique de l'assistance. Et celle-ci n'en est que plus enthousiaste pour se lever comme un seul homme en applaudissant lorsque M. Aznar invoque l'« unité indissoluble de l'Espagne » face au terrorisme basque.

L'influence des jeunes loups

Le président du Parti populaire, pourtant, ne fonde pas sa campagne sur les vieilles valeurs cocardières ou le traditionalisme. Il ne se veut plus, contrairement à son prédécesseur M. Manuel Fraga, « conservateur » ni même « libéral-conservateur » ou « de centre-droit ». Avec les jeunes loups qui le dirigent désormais, le Parti populaire a acquis un nouveau look : le voilà devenu « modéré », « novateur », et surtout « centriste », l'indéniable maître mot de sa campagne électorale. « Vous verrez,

l'opération d'occupation de l'espace du centre par le Parti populaire n'a fait que commencer », n'avait cessé d'assurer son président aux journalistes, à Ségovie, en serrant des mains au pied de l'aqueduc romain, avant de partir pour Tolède.

La route de la Moncloa

Reste, pour M. Aznar, à déloger du centre politique ceux qui l'occupent déjà. Pour ce qui est du Centre démocratique et social de l'ancien président M. Adolfo Suarez — qui, selon les derniers sondages, est en chute libre — la cause est entendue. Le président du Parti populaire se refuse tout simplement à daigner en parler. Quant aux socialistes, « ils vont vivre à gauche après les élections, ne serait-ce que parce qu'ils vont devoir faire alliance avec les communistes s'ils veulent essayer de conserver envers et contre tout, malgré leur recul, les mairies des grandes villes », assure à la tribune M. Aznar, faisant frissonner d'effroi la Tolède conservatrice. « Le choix est clair : ou voter pour le Parti populaire, c'est-à-dire pour le centre, ou voter pour les socialistes », insiste-t-il.

La stratégie centriste de M. Aznar permettra-t-elle à la droite espagnole de retrouver le chemin du pouvoir, qu'elle a perdu depuis le retour de la démocratie ? Si l'on en croit les sondages, le Parti populaire enregistre, dimanche 26 mai, une hausse sensible. Mais la distance qui le sépare toujours des socialistes reste importante. Si M. Aznar a entamé le long chemin qui mène à la Moncloa, le palais de la présidence de Madrid, il n'est pas pour autant encore parvenu, loin s'en faut, à destination.

THIERRY MALINIAC

AUTRICHE : sur fond de scandales judiciaires

Le climat politique s'alourdit

Au moment même où les responsables autrichiens développent une activité diplomatique fiévreuse pour faire avancer le dossier de l'entrée de leur pays dans la Communauté européenne, un conflit entre la classe politique et la magistrature, provoqué par la condamnation de l'ex-chancelier socialiste, M. Fred Sinowatz, pour faux témoignage, assombrit le climat politique intérieur. Conséquence de la débâcle électorale du Parti conservateur (OEVP) aux élections d'octobre dernier, le président de ce parti a annoncé le 23 mai sa prochaine démission.

VIENNE

de notre correspondant

Le pays entier a assisté avec perplexité à ce vaudeville judiciaire aux accents tragiques qu'était le procès en diffamation intenté par l'ancien chancelier et chef du Parti socialiste à un journaliste de l'hebdomadaire Profil. M. Sinowatz a été condamné à une sévère amende par la cour d'appel pour faux témoignage.

Il avait catégoriquement nié avoir dit, en octobre 1985, devant des dirigeants socialistes du Burgenland que son parti informait en temps utile l'opinion publique du « passé brun » de Kurt Waldheim, alors candidat à la présidence. Que la phrase incriminée ait été prononcée ne fait plus de doute depuis que Profil a révélé que plusieurs des dirigeants socialistes avaient confirmé cette déclaration et s'étaient même excusés auprès du journaliste en ajoutant que « la discipline envers leur parti ne leur a pas laissé de choix ». Une série de procès contre les faux témoins dont le gouverneur du Burgenland, M. Hans Sipositz, s'ouvrira à l'automne.

Ce verdict a plongé les socialistes dans un profond embarras et renforcé les déceptions d'une opinion publique lassée d'une longue série de scandales politico-financiers

impliquant la nomenklatura socialiste au pouvoir. Pour accroître le malaise général, M. Sipositz, contre qui une instruction pour faux témoignage est en cours, a décidé d'anticiper d'un an et demi les élections régionales : elles se dérouleront en juin prochain.

Tablant sur une nouvelle majorité, les socialistes pensent « corriger » a priori une éventuelle condamnation de leur leader en faisant plébisciter celui-ci par les électeurs. Des fonctionnaires socialistes du Burgenland ont annoncé qu'ils entendent « ignorer » une condamnation de leur chef et ont menacé d'organiser des manifestations devant le palais de justice de Vienne.

Le conflit a pris une tournure inquiétante lorsque M. Heinz Fischer, président du Parlement, a accusé les magistrats d'avoir agi par « motivations politiques » et qualifié le pays de « République des juges ». En oubliant fait remarquer dans sa décision par ses intérêts personnels, mais par ce qui est le mieux pour le pays. De nombreux observateurs ont interprété cette phrase comme le prélude d'une future démission.

Les débats actuels montrent que le « consensus », laquetterie magique par laquelle les dirigeants ont l'habitude de régler en douceur les conflits, est trompeur. Cette méthode a contribué à vider d'une partie de sa substance la démocratie parlementaire, les décisions importantes étant prises dans les secrétariats des partis.

L'Autriche est sans aucun doute un des pays européens les plus réglementés. L'OCDE a ainsi constaté, dans son dernier rapport annuel, que la moitié environ de l'économie autrichienne était dépendante de l'Etat, avec, comme corollaire, un manque certain de concurrence dans de nombreux secteurs, une productivité insuffisante et un niveau de prix élevé. Si des réformes ont été amorcées, elles restent bien timides.

L'intégration de l'Autriche à la CEE risque ainsi de faire déchanter tous ceux qui voient encore leur pays comme une « île des bienheureux » mais aussi ceux qui rêvent d'une renaissance de la « Mitteleuropa », ayant Vienne pour capitale.

WALTRAUD BARYLI

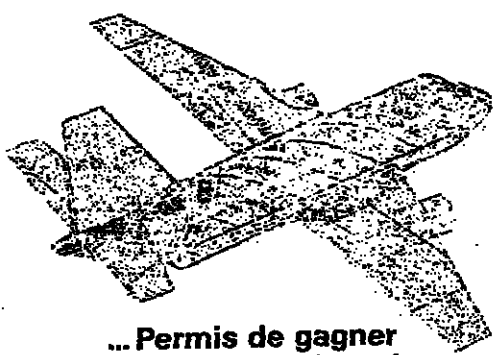
Le cas Waldheim

Le chancelier Franz Vranitzky a dû calmer les esprits en proposant une table ronde entre juristes, magistrats et hommes politiques pour renouer le dialogue. Il a aussi invité ses compatriotes au « respect des jugements rendus par des tribunaux indépendants ».

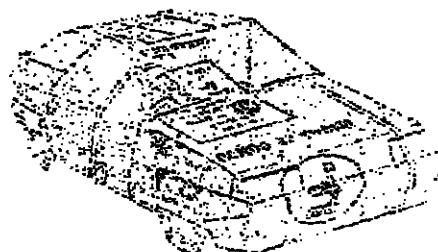
Ce conflit sur l'indépendance de la magistrature n'est cependant pas le seul à menacer la tranquillité politique du pays. La question d'une nouvelle candidature de M. Kurt Waldheim à la présidence

LES JOURS FOUS CITROËN DU 23 MAI AU 3 JUIN

TOUT EST PERMIS!



... Permis de gagner l'un des 10 week-ends en Italie.



... Permis de gagner une CITROËN BX 16 soupapes.



... Permis de profiter des supers crédits sur les véhicules neufs ou d'occasion.

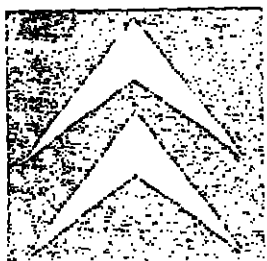
... Permis de gagner une croisière à Tahiti.

... Permis de bénéficier de reprises inouïes.

... Permis de profiter du contrôle anti-pollution gratuit.

... Permis de gagner l'une des 10 CITROËN AX IMAGE.

... Permis de profiter de financements exceptionnels et d'offres originales sur les véhicules neufs et d'occasion ; permis de découvrir la nouvelle CITROËN ZX ainsi que les séries personnalisées CITROËN AX et BX.



... Permis de gagner des milliers de cadeaux en jouant avec votre propre numéro de permis de conduire. Pendant les jours fous, dans les points de vente affichant l'opération, tout est permis ! Alors, prenez le vôtre... et allez-y.

EUROPE

ALLEMAGNE : le F-104 Starfighter retiré du service

Le dernier « cercueil volant » a fait ses adieux

Baptisé le « cercueil volant » en raison du taux impressionnant de ses accidents mortels, l'avion de combat F-104 Starfighter a été définitivement retiré du service, mercredi 22 mai, en Allemagne, après trente ans de carrière au sein de la Luftwaffe. Cet appareil a été, à partir de 1962, l'avion de base de l'armée de l'air ouest-allemande.

Au total, l'Allemagne fédérale de l'époque en avait acheté 916 exemplaires à son constructeur américain, la société Lockheed. Mais, pour ses besoins, elle les avait transformés et considérablement allégés par rapport au modèle initial. C'est cette modification-là qui est à l'origine des

accidents enregistrés par la Luftwaffe, au cours desquels 110 pilotes et navigateurs allemands ont trouvé la mort.

Le F-104 G (pour Germany) a commencé à être remplacé en 1987 par l'actuel Tornado, conçu en coopération par les Britanniques, les Allemands et les Italiens. Certains de ces avions ont, depuis, été revendus à la Grèce et à la Turquie. Il subsistait quelques exemplaires qui servaient encore d'avions-laboratoires pour tester des équipements. Le dernier F-104 G a fait son dernier vol, le 22 mai, devant des invités réunis sur une base de la Luftwaffe dans le sud de la Bavière.

Nouvelles interventions des forces soviétiques dans les Républiques baltes

Des postes de douane installés par les Républiques baltes de Lettonie et de Lituanie le long de leur frontière commune ont été assiégés et incendiés dans la nuit de mercredi à jeudi 23 mai par les forces spéciales du ministère de l'Intérieur soviétique (OMON). Une vingtaine de policiers et douaniers baltes ont été blessés au cours de ces opérations. Jeudi, plusieurs militaires baltes ont été « battus, démunés et attachés aux barrières », selon la radio lituanienne.

Le président letton Anatoli Gorbounov a adressé un message à M. Gorbatchev demandant qu'il soit mis fin « aux actes de terreur et de provocation des troupes soviétiques de l'intérieur contre les Républiques baltes », alors qu'un porte-parole lituanien dénonçait « la guerre économique lancée contre la Lituanie, avec la destruction du système mis en place pour lutter contre le marché noir et prévenir les exportations illé-

gales ». En Estonie, la seule des trois Républiques baltes épargnée par la répression de janvier et où les forces spéciales de l'intérieur dépendent, non pas de Moscou, mais des autorités républicaines, celles-ci ont envoyé préventivement des policiers armés aux postes-frontières gardés jusque-là par des douaniers équipés de sentes moustiques.

Malgré l'accord du 23 avril entre M. Gorbatchev et neuf Républiques, interprété alors comme un feu vert

implicite aux six autres qui veulent faire sécession, les forces armées soviétiques continuent donc à se réserver le droit d'intervenir dans ces dernières pour y « désarmer les formations armées illégales ». Le prétexte donné par M. Gorbatchev pour l'intervention en cours contre les Arméniens - prévenir les affrontements inter-ethniques avec les Azerbaïdjanais - ne peut pourtant en aucun cas être invoqué dans le cas balte.

■ La Moldavie change de nom. - La République socialiste soviétique de Moldavie est devenue la « République de Moldavie », à l'issue d'un vote jeudi 23 mai du Parlement moldave. Elle est la septième République soviétique à abandonner officiellement les qualifications socialistes et soviétiques. - (AFP)

■ Accident d'avion à Leningrad. - Quinze personnes ont été tuées et 38 blessées dans l'accident d'un avion de l'Aéroflot qui a raté son atterrissage à l'aéroport de Leningrad, a annoncé jeudi 23 mai la télévision soviétique. Il y avait 170 personnes à bord du TU-154 qui assurait la liaison entre Soukhoumi (Géorgie) et Leningrad. - (AFP)

ALBANIE

La grève générale paralyse l'ensemble du pays

Deux des animateurs de la grève générale qui paralyse l'Albanie depuis sept jours ont été arrêtés jeudi 23 mai dans la région d'Elbasan (Centre), a indiqué le président des syndicats indépendants, M. Gezim Shima.

Selon une journaliste albanaise, jointe au téléphone, « la situation est dramatique et l'approvisionnement alimentaire est coupé depuis plusieurs jours ».

Les grévistes ne laissent pas passer sur les routes les camions de vivres et arrêtent les trains de marchandises. « Les magasins sont tous à fait vides à Tirana, on ne trouve même plus de sel et il n'y a plus que pour deux jours de pain. Il n'y a aucun moyen de transport qui fonctionne et à l'exception du journal des syndicats, Syndikalisti, aucun journal n'a pu paraître depuis le 16 mai ».

La grève, qui touche près de la moitié de la population active, s'est élargie et s'étend à des centres industriels comme Lushnje et Fieri (Centre), jusqu'à alors peu engagés dans le mouvement. - (AFP)

BULGARIE

Accord de principe pour des législatives anticipées

Les principales forces politiques bulgares sont parvenues, jeudi 23 mai, à un accord de principe pour la tenue d'élections législatives anticipées en septembre prochain. Au cours d'une réunion organisée en présence du président Jello Jeleu et du premier ministre Dimitar Popov, les groupes parlementaires du Parti socialiste (PSB, ex-communiste), de l'Union des forces démocratiques (UFD), du Parti agrarien et du Parti de la minorité turque, se sont mis d'accord pour adopter la nouvelle Constitution avant la fin juillet et pour la tenue de nouvelles élections législatives en septembre.

Au cours des derniers jours, 47 députés de l'UFD ont quitté le Parlement pour réclamer sa dissolution immédiate. Dix petits partis et mouvements de droite, qui font partie de l'UFD, ont formé, jeudi, un mouvement nommé « Comité civils UFD ». Toutefois, les 98 autres députés de l'UFD appartenant aux quatre grands partis du rassemblement et auxquels revient la majorité de l'électorat de l'UFD, tiennent à rester à l'Assemblée constituante jusqu'à l'adoption de la nouvelle Constitution. - (AFP)

EN BREF

■ AFRIQUE DU SUD : M. De Klerk a promis à l'archevêque Desmond Tutu d'accélérer la libération de prisonniers politiques. - A l'issue d'un entretien avec le président Frederik De Klerk, l'archevêque Desmond Tutu a déclaré, jeudi 23 mai, que le chef de l'Etat avait promis d'accélérer la libération de quelque soixante-dix prisonniers politiques, en grève de la faim depuis le 1^{er} mai. Par ailleurs, le chef zoulou Mangosuthu Buthezi effectuera, à la mi-juin, un voyage d'une semaine aux Etats-Unis. Il devrait y être reçu par le président George Bush. - (Reuters)

■ ANGOLA : départ des derniers soldats cubains. - Selon une déclaration conjointe anglo-cubaine, citée jeudi 23 mai par l'agence ANGOP, les 1 910 derniers soldats du contingent cubain en Angola devaient quitter le pays dans les vingt-quatre heures - soit trente jours avant le délai fixé par les accords de New-York, signés en 1988 par l'Angola, l'Afrique du Sud et Cuba. Le contingent cubain, venu soutenir le gouvernement de Luanda, était alors estimé à 30 000 hommes. - (AFP)

■ ETATS-UNIS : le général Colin Powell reconduit pour deux ans à la tête de l'état-major interarmes. - Le président George Bush a annoncé, jeudi 23 mai, la nomination du général Colin Powell pour un nouveau mandat de deux ans à la tête de l'état-major interarmes américain. Le général Powell, a indiqué M. Bush « a fait un travail fantastique, et j'ai pris cette décision pour exprimer ma confiance dans ses capacités ». Interrogé par la presse M. Bush et Powell ont démenti avoir été en désaccord sur le recours à la force contre l'Irak lors de l'occupation du Koweït, ainsi que l'avait affirmé dans un livre le journaliste Bob Woodward. - (AFP, Reuters)

■ MAURITANIE : manifestation de femmes à Nouakchott. - Plusieurs dizaines de femmes, mères et épouses de négro-mauritaniens, ont manifesté, jeudi 23 mai, devant le ministère de l'Intérieur à Nouakchott, pour réclamer une commission d'enquête indépendante sur les exactions dont ont été victimes leurs parents, militaires pour la plupart, portés disparus à la suite de la répression de novembre. Cette manifestation a été dispersée par la police, qui aurait procédé à des interpellations. - (AFP)

■ TURQUIE : attentats contre deux généraux. - Deux hommes armés ont abattu, jeudi 23 mai, un militaire à la retraite, le général Ismail Selen, après avoir fait irruption dans une salle de venue à Ankara où étaient exposés des véhicules. Quelques heures plus tôt, quatre inconnus avaient ouvert le feu sur un autre haut fonctionnaire de l'armée, le général Temel Cingoz, alors qu'il quittait un complexe militaire à Adana, le blessant ainsi que son chauffeur. Un inconnu se récla-

mant du groupe révolutionnaire de gauche Dev-Sol a revendiqué les deux attentats dans un appel téléphonique à un quotidien, déclarant que les généraux avaient été punis pour leurs actions contre les séparatistes kurdes. - (Corbis)

■ VIETNAM : visite de M^{me} Danielle Mitterrand. - M^{me} Danielle Mitterrand est arrivée jeudi 23 mai à Hanoi pour une visite de trois jours, à la suite de laquelle elle devrait se rendre au Laos et au Cambodge. La présidente de France-Libertés a été accueillie par le général Giap et par M^{me} Ngo Ba Thanh, présidente de la commission juridique du Parlement, et elle doit être reçue par M. Nguyen Van Linh, secrétaire général du PCV. M^{me} Mitterrand s'est en revanche vu interdire de rencontrer M^{me} Duong Thu Huong, écrivain dissident, qui est actuellement emprisonnée. - (AFP, Reuters)

■ ZAIRE : Kinshasa souhaite le retour des ONG belges. - Le Zaïre souhaite la reprise de la coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG) belges, a indiqué, jeudi 23 mai, le ministre belge des affaires étrangères. Cette coopération avait été brutalement interrompue, sur ordre du gouvernement zairois, après la condamnation par le gouvernement et la presse belges des incidents sanglants survenus sur le campus de Lubumbashi, en mai 1990. Tous les coopérateurs belges avaient dû quitter le pays. - (AFP)

YUGOSLAVIE

M. Markovic est satisfait de sa visite à Paris

Le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, s'est félicité, jeudi 23 mai, à l'occasion de la première journée de sa visite en France, du soutien qu'il affirme avoir trouvé auprès des autorités pour la démocratisation de son pays, son rapprochement avec la CEE et le maintien de son unité.

M^{me} Edith Cresson, qui l'a reçu pendant une heure, a estimé dans un entretien accordé à la télévision yougoslave que la « Yougoslavie ne pourra faire partie de l'Europe que si elle reste unie ». « La France ainsi que la Communauté européenne sont prêtes à apporter leur aide et leur soutien le plus ferme à tout ce qui va dans le sens de l'unité de la Yougoslavie », a-t-elle ajouté, précisant néanmoins que « la Yougoslavie un jour, pourra peut-être entrer dans la CEE, mais ce jour n'est pas venu pour le moment ».

Incidents en Slovaquie

D'autre part, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a laissé entendre, jeudi, qu'il cherchait à rétablir l'aide américaine à la Yougoslavie, suspendue en vertu d'un amendement législatif qui pénalise l'Etat fédéral au lieu de la République de Serbie en raison de sa politique au Kosovo. « Je crois que ce texte de loi se trompe de cible et frappe ceux-là mêmes qui veulent promouvoir une réforme vers l'économie de marché et la démocratie », a déclaré M. Baker devant la sous-commission sénatoriale. « J'étudie sérieusement quelle serait la meilleure façon de corriger ce qui, tout en étant bien intentionné, a un impact là où il ne faut pas », a poursuivi le secrétaire d'Etat.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a par ailleurs offert ses services au gouvernement de Belgrade. Son président, M. Jacques Attali, a envoyé, mercredi 22 mai, une lettre à M. Markovic, dans laquelle il affirme qu'il est à sa disposition pour « aider de toutes les façons possibles ».

En Yougoslavie, la mobilisation partielle des réserves de la défense territoriale de Slovaquie a été décrétée à la suite d'un incident survenu jeudi, près de Maribor, entre l'armée yougoslave et la défense territoriale slovaque. - (AFP, Reuters)

Du 23 au 29 Mai 1991



Une gamme d'exception
au Château de Vincennes
"Centre d'essais"

Sur l'esplanade du Château de Vincennes,
vous pourrez essayer les modèles
de la gamme Renault 25 et les dernières nouveautés :
les Elio Baccara,
les Elio 16 Supra et
et les nouvelles Renault Espace.

Gagnez une Elio Baccara

Pour tout essai, Renault est heureux de vous
offrir la possibilité de gagner
une Elio Baccara.



Si vous souhaitez prendre
un rendez-vous d'essai,
téléphonez au NUMERO VERT 05 25 19 91

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

Le Monde
HEURES LOCALES

Le supplément
consacré à la vie
et aux initiatives
des communes,
départements
et régions

MANIÈRE
DE VOIR 12

LE MONDE
diplomatique

ALLEMAGNE, JAPON :
LES DEUX TITANS

100 pages

42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

صلى الله عليه وسلم

AMÉRIQUES

SURINAM

Elections législatives en prélude à un gouvernement civil

Conformément aux promesses des militaires qui avaient pris le pouvoir en décembre dernier à l'occasion d'un coup d'Etat, des élections législatives doivent avoir lieu samedi 25 mai au Surinam. Il s'agit d'un scrutin, qui se déroulera sous la supervision de nombreux observateurs, notamment de la CEE et du Congrès américain, de désigner le président et le vice-président. Une forte participation était attendue, mais à la veille de l'élection aucune tendance ne semblait clairement l'emporter dans les prévisions de vote.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Deux cent mille électeurs - environ la moitié de la population du Surinam - doivent désigner samedi 25 mai le nouveau Parlement qui élira le président et le vice-président appelés à gouverner le pays. Pour l'ancienne Guyane hollandaise, située dans le nord de l'Amérique du Sud, ce scrutin constitue la deuxième tentative de retour à une gestion civile. Après l'indépendance, obtenue en 1975, le coup d'Etat du colonel Desi Bouterse avait, en 1980, été suivi par sept années de régime militaire. En 1987, pourtant, après la défaite électorale du parti appuyé par l'armée, M. Bouterse devait céder la place à l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Ramsewak Shankar. Le 24 décembre dernier un nouveau putsch a renversé le président Shankar.

Le gouvernement intérimaire, qui est aux mains des militaires même s'il est théoriquement présidé par un civil, M. Johan Kragg, a pourtant tenu sa promesse : des élections ont été organisées dans un délai relativement bref. Quinze partis politiques s'affrontent donc le 25 mai. La coalition du Front pour la démocratie et le développement en regroupe dix, et parmi eux ceux qui représentent les différentes composantes ethniques du pays (1). La principale autre force est constituée par le Parti national démocratique. Celui-ci, fondé par M. Desi Bouterse, est proche des militaires. Il existe aussi d'autres formations dont celles de gauche, mais elles ne devraient recueillir qu'un très petit nombre de suffrages.

L'issue finale de ces élections sera en fait décidée une fois de plus au sein du Parlement, lors des négociations entre les différents partis pour la désignation du président et de son vice-président.

La situation du pays s'est cependant déjà quelque peu clarifiée avec l'accord récemment passé entre les militaires et la principale organisation de guérilla dirigée par Ronnie Brunswijk. Ce début de règlement d'un conflit qui perturbe gravement le pays depuis 1986 devra encore être concrétisé par la nouvelle administration, comme le souhaitent les deux parties.

Renouer avec les Pays-Bas

Le problème des 14 000 réfugiés surinamiens qui, fuyant les combats, ont trouvé asile dans la Guyane française voisine devrait donc être progressivement résolu. Les réfugiés participent au scrutin du 25 mai, mais n'entendaient pas jusqu'ici retourner dans un pays où ils estimaient que leur sécurité n'était pas assurée. L'équilibre entre les forces militaires et civiles, toujours très précaire, devrait aussi s'en trouver quelque peu facilité. Dans la capitale, Paramaribo, une vision plutôt optimiste prévalait donc à la veille du vote.

L'une des principales tâches du futur gouvernement sera de renouer les liens avec l'ancienne puissance coloniale, qui, déjà échaudée par les coups d'Etat passés, a supprimé l'essentiel de son aide économique. Les relations de La Haye avec les militaires surinamiens et leurs alliés politiques sont toujours très tendues. Un incident entre les autorités néerlandaises et M. Desi Bouterse - empêché de quitter l'aéroport d'Amsterdam où il faisait escale en compagnie de M. Shankar - avait d'ailleurs été à l'origine du coup d'Etat de décembre dernier. Les militaires surinamiens s'estiment « blessés » par une telle attitude. Le semaine dernière l'ambassadeur Henk Herberichs, a lui, été expulsé des Pays-Bas.

Autant de sujets délicats et urgents pour le futur gouvernement. D'autant que la situation économique qui s'était améliorée en ce qui concerne du moins les comptes extérieurs, après le premier retour des civils au pouvoir, reste préoccupante avec une inflation dépassant les 50 % annuels et un environnement social difficile.

DENIS HAUTIN-GIRAULT

(1) La population surinamienne est composée d'une mosaïque de quatre principales ethnies : 38 % d'indiens, 31 % de Créoles, 15 % de Javanais, 10 % de Bushinégroes. A cela s'ajoute 2 % de Chinois et quelques milliers d'Européens. La langue officielle est le néerlandais, parlé aussi communément que le dialecte local, mélange de créole, de néerlandais, et d'anglais.

ETATS-UNIS

La Cour suprême interdit aux centres fédéraux de planning familial de parler d'avortement

La Cour suprême des Etats-Unis a pris, jeudi 23 mai, une décision satisfaisante pour les adversaires de l'avortement en interdisant aux centres de planning familial financés par des fonds fédéraux toute discussion sur ce sujet avec des femmes enceintes. Cette décision, contenue dans une réglementation mise au point durant l'administration Reagan en 1988, ne viole pas les droits à la liberté de parole ou à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), a estimé la Cour suprême.

La mesure a été adoptée non sans dissensions puisque quatre des neuf juges de la Cour s'y sont opposés. Elle reflète les profondes divisions de la société américaine sur la question de l'avortement, un droit acquis en 1973 par la femme américaine mais remis en cause dans plusieurs Etats ayant adopté des législations extrêmement sévères contre l'IVG. Cette nouvelle décision touchera quelque 4 000 centres médicaux de planning familial qui s'occupent annuellement de 4 millions de femmes disposant de 6 millions de dollars de territoire américain. Ces centres n'ont jamais été autorisés à pratiquer l'avortement mais leurs employés pouvaient réorienter les candidates vers d'autres cliniques. - (AFP)

M. Bush se dit « aussi vif que l'éclair »...

Péle, la voix voilée et cinq bons kilos en moins, George Bush, ces derniers jours, ne semblait pas au mieux de sa forme. Fis, au cours de deux conférences de presse, il avait paru hésiter, trainer même un peu dans ses réponses : avait-il vraiment récupéré après son malaise dû à une fibrillation des oreillettes du cœur, le 4 mai dernier ?

Au point que pour dissiper les doutes, le président américain a reconnu publiquement jeudi 23 mai que ses facultés mentales avaient été quelque peu ralenties par le traitement qu'il suit contre des troubles du rythme cardiaque et une surproduction d'hormones thyroïdiennes : « Oui, j'ai été fatigué et il est connu que ces médicaments ont cet effet, mais maintenant je

suis de nouveau moi-même, à 100 % aussi vif que l'éclair », a ainsi déclaré M. Bush à la presse. La veille le président américain, qui aura soixante-sept ans le 12 juin, avait également déclaré au cours d'une interview que l'absorption de beaucoup de médicaments ralentit le processus mental.

La maladie présidentielle ayant toutefois conduit certains commentateurs à se demander si le président n'avait pas souffert d'hypertension au cours de la crise du Golfe, lors de laquelle il a dû prendre des décisions capitales, M. Bush a qualifié ces commentaires de « fadaïses » et estimé que c'était le peuple américain qui avait « peut-être été soumis à une surdose d'analyses ».

DIPLOMATIE

« Personne ne songe à une Communauté européenne de la défense »

affirme le premier ministre néerlandais LA HAYE

de notre correspondant

Dans la marche vers l'union politique européenne, la question de la défense est « un non-problème ». Hôte à déjeuner jeudi 23 mai de la presse étrangère aux Pays-Bas, le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers a nié l'existence du clivage qui s'était instauré, à la suite de la guerre du Golfe, au sein des Douze entre les pays « europhiles », voulant doter la Communauté d'une politique de défense et de sécurité commune, et les pays « atlantistes », qui craignent un relâchement des liens avec l'OTAN en général et les Etats-Unis en particulier.

La France et l'Allemagne s'opposaient ainsi à la Grande-Bretagne et, de façon plus nette encore, aux Pays-Bas dont le ministre des Affaires étrangères avait déclaré que « la sécurité [des Européens] passe avant l'intégration [européenne] ». M. Lubbers a nié l'existence d'un tel cloisonnement : « Personne ne songe à une Communauté européenne de la défense. Pour trois raisons. Le rétrograde : l'OTAN existe ; le temps ; il nous faut réfléchir à nos rapports avec les pays d'Europe de l'Est ; enfin, aucune capitale, qu'il s'agisse de Londres ou de Paris, n'est prête à soumettre sa défense à une structure européenne ». Et le chef du gouvernement de La Haye de conclure : « La discussion sur la défense est sémantique ».

M. Lubbers a précisé que la politique de défense et de sécurité commune ne fera l'objet dans le traité sur l'union politique que d'un « article prospectif », peut-être assorti d'une date. En clair : les Douze formuleront un objectif immédiat. La réalisation ne sera pas immédiate. En revanche, a précisé M. Lubbers, la « communautarisation » des politiques étrangères sera réglée par le traité - dont la signature doit intervenir sous la présidence néerlandaise de la CEE, du 1er juillet au 31 décembre prochain.

CHRISTIAN CHARTIER

La tournée de dix jours à l'étranger du secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, - Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, quittera Washington samedi 25 mai pour une tournée à l'étranger de dix jours qui le conduira en France, en Belgique, en Israël et en Egypte, a annoncé le Pentagone jeudi. Au cours de sa visite à Paris, M. Cheney sera reçu par le président François Mitterrand et prendra contact avec le premier ministre, M. Edith Cresson. Le secrétaire à la défense doit également rencontrer le ministre des Affaires étrangères à Roland Dumas, et son homologue français, M. Pierre Joxe. - (AFP)

Le sommet américano-soviétique pourrait avoir lieu avant juillet

WASHINGTON

correspondance

Le président George Bush a prodigué jeudi 23 mai ses encouragements aux efforts de M. Gorbatchev pour réformer l'économie de son pays, sans toutefois prendre d'engagement précis en réponse aux demandes d'aide du président soviétique. A propos de l'évaluation par M. Gorbatchev à 100 milliards de dollars de l'aide nécessaire (le Monde du 24 mai), M. Bush a déclaré : « Je veux considérer cela dans un esprit d'ouverture mais je dois le faire aussi de façon réaliste ».

La venue prochaine de M. Primakov, conseiller de M. Gorbatchev, qui doit exposer à Washington le programme soviétique de redressement économique permettra de déterminer exactement ce que les Soviétiques attendent de l'Occident et d'apprécier la portée des réformes économiques qu'ils envisagent, a souligné le président américain. Si ce projet n'est pas satisfaisant, a-t-il dit en substance, nous devons l'expliquer à M. Gorbatchev « qui est un ami ». Le sous-entendu de M. Bush était de dissiper l'impression « totalement erronée » donnée par les médias qu'il refusait de rencontrer M. Gorbatchev.

Le président aurait-il l'intention de rencontrer M. Gorbatchev à Moscou avant le sommet des sept pays les plus industrialisés de Londres en juillet ? Cette possibilité est sérieusement débattue dans les milieux diplomatiques qui y voient une façon élégante de ne pas convoier M. Gorbatchev au sommet des Sept. Aucune décision n'a encore été prise à cet égard, a précisé le président. Mais il n'a pas caché ses doutes sur l'utilité de la

présence de M. Gorbatchev à Londres : une telle invitation serait d'ordre purement symbolique alors qu'on cherche le moyen d'aider efficacement l'URSS, a-t-il fait valoir. Il ne serait pas utile d'inviter M. Gorbatchev à Londres avant d'avoir précisé, entre Occidentaux, l'ampleur et la nature de l'assistance économique que l'on est prêt à fournir à l'URSS.

Le différend sur le désarmement

D'autre part, les divergences relatives à l'interprétation du traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe qui s'étaient confirmées au début de la visite à Washington du général Moïseiev, chef de l'état-major soviétique, ont semblé s'atténuer. Le général, après avoir consulté le Kremlin, s'est déclaré prêt à accepter les formules de compromis suggérées par les Américains. Certes les officiels restent prudents, mais le général Moïseiev a déclaré jeudi qu'un accord final pourrait intervenir cette semaine : ce qui reste à résoudre n'est pas d'une grande importance...

Sans attendre l'issue des discussions menées par les experts, M. Bush avait déclaré mercredi que, de la fin de ses entretiens avec le chef d'état-major soviétique, il avait tiré la conclusion que Moscou était décidé à régler les difficultés sur le traité FCE et à achever la longue négociation sur la réduction des armements stratégiques. Jeudi, il a réaffirmé son optimisme : « Si l'accord se fait sur le traité, le sommet aura lieu ».

HENRI PIERRE

Selon le « Financial Times »

La CIA a toléré un trafic de technologies militaires avec l'Afrique du Sud et l'Irak

Citant des sources américaines, le quotidien britannique Financial Times du vendredi 24 mai affirme que la Central Intelligence Agency (CIA) a autorisé, entre 1984 et 1988, des livraisons illicites à l'Afrique du Sud de technologies militaires américaines (équipements de télémétrie, gyroscopes et systèmes de guidage) en vue de mettre au point le missile balistique Condor.

Cette technologie a ensuite été transmise à l'Irak. A l'époque, M. Robert Gates, que le président George Bush vient de désigner pour prendre la tête des services de renseignements américains, était directeur adjoint de la CIA.

Selon le Financial Times, cette transaction, qui ne respectait pas l'embargo décrété contre Pretoria,

a eu lieu grâce à la société américaine International Signal and Control (ISC). Rachetée en 1987 par le consortium britannique Ferranti, ISC a continué de livrer à l'Afrique du Sud. L'opération, estime le journal britannique, était parfaitement connue de la CIA, y compris pour ce qui concerne la fourniture à l'Irak.

En temps normal et, à plus forte raison, en période d'embargo, ces livraisons doivent être soumises à une licence d'exportation des armements américains. Le silence de la CIA pourrait s'expliquer, selon le Financial Times, par la volonté des services de renseignement de mieux « infiltrer » le réseau du trafic en question pour en connaître les ramifications.

En 1990

Les Etats-Unis sont devenus le premier exportateur mondial d'armements

La France a été en 1990 le troisième exportateur mondial d'armes classiques, loin derrière les Etats-Unis et l'Union soviétique qui comptent à eux seuls pour 69 % des livraisons totales. C'est ce que révèle le rapport annuel du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), publié vendredi 24 mai en Suède. Pour la première fois depuis de nombreuses années, les ventes américaines ont dépassé celles de l'URSS.

En 1989, les Etats-Unis et l'URSS comptaient respectivement pour 34 % et 37 % du total des ventes mondiales d'armements, contre 29 % à l'Union soviétique et 40 % aux Etats-Unis en 1990. Ce renversement de tendance provient d'une baisse des achats de trois pays (Inde, Irak et Afghanistan) traditionnellement gros acheteurs d'armes soviétiques.

En troisième position, on trouve la France (8,2 %) devant la Grande-Bretagne (5,6 %) et l'Allemagne (4,4 %), qui devance la Chine pour la première fois depuis 1986.

Le commerce global des armes classiques en 1990 s'est élevé à près de 22 milliards de dollars, ce qui représente, selon le SIPRI, une baisse de 35 % comparativement à 1989 (33 milliards de dollars), et de près de 55 % par rapport à 1987 qui fut une année record (près de 40 milliards de dollars).

Le SIPRI constate que le plus gros importateur d'armes en 1990 a été l'Arabie saoudite, qui a acheté à elle seule 21,5 % du montant total, soit 2,533 milliards de dollars, devant l'Inde (13 %). L'Irak n'a représenté que 0,5 % de ce commerce contre 6,4 % en 1989 et plus de 16 % en 1988.

D'une manière générale, le SIPRI constate que les dépenses d'armement dans le monde (évaluées à quelque 950 milliards de dollars) ont diminué de 5 % en 1990, accentuant la baisse de 2 % déjà enregistrée en 1989. Selon les premières estimations, les Etats-Unis ont réduit leurs dépenses militaires de 6 % l'URSS de 10 % et les pays membres de la CEE de 2 % si l'on exclut les coûts liés à l'intégration des forces armées allemandes dans celles de l'Allemagne unie.

Enfin, le SIPRI révèle que l'année 1990 aura été celle où le nombre des essais nucléaires dans le monde a été le plus bas (dix-huit) depuis trente ans. Le décompte est le suivant : huit aux Etats-Unis, six pour la France, deux en Chine et un, respectivement, en Union soviétique et pour le Royaume-Uni.

LE DANGER JAPONAIS POUR L'EUROPE

Pierre-Antoine Donnet

LE JAPON
ACHETE
LE MONDE

"C'est une vraie politique de guerre où l'on fait supporter à la population japonaise un niveau de vie comme pendant la guerre. Une stratégie de conquête, tant que cette population accepte tout cela, avec une espèce de passivité incroyable pour nous autres Occidentaux. Il nous faut donc prendre les gens comme ils sont. Ils ne sont pas comme nous. Ils ont une philosophie différente de la nôtre, et nous devons en tenir compte."

EDITH CRESSON
(extrait du livre)

Collection L'Histoire immédiate dirigée par Jean-Claude Guillebaud - 140 F

Editions du Seuil

POLITIQUE

Les rocardiens s'organisent

Les amis de l'ancien premier ministre réfléchissent à leur place dans le Parti socialiste et... à l'élection présidentielle

Le cabinet du premier ministre

La composition du cabinet du premier ministre a été fixée par un arrêté du 23 mai, signé par M^{me} Edith Cresson et publié dans le *Journal officiel* du vendredi 24 mai.

Sont nommés : conseiller spécial auprès du premier ministre : M. Abel Farroux ; directeur-adjoint du cabinet : M. Alain Prestat ; chargé de mission : M. Alain Pichon ; conseiller diplomatique : M^{me} Joëlle Timsit ; conseiller social : M. Pierre-Louis Remy ; conseiller pour la sécurité : M. Gérard Cureau ; conseiller pour la justice et les droits de l'homme : M. Louis Joinet ; conseillers techniques : M. Christophe Chantepy, M^{me} Catherine Comoli, MM. Philippe Girardot, Jean-François Guelette, Olivier Muller, Dominique Marcel, M^{me} Sophie Mahieux, MM. Dominique Meyer, Jean-Louis Raiffers, Guy Schwartz ; chargé de mission : M. Jean-Philippe Arger ; chef-adjoint de cabinet : M. Michel Goxe ; chef du cabinet militaire : le général de division aérienne, Jean-Marie Menu.

M. Gérard Moine avait été nommé directeur du cabinet du premier ministre, et M. Jean-Claude Gorichon chef de ce même cabinet, par un arrêté du 16 mai (*Le Monde* du 18 mai).

M^{me} Cresson s'autocritique. - Invitée de la Cinq, jeudi 23 mai, M^{me} Edith Cresson a expliqué qu'une déclaration de politique générale, telle qu'elle l'avait faite la veille à l'Assemblée nationale, représente « un exercice qui est forcément un catalogue de propositions et de lignes d'action ». « Alors, c'est tous les jours un peu long et un peu pesant », a-t-elle dit, avant d'ajouter qu'en refusant d'improviser dans son discours de présentation, elle n'avait fait que suivre l'exemple de tous ses prédécesseurs, qui ont tous fait un discours-programme.

JOURNAL D'UN AMATEUR

A l'aune du nouveau drame que connaît l'Inde avec l'assassinat de Rajiv Gandhi, le changement de premier ministre, en France, n'apparaît plus que comme une péripétie de pays riche et tranquille, plutôt en accord avec lui-même. L'événement est d'importance (la première femme...), mais l'histoire, inévitablement, ne le retiendra que comme anecdote. Dans cette femme, on jugera l'homme. M^{me} Edith Cresson ne saurait souffrir autre chose.

Le général de Gaulle ayant, par miracle, échappé aux balles de l'OAS en 1962, il faut remonter à Sadi Carnot - que poignarda Caserio, à Lyon, en 1894, - pour trouver, en France, un homme politique de premier rang pour des motifs touchant à sa fonction. C'est un quasi-centenaire ; il est aussi une victoire de la démocratie, dont le sort, tant bien que mal, se règle désormais, dans les urnes et pas ailleurs, par les paroles et non pas, sauf en France, par les armes. Ne sont plus assassins que les « petites phrases » et homicides que les regards. Sur ce terrain, en revanche, c'est la profusion ; mais c'est parfois divertissant et, en général, sans dommages.

Sans doute le rapprochement entre Paris et New-Delhi est-il discutable, mais il faut convenir que l'attentat de Madras, tant il témoigne de l'incroyable désordre indien, de ses embrouilleries militaires, repense les querelles françaises et les rend rassurantes. Même dans le domaine de la vie publique les pays industrialisés vivent dans le luxe. Il n'y a pas lieu d'avoir honte de ce luxe (qui n'a pas été acquis sans combats) si l'on n'oublie pas qu'il est aussi précaire que la prospérité économique, mais que son maintien est encore plus précieux.

B OUDONS-LE d'autant moins que la nomination de M^{me} Cresson, et surtout ce qu'elle a dès l'abord déclaré, est un moment de clarté qui met fin à une trop longue période de confusion, à commencer par celle des valeurs et des choix ; qui clôt, autrement dit, le temps du mythe.

Ce mythe avait un nom : consensus. Il fallait peut-être s'y essayer ; l'expérience a montré ses limites ; d'éventuelles consultations électorales les souligneraient. Ce consensus, de plus, est un jeu où l'on perd son âme sans gagner des sièges.

Il permettrait à la droite de gagner sur les deux tableaux : en pesant, plus que ne le devrait l'opposition, sur les décisions du gouvernement, mais tout en gardant la faculté de les dénoncer. On aurait voulu, dans ces conditions, que le pays ne se détournât pas de la politique, alors que les « affaires » appartiennent à un motif supplémentaire de se comporter ainsi ? C'était rêver. Il n'y a pas de politique s'il n'y a pas d'enjeu. Réver n'est manifestement pas la tasse de thé de M^{me} Cresson.

Sans qu'il faille, de ses déclarations liminaires, augurer plus qu'une intention, aussi ferme pourtant qu'on l'ait entendue, encore

A peine sorti de Matignon, M. Rocard a ouvert une nouvelle étape de sa vie politique. Symboliquement, d'abord : il sera désormais installé, avec ses plus proches collaborateurs, dans des locaux distincts de ceux de son courant, boulevard Saint-Germain, qu'il occupait jusqu'en 1988. C'est une manière de montrer qu'il ne revient pas à son point de départ et qu'il prend, avec les luttes partisans, la distance qui sied à un candidat, rassembleur par nature, à l'élection présidentielle.

Les rocardiens s'organisent. Réunis dimanche 26 mai dans un grand hôtel parisien, ils réfléchiront à leurs nouvelles structures et à la place qu'ils comptent occuper à l'intérieur du Parti socialiste. Quant à leur champion, il réfléchit déjà probablement à son propre « repositionnement » face à l'opinion. L'ancien premier ministre ne peut pas se contenter de laisser fructifier son capital de sympathie. Après trois années à Matignon, M. Rocard doit trouver un second souffle, vis-à-vis des militants socialistes comme de l'ensemble des électeurs.

Une longue expérience

Même s'il n'a pas réussi, à la tête du gouvernement, la démonstration éclatante qu'il pouvait espérer, même s'il laisse des socialistes souvent désorientés par sa politique, son bilan qui, au fil du temps, n'apparaît pas négatif, peut lui permettre de trouver assez rapidement ce second souffle. Très vite, même, si M^{me} Cresson ne parvient pas à concrétiser un « nouvel élan ».

En tout état de cause, l'ancien premier ministre devra faire un effort de renouvellement. Lorsqu'il

exposait, avant 1988, ses idées pour lutter contre le chômage, lorsqu'il proposait un nouveau « contrat social », il était écouté avec une attention qu'il ne retrouvera plus, maintenant que l'épreuve du pouvoir a mis à mal, en quelque sorte, le mythe de la quasi-infaillibilité rocardienne ; maintenant que M. Rocard a pu mesurer in vivo combien il était difficile d'allier, au pouvoir, selon une formule rocardienne, « la rigueur économique et l'audace sociale ».

Le contournement du parti

Techniquement, M. Rocard peut s'appuyer sur une expérience ancienne des campagnes électorales, ou plus exactement, des pré-campagnes. En 1969, secrétaire national du PSU, il est candidat à l'élection présidentielle provoquée par le départ du général de Gaulle, le 28 avril, après l'échec de son référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat. En 1981 et en 1988, il tente d'être investi par le PS, trouve, chaque fois, sur sa route M. François Mitterrand et le perd.

La campagne de 1969 avait été menée dans des conditions trop spécifiques pour qu'il soit possible d'en tirer des enseignements lorsque M. Rocard tentera, selon toute vraisemblance, de succéder à M. Mitterrand à l'Elysée.

En revanche, les campagnes aux côtés de 1978-1981 et 1986-1988 peuvent servir à cet exercice. Elles sont toutes deux marquées par l'importance de la relation de M. Rocard avec l'opinion, qui contraste avec une assise moins forte dans le PS, ce qui le pousse à mener une pré-campagne présidentielle à la fois dans le

parti et hors du parti. En 1978-1981, l'opinion joue un rôle décisif dans la tentative de M. Rocard. A l'époque, M. Mitterrand et ses alliés « tiennent » fermement l'appareil du PS, et le premier secrétaire bénéficie d'un large soutien de la part des militants. Ce n'est pas le cas de M. Rocard qui, en revanche, vit une période faste vis-à-vis de l'opinion. Pendant les longs mois d'affrontement entre les deux hommes, il ne cesse de monter dans les sondages, tandis que M. Mitterrand enregistre une baisse symétrique. Les rocardiens entreprennent donc une opération délibérée de contournement du parti par l'opinion : il s'agit, pour M. Rocard, de devenir tellement populaire que les socialistes seront pratiquement obligés de le désigner.

L'opération échouera, à la fois parce que les rocardiens ont sous-estimé l'implantation de M. Mitterrand dans le parti et parce que M. Rocard a commis une erreur tactique décisive. Au congrès de Metz, en avril 1979, il était passé officiellement dans l'opposition à M. Mitterrand, mais avait promis publiquement, à la grande surprise de ses partisans, qu'il ne serait pas candidat à la candidature si M. Mitterrand se déclarait. Dès lors, il était dans la main de son rival, qui le laissera faire campagne, avant d'annoncer sa propre candidature. L'insistance de M. Rocard à vouloir mettre M. Mitterrand hors jeu a probablement contribué à pousser ce dernier à se présenter.

En 1986-1988, M. Rocard tente de tirer les leçons de son échec précédent. Au lieu de présenter une candidature « conditionnelle », il annonce qu'il est candidat quoi qu'il arrive, afin d'occuper le terrain et de dissuader M. Mitterrand d'être candidat à sa propre succession. Mais il s'efforce de tenir simultanément deux discours tout-

lement incompatibles : il essaye de convaincre l'opinion qu'il sera candidat même si M. Mitterrand se représente, mais il jure le contraire aux socialistes.

Cette position est intenable. Pour la première fois de sa carrière, l'opinion lui fait défaut. Il s'allie les sympathies de ceux des socialistes qui étaient disposés, cette fois, à le soutenir si M. Mitterrand renonçait, et ne parvient pas à s'imposer dans l'opinion comme un candidat crédible face à la stature du président sortant. Les sondages devenant mauvais, le « pressing » maladroit des rocardiens sur le président sortant a contribué, une nouvelle fois, à produire l'inverse de l'effet recherché. M. Rocard, de nouveau, est contraint de se retirer. Néanmoins, à la différence du scénario de 1981, M. Rocard a réussi à se rendre incontournable : il sera nommé premier ministre.

La même équation

Selon toute vraisemblance, M. Rocard, la prochaine fois, ne devrait pas trouver M. Mitterrand sur sa route. Plus tôt M. Fabius, protégé par M. Mitterrand. Pourtant, il aura peut-être à résoudre une équation assez similaire à celle de 1986-1988.

Il paraît clair que M. Rocard, qui aura soixante-cinq ans en 1995, ne s'effacera plus devant personne, d'autant que ses éventuels concurrents au sein du PS n'auront pas la personnalité écrasante, la légitimité et les atouts dont avait disposé, face à lui, M. Mitterrand. Mais on imagine mal qu'il puisse faire l'impasse sur le PS. Il devra une nouvelle fois, probablement, mener de front une campagne dans le parti pour se

faire désigner comme candidat socialiste, et une campagne dans l'opinion destinée à ancrer l'idée d'une candidature qu'il arrive et à faire pression, comme en 1979, sur le Parti socialiste. S'il ne l'est pas, il lui faudra commettre le geste de rupture inévitable, avec M. Mitterrand d'abord, s'il en est encore besoin, et plus profondément avec le Parti socialiste, au risque de provoquer son éclatement. Même si ses partisans jugent alors que la responsabilité politique de la rupture reviendrait à celui qui se sera opposé à M. Rocard.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

M. Poperen ne croit pas à des législatives anticipées

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a déclaré, jeudi 23 mai, au « Grand Oral » d'OFM et de la Croix, que « s'il se trouve une majorité [à l'Assemblée nationale] qui veut aller aux élections, naturellement, chiche ! », mais il a ajouté qu'il n'a « pas cette impression ». Soulignant que les socialistes ont « un peu moins de la majorité absolue » à l'Assemblée, il a affirmé : « On essaiera de faire face. Chacun prendra ses responsabilités. » A ses yeux, « le plus probable » est que les socialistes « ne sont pas majoritaires dans le pays ». « C'est la raison pour laquelle j'ai travaillé pour le devenir », a-t-il dit.

M. Poperen a précisé que les socialistes « n'imaginent pas » que la loi d'orientation sur la ville « puisse être mise en échec ». « Par conséquent, a-t-il dit, tous les moyens dont nous disposons, seront, le cas échéant, utilisés. » Pour le gouvernement, a-t-il indiqué, il est « essentiel » que cette loi « soit votée avant l'été ».

PHILIPPE BOUCHER

Au bureau exécutif du PS

Affrontement entre M. Mauroy et les fabiusiens

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni le jeudi 23 mai, a été le théâtre d'un rude affrontement entre M. Pierre Mauroy et M. Claude Bartolone, le premier secrétaire reprochant au principal lieutenant de M. Laurent Fabius ses propos publics sur l'état du PS (*Le Monde* du 24 mai). Le bureau exécutif doit se réunir de nouveau, exceptionnellement, le samedi 25 mai, pour pourvoir aux postes du secrétariat national rendus vacants par l'entrée de leur titulaire au gouvernement, celui de numéro deux ayant été attribué, dès jeudi, à M. André Billardon, fabiusien, qui remplace M. Marcel Debarge.

L'onde de choc du changement de gouvernement se prolonge au sein du Parti socialiste. Les déclarations de M. Bartolone, publiées jeudi par *Libération*, selon lesquelles le député de la Seine-Saint-Denis, principal lieutenant de M. Fabius et chargé, au secrétariat national du PS, des relations extérieures, n'était pas candidat au poste de numéro deux du parti parce qu'il entendait conserver sa liberté de critique envers M. Mauroy ont provoqué une vive réaction de ce dernier. Le premier secrétaire a expliqué au bureau exécutif, réuni jeudi en fin de matinée, qu'il n'acceptait pas d'être ainsi mis en cause publiquement par un membre du secrétariat national. M. Bartolone a répliqué qu'il ne pouvait accepter d'être lui-même attaqué, comme il estimait l'avoir été par M. Mauroy et par son entourage, sans répondre.

Réponse inacceptable

L'origine du conflit remonte à la semaine dernière, lorsqu'une rumeur, attribuée par M. Mauroy et par son entourage aux fabusiens, avait annoncé que, dans la foulée du changement de gouvernement, le premier secrétaire se verrait offrir un portefeuille de

ministre d'Etat, afin de permettre à M. Fabius d'accéder à la direction du PS.

Le maire de Lille avait mis en cause M. Bartolone lors de la réunion du bureau exécutif, le 16 mai, en laissant entendre qu'il ne pourrait l'accepter comme numéro deux du parti, chargé de la coordination, dans l'hypothèse où le titulaire de cette fonction, M. Debarge, entrerait au gouvernement. Il avait confirmé cette position publiquement le 19 mai au Club de la presse d'Europe 1 et de *Libération*.

S'estimant injustement attaqué, car il niait toute responsabilité dans la rumeur, M. Bartolone a répondu avec l'accord de M. Fabius. Cette réponse a été considérée comme inacceptable par M. Mauroy, qui a formulé des réserves sur la présence même de M. Bartolone au secrétariat, la question du numéro deux ne se posant plus puisque les fabusiens ont désigné M. Billardon pour remplacer M. Debarge.

M. Mauroy a souligné, dans un premier temps, une réunion extraordinaire du comité directeur, samedi, puis, devant les difficultés pratiques d'une telle convocation, il s'est rallié à l'idée de réunir de nouveau le bureau exécutif, qui a autorisé sur la composition du secrétariat. Deux problèmes se posent à ce niveau : celui du maintien ou non, au poste de trésorier, de M. Henri Emmanuelli, jospiniste, élu président de la commission des finances de l'Assemblée nationale ; celui du remplacement de M^{me} Frédérique Bredin, fabiusienne, devenue ministre de la jeunesse et des sports et qui, adjoint au secrétaire du PS, était chargée de l'audiovisuel. Les fabusiens proposent de désigner, pour ce poste, M. François Bernardini, premier secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône.

Les fabusiens ont menacé, au cas où M. Bartolone serait prié de quitter le secrétariat, de rompre tous en bloc, la « synthèse » mise en place, il y a un an, après le congrès de Rennes. Malgré ces remous, le bureau exécutif a décidé, jeudi, d'ouvrir, dans les fédérations, la procédure de désignation des candidats aux élections régionales de mars 1992.

P. J.

مسكن الامم

VOYAGES IET

SOCIÉTÉ

Les consultations du conciliateur

M. Bernard Brunhes veut « régler très rapidement » le dossier des demandeurs d'asile déboutés

M. Bernard Brunhes, le conciliateur désigné par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, pour régler le conflit soulevé par les quelque cent-quatre-vingt-dix personnes déboutées du droit d'asile qui poursuivent une grève de la faim (le Monde du 23 mai), devait remettre ses conclusions au ministre dans la journée du vendredi 24 mai. Il devait rencontrer le même jour, à Paris, une délégation du réseau de soutien aux grévistes ainsi que des représentants de ces derniers venus de Paris, Bordeaux et Metz.

Judi, M. Brunhes a rendu visite aux vingt-cinq Kurdes de nationalité turque en grève de la faim depuis cinquante-deux jours à Bordeaux

dans le local paroissial Sainte-Croix, où des incidents avec la police avaient éclaté dans la soirée de mardi. Il a également rencontré Mgr Pierre Eyt, l'archevêque de Bordeaux, qui avait tenté de s'opposer à l'irruption des forces de l'ordre. Il a ensuite reçu, à la préfecture, une quinzaine de représentants du comité de soutien aux grévistes. « Pour la première fois, nous avons rencontré un interlocuteur prêt au dialogue qui a saisi l'essentiel du message, notait un membre de la délégation. Nous lui avons répété que, à Bordeaux, il est hors de question d'envisager des solutions qui laisseraient une partie des grévistes sur le carreau. »

« Je viens voir et écouter », a répété

M. Bernard Brunhes à ses interlocuteurs, les assurant de sa volonté de « régler le dossier très rapidement », après avoir constaté « la gravité de la situation ». Le conciliateur avait rendu visite, mercredi soir, aux cinquante-quatre grévistes de l'église Saint-Joseph à Paris et eu « des contacts directs ou indirects » avec les grévistes des autres villes françaises. « J'ai vu également les administrations concernées. La difficulté, c'est qu'il ne s'agit pas d'une négociation classique de personne à personne. J'ai affaire à une sorte de nébulosité complexe. »

Le mouvement s'est étendu jeudi dans l'Ain, où cinq Kurdes de nationalité turque ont entamé une grève de la faim dans un local paroissial à

Saint-Maurice-de-Beynost. Interrogé sur le conflit, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, a déclaré jeudi, sur RTL, qu'il ne peut pas donner le statut de réfugié politique à ceux qui n'ont pas de motifs. Mais les préfets ont le devoir de l'obligation d'examiner les dossiers un par un. Lorsqu'il y a une situation sur le plan du travail, humain ou familial qui permet d'autoriser le séjour, on autorise le séjour.

Dans l'attente d'une décision du ministère, le réseau de soutien aux grévistes de la faim a maintenu son appel à manifester, samedi 25 mai à Paris, à 14 heures, à partir du métro Strasbourg-Saint-Denis.

Un rapport du syndicat des commissaires

La police face à la crise des banlieues

Devant la montée de l'insécurité dans les banlieues, les commissaires tirent le signal d'alarme. Un rapport, qui sera bientôt remis au ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, par leur syndicat majoritaire (SCHFPN), réclame un plan d'urgence.

« La loi républicaine ne s'applique plus dans les banlieues avec la même rigueur que dans le reste du territoire national », déplorent les commissaires. Bris de glaces et tapages nocturnes, vandalisme dans les MJC et agressions dans les transports en commun, toxicomanie et pillages de magasins, ces mille et un larcins sont le pain quotidien des policiers. Le rapport, rédigé à l'attention du ministre de l'intérieur par le Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN), majoritaire dans ce corps, dresse un « constat d'échec » d'autant plus sévère que, dans ces quartiers « à risques », la police est de plus en plus considérée comme un bouc émissaire.

Au cours du premier semestre 1990, le Val-de-Marne a enregistré plus de quatre-vingt-dix agressions de policiers par des bandes. Certains de leurs collègues habitant dans des quartiers difficiles ont été hospitalisés après avoir été attaqués, hors service, parce qu'ils étaient « flics ». Les jets de pierres sur des voitures de patrouille, les cas d'interpellations de délinquants rendus impossibles par des groupes s'opposant manu militari aux policiers, se sont banalisés. Et le rapport recense une dizaine de postes de police qui ont été pris d'assaut pour délivrer des détenus ou pour voler des armes.

« Depuis plusieurs années, les policiers savent qu'ils doivent opérer soit avec célérité, soit en force, dans certains quartiers ou dans des camps de nomades. Bien avant Vaulx-en-Velin, des incidents graves s'y sont déroulés, souvent sans grand écho dans la presse. Deux évolutions récentes inquiètent spécialement les commissaires : l'émergence de bandes structurées dans la grande couronne parisienne (voir encadré) et la poussée de la délinquance.

De moins en moins capable de prévenir ses maladies, le corps social s'en remet aux policiers. Mais que peuvent-ils faire quand

la délinquance s'accroît de 18 % à Conflans-Saint-Honorine, de 32 % à Saint-Cyr-l'Ecole (Yvelines) en 1989 ? Quand, parallèlement, de nouvelles demandes de sécurité se développent dans les transports scolaires ou les complexes commerciaux, où la peur des agressions a conduit à réclamer plus de policiers ? Et quand des tâches indues distraient les effectifs de leurs missions de sécurité publique ?

Manque « catastrophique » d'effectifs

An moment où le centre Leclerc d'Argenteuil était incendié et où la ZUP était transformée en un no man's land par les casseurs, une bonne partie de la compagnie d'intervention du Val-d'Oise était mobilisée à Paris pour surveiller le sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Chaque session du Parlement européen de Strasbourg occupe des dizaines de policiers en civil, qui délaissent leurs missions de police judiciaire. Chaque déplacement à l'étranger du président de la République provoque un branle-bas de combat dans la police de Seine-Saint-Denis, qui participe à la sécurité du convoi présidentiel tout au long de l'autoroute. Enfin, très quotidiennement, la crainte des préfets de voir un ministre chahuté lors d'une visite dans un département les conduit à gonfler les services d'ordre.

Conscients que les réponses policières sont insuffisantes, les commissaires ne peuvent que « souhaiter le succès de la politique de la ville ». Cela ne les empêche pas de réclamer des réaffectations de policiers pour soulager le manque « catastrophique » d'effectifs dans des banlieues « où le dispositif policier est faible et inadéquat ». Ni de regretter que peu de quartiers « à développement social » (DSO) bénéficient de la présence d'officiers. L'horloge serait-il une politique de riches, réservée à la capitale, interrogent les commissaires ? « C'est un plan d'urgence qu'il faut au plus vite pour la police des banlieues, concluent-ils, sous peine de risquer de nouveaux Vaulx-en-Velin ou bien un mouvement interne de contestation des policiers aussi imprévu que celui des gendarmes durant l'été 1989. »

ÉRIC INCIVAN

Réfugiés ou immigrés

Suite de la première page

D'autre part, la durée d'examen des dossiers a été sensiblement raccourcie, se comptant désormais en mois plutôt qu'en années. Résultat : on a, plus vite qu'avant, un plus grand nombre de déboutés.

Faut-il modifier les pratiques en vigueur ? La question ne se pose pas qu'en France. Elle est d'autant plus actuelle que se prépare le quarantième anniversaire de la convention de Genève relative au statut des réfugiés, signée le 28 juillet 1951. Certains se demandent s'il ne convient pas de réviser ce texte pour l'adapter au nouveau paysage international.

En effet, beaucoup de choses ont changé en quarante ans. La convention de Genève - ratifiée à ce jour par cent sept États, parmi lesquels ne figurent ni l'Inde ni l'URSS - avait été rédigée en pleine guerre froide, en pensant surtout aux réfugiés de l'Est. Depuis 1951, de nombreux pays sont devenus indépendants. Le monde n'est réparti, les hommes et les idées y circulent plus facilement. L'Europe occidentale n'accueille plus seulement des réfugiés de l'Est, mais beaucoup d'Africains et d'Asiatiques. Jusqu'au début des années 70, il était plus simple d'y venir comme immigré, même si on était un opposant pourchassé par la police de son pays. Mais, depuis que les frontières de l'Europe sont fermées aux travailleurs étrangers, beau-

coup de candidats au voyage sont tentés de s'y présenter comme réfugiés. La convention de Genève recommande de ne pas les refouler et d'examiner leur requête : ils sont demandeurs d'asile, en attendant de devenir statutairement réfugiés... ou déboutés.

Selon la convention de 1951, complétée par le protocole de New-York en 1967, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui « craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques » et qui « ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer » de la protection du pays dont elle a la nationalité. Cependant, chaque pays est libre d'organiser à sa manière la procédure de reconnaissance de la qualité de réfugié.

Rien n'interdit à un État d'interpréter la convention de Genève de manière plus ouverte. Par exemple, à la manière du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) qui étend cette qualité à toute personne contrainte de quitter son pays en raison d'une agression étrangère ou d'événements mettant gravement en péril l'ordre public. C'est assez logique : il n'est pas toujours facile de distinguer un réfugié politique d'un réfugié de la guerre, et un réfugié de la guerre d'un « réfugié de la faim ». Certains pays asiatiques ou africains ne se sont pas posés toutes ces questions en



laissant franchir leurs frontières à des voisins en détresse. Le Pakistan et l'Iran ont accueilli un quart de la population afgane, l'Irak et la Turquie des centaines de milliers de réfugiés kurdes, tandis que le Malawi abrite six cent cinquante mille personnes venues du Mozambique... Aujourd'hui, ce sont des pays pauvres qui accueillent la plus grande partie des réfugiés de la planète. A côté d'eux, l'Europe n'est encore qu'une petite terre d'asile.

L'indispensable ingérence

Le danger d'une interprétation trop vague de la convention de Genève serait cependant de banaliser le droit d'asile et, de ce fait, de le mettre en danger. En France, la convention de 1951 fait l'objet de toute une jurisprudence, depuis quarante ans, sous le contrôle du Conseil d'État et du HCR. Est-il possible et souhaitable de la rayer d'un trait de plume ?

Pour être sûrs de bien accueillir les réfugiés, il faut les distinguer des immigrés. Et pour éviter que les immigrés ne se déguisent en demandeurs d'asile, il faut une politique plus ferme et plus claire de l'immigration : accueillir d'avantage d'étrangers selon des procédures régulières, au lieu de fermer les yeux sur des situations illégales ou de les régulariser sous le manteau.

D'après ce que l'on sait, le nombre de « faux réfugiés » ne tiennent pas à rester définitivement en France : ils veulent seulement amasser un petit pécule et rentrer chez eux. N'y a-t-il pas de nouvelles pistes à explorer en matière de travail saisonnier, de séjour provisoire et d'incitations au retour ?

Une politique sérieuse du droit d'asile suppose un examen approfondi de chaque cas mais aussi la reconduite à la frontière des déboutés. Le ministère de l'intérieur devrait être en état d'exercer une telle tâche, ce qui n'est pas le cas actuellement : quelques reconduites sont opérées. Pour le reste, on se contente d'inviter les déboutés à partir. Une coopération internationale est indispensable.

À l'élection des conseillers municipaux étrangers est annexée aux Uls (Ressons). - Comme à Longjumeau (Essonne) (le Monde du 24 mai), le tribunal administratif de Versailles a annulé mercredi 15 mai l'élection de trois conseillers associés étrangers, représentants des communautés immigrées, au conseil municipal des Uls. Les maires socialistes des deux communes avaient organisé simultanément l'élection de ces conseillers associés le 18 novembre 1990.

L'accord de Schengen, qui vient d'être conclu entre la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, vise à empêcher qu'un demandeur d'asile ne fasse simultanément ou successivement des demandes dans plusieurs pays. Mais on voit déjà les limites de cette convention contestée : rien de sérieux ne peut se faire sans une coopération avec d'autres pays d'accueil comme l'Australie et la Suède, ou comme la Suisse, qui, au rythme actuel, risque d'atteindre le chiffre de soixante mille demandeurs d'asile en 1991. Rien de sérieux ne peut se faire non plus sans des interventions énergiques auprès des pays de transit, comme la Bulgarie, qui permet à de nombreux « réfugiés économiques » d'entrer en Europe.

Mais c'est encore vis-à-vis des pays d'origine que l'action peut être la plus efficace. Une action économique, bien sûr, pour donner du travail sur place aux candidats à l'émigration. Mais aussi des pressions politiques, car il ne faut tout de même pas oublier dans ce débat les vrais réfugiés qui fuient des persécutions. On n'a pas besoin pour cela de faire pression sur la terre entière. En France, la moitié des demandeurs d'asile proviennent de cinq pays seulement : le Mali, la Roumanie, le Sri Lanka, la Turquie et le Zaïre. Intervenir pour que les droits de l'homme y soient mieux respectés est tout à fait possible, quitte à monnayer l'aide économique. C'est plus facile qu'à l'époque où l'on craignait de voir basculer certains pays dans le camp soviétique.

Si la France ne peut « héberger toute la misère du monde », selon l'expression de M. Michel Rocard, elle ne peut se désintéresser des droits de l'homme dans le monde. Une politique d'ingérence n'est ni très coûteuse ni très dangereuse. N'est-ce pas par là qu'il faut commencer pour tenter de résoudre, ou du moins d'alléger, l'immense problème du droit d'asile ?

ROBERT SOLÉ

La violence des bandes en région parisienne

Aux blousons noirs des années 60 ont succédé les bandes de certains quartiers de la région parisienne. Les commissaires ont dressé une carte de ces cités où la police « ne peut plus exercer normalement ses missions » (1). Le plus souvent, il s'agit de groupes peu organisés, mais prêts à passer à l'acte quand l'occasion se présente (intervention de la police, arrivée de nouveaux vigiles dans une grande surface). Les policiers ont toutefois remarqué, ces derniers temps, que de petits groupes de délinquants se transforment en bandes plus étoffées, allant jusqu'à une cinquantaine de membres.

Quelques groupes se caractérisent par un recours plus systématique à la violence. Formés de mineurs, parfois âgés d'à peine dix ans, avec une forte « identité de quartier » et une « cohésion ethnique » les jeunes sont souvent « de race noire », est-il précisé, ces bandes ont fait l'objet d'une étude de la direction centrale des renseignements généraux, en décembre 1990. Parmi les méfaits attribués à ces groupes, les RG retiennent notamment la « dépouille » (vol de vêtements ou d'argent, sous la menace,

dans les transports en commun ou à la sortie des lycées), le vol (« ce crime est parfois devenu une épreuve initiatique ; pour se faire accepter dans une bande de zoulous africains, il faut parfois violer une Blanche »), le harcèlement des représentants de la loi, la razzia de centres commerciaux ou la bataille rangée avec une autre bande.

Le mal de vivre dans les banlieues s'accompagne aussi d'une multiplication des prises d'otages et des actions désempées accomplies par des forcenés, relève le rapport des commissaires. « Incapables d'assumer l'échec amoureux, la perte d'un emploi ou d'un logement, ou leur surendettement, certains individus retiennent un otage femme, enfants ou proches, se retranchant dans leur logement, et attendant de la sécurité de leurs voisins ou de leur quartier en les menaçant d'explosion au gaz, ou en tirant sur les passants et les policiers. »

(1) Sont notamment cités les quartiers des Bosquets à Montfermeil, des 4000 à La Courneuve, du Val Fourré à Mantes-la-Jolie, de Basse (Villiers-sur-Seine), des Indes (Sartroville), et des Musiciens (Les Mureaux).

cratique, militariste et expansionniste ». A la suite de quoi M. Brière avait été suspendu provisoirement du mouvement des Verts. L'audience a été fixée au 24 juin.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

世界第二を誇るプリンター製造社
「スター」がフランスの学生に
日本を紹介します。

C'est parce que le deuxième constructeur mondial d'imprimantes est toujours tourné vers l'avenir, qu'il se tourne aujourd'hui vers la jeunesse. Depuis le 5 janvier 1991, Star (votre imprimante) organise et sponsorise pour tous les lycéens de 16 à 18 ans, le grand concours "L'Avenir, Passion du Monde" avec de nombreux voyages à gagner pour partir à la découverte du Japon. Carrefour des coutumes et des technologies de pointe, pays où le futur se conjugue chaque jour au présent, le Japon et son incroyable complexité culturelle sont des données indispensables à l'ouverture des sociétés et des hommes de demain. En offrant cette formidable opportunité aux lycéens, Star répond une fois de plus à la philosophie qui lui tient à cœur : offrir à la jeunesse tous les moyens de sa réussite.

* Le 2^e constructeur mondial d'imprimantes fait découvrir le Japon aux étudiants.

star
votre imprimante

l'avenir
PASSION DU MONDE

سكيا من الامم

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Malgré le report de la date officielle des vacances scolaires

Un troisième trimestre en peau de chagrin

Le ministre de l'éducation nationale a déclaré, jeudi 23 mai, à Saint-Avold (Moselle), que « le système éducatif n'était pas en pré-vacances » dès le début juin. « Écoles primaires et collèges fonctionnent, le problème se pose au lycée en raison de l'organisation des examens ». « La logique est de repousser quelque peu la date des examens », a précisé M. Jospin. Or, parents et professeurs ont expressément demandé de ne pas le faire cette année. En outre, parents et élèves veulent avoir les résultats avant de partir en vacances. Il est difficile d'exiger des choses contradictoires... Il faudra faire bouger cela pour l'année prochaine. » Pour le ministre, il faudrait élargir le nombre des correcteurs, trouver plus de lieux pour passer les examens, « et peut-être accepter qu'une partie du baccalauréat se fasse en cours de formation ».

Alors que le ministre de l'éducation nationale a fixé la fin de l'année scolaire au 6 juillet, dans le but de rallonger un troisième trimestre fortement perturbé dans les lycées par les conseils de classe et les examens, ce dernier n'a jamais été aussi court. Cela provoque l'émotion des associations de parents d'élèves, relayées par les syndicats d'enseignants.

Vieille histoire. Déjà, en décembre 1988, le premier ministre de l'époque avait vigoureusement tapé du poing sur la table. « Nos établissements ne font même pas travailler les élèves jusqu'à la fin

du mois de juin. Cette situation ne peut plus durer. On ne peut vraiment pas amputer encore d'un mois l'année scolaire la plus courte d'Europe. Je demande donc au ministre de l'éducation nationale, lorsqu'il sera de retour, de revoir tous les examens pour les faire passer en juillet et d'organiser l'orientation de telle sorte que les conseils de classe se tiennent fin juin. »

Trente mois plus tard, le nouveau premier ministre, à peine nommé, est bien obligé de remonter au créneau, de dresser le même constat et de préconiser des solutions rapides. Ainsi, le 19 mai, sur TF1, M^{me} Edith Cresson déclarait qu'il est urgent « de trouver des formules » pour que les enfants ne se retrouvent pas « dans la rue » à partir du 15 juin. Pour éviter que les lycées ne soient épuisés par l'organisation des épreuves du baccalauréat, elle suggère, par exemple, que les municipalités mettent à disposition les salles nécessaires.

On mesure bien, sur cet exemple, les pesanteurs du système éducatif. Car le ministre de l'éducation nationale n'est pas resté inactif. Le 13 juillet 1989, M. Jospin faisait adopter par le Conseil supérieur de l'éducation, où siègent syndicats d'enseignants et associations de parents, un nouveau calendrier scolaire qui repousse d'une semaine, au 6 juillet, la sortie des classes de 1991. On peut constater aujourd'hui que cet allongement du troisième trimestre n'est en fait qu'un trompe-l'œil.

Tout d'abord, les vacances de février, plus longues, ont obligé à repousser d'autant les dates des vacances de printemps qui n'englobaient que partiellement, cette année, les trois grands « ponts » du mois de mai. Mais surtout, les

dates des examens n'ont pas été reculées, en particulier celles du baccalauréat, qui mobilise les lycées dès le 5 juin pour l'épreuve de philosophie, voire dès les 22 mai pour certaines épreuves facultatives de langues, comme au lycée Fénélon, à Paris.

Quelle que soit la date théorique fixée pour la fin des cours, la date butoir du bac oblige donc cette année les lycées qui servent de centre d'examen - la très grande majorité - à réduire le troisième trimestre de moitié. S'ajoute à cette contrainte l'organisation, très lourde dans les gros lycées, des conseils de classe, qui doivent se tenir assez tôt pour permettre la négociation avec les familles et le fonctionnement des procédures d'appel.

« Nous n'avons guère le choix »

Or, celles-ci, fixées au niveau académique, n'ont pas non plus été modifiées, dans la plupart des cas. Les commissions auxquelles les familles peuvent faire appel si elles ne sont pas d'accord avec les décisions d'orientation (ou de redoublement) des équipes pédagogiques se réunissent, le plus souvent, entre le 17 et le 20 juin. Comme les années précédentes.

Ainsi, les élèves de seconde du lycée Charles-Fourier, à Auxerre (Yonne) sont rentrés en classe lundi 13 mai et leur conseil de classe aura lieu le 28 mai. Soit un trimestre de quinze jours, ce qui déplore M^{me} Cresson, proviseur du lycée. « C'est court, dit-elle, mais nous n'avons guère le choix. Si nous groupions tous les conseils d'un même niveau sur une seule journée, comme le font certains établissements, les enseignants ne pourraient pas assurer les cours et les

élèves sont à la rue. À partir du 10 juin, les enseignants de français sont mobilisés pour les épreuves antérieures de français des élèves de première, et les élèves de seconde n'ont plus de cours de français. J'essaie de prévenir les familles, mais c'est vrai, la démobilité des élèves est très forte. »

Le syndicat Force ouvrière et la Confédération nationale des groupes autonomes (CNGA) ont enfoncé les premiers ce cheval de bataille et proposent des solutions pour le moins expéditives. FO suggère de supprimer les procédures d'appel et de rétablir un examen de passage pour les élèves dont les parents font appel des décisions des conseils de classe. La CNGA réclame « que des sanctions soient prises à l'encontre des élèves qui s'opposent aux conseils de classe passés ».

Le SNES (syndicat national des enseignants de second degré), majoritaire dans les lycées, voit dans ce vent de fronde concernant la durée du troisième trimestre un véritable danger pour le baccalauréat. « Les détracteurs habituels du baccalauréat utilisent ces dysfonctionnements pour tenter de le discréditer », déclare le syndicat dans un communiqué. Et il rappelle « son souci que l'élève ait la possibilité de passer ses examens ou d'être orienté en dehors des périodes de vacances ». Ce qui exclut tout aménagement du calendrier et de l'organisation actuels et prévient, notamment, toute velléité gouvernementale de rogner, d'une manière ou d'une autre, la durée des vacances des enseignants.

On le voit, M^{me} Cresson a du pain sur la planche, si elle veut boucler, plus efficacement que son prédécesseur, les habitudes de l'éducation nationale.

CHRISTINE GARIN

ESPACE

En raison d'une erreur d'adresse postale

La NASA a frôlé la catastrophe

La NASA vient de frôler une nouvelle fois la catastrophe avec ses navettes spatiales. Quand? Nul ne le sait. Mais « ce n'était qu'une question de temps », affirme Dan Germany, l'un des dirigeants du Johnson Space Center de Houston (Texas), qui ajoute que la NASA « a senti passer le vent du boulet ». Et ce pour une incroyable et inacceptable erreur d'adresse postale.

Pour bien comprendre l'affaire, il faut remonter au mois de septembre de l'année dernière. A cette époque, une sonde thermique de la taille d'une cigarette, placée sur une ligne d'alimentation en hydrogène liquide des moteurs principaux, fut démontée en raison de la découverte d'une fuite d'hydrogène. L'affaire semblait banale. Personne ne soupçonnait encore que les soudures de cette pièce étaient fissurées.

Mais, contrôles de routine obligent, la pièce fut envoyée à la société RDC Corp., de Hudson (New-Hampshire), pour analyse. Du moins le crut-on. Car, à la suite d'une négligence impardonnable, le colis fut envoyé à une adresse erronée. Résultat : cinq mois de perdu avant que la sonde défectueuse atteigne son véritable destinataire.

Examens métallurgiques et contrôles aux rayons X montrèrent alors que des fissures existaient tout autour de la soudure de fixation de la pièce et que leur apparition était vraisemblablement due aux variations thermiques engendrées par le

passage très froid de l'hydrogène liquide.

Que la soudure vienne à lâcher et les turbopompes des moteurs pourraient « avaler » cette sonde avec les conséquences que l'on imagine : blocage ou détérioration des turbines conduisant, au mieux, à un arrêt moteur et, au pis, à son explosion. Le risque est d'autant plus grand qu'il existe sur chaque navette neuf de ces sondes : cinq qui mesurent la température de l'oxygène et quatre l'hydrogène.

La firme RDC a bien évidemment souligné ces dangers à la société Rockwell, constructeur de la navette. Mais le rapport n'est arrivé que le 1^{er} avril chez l'industriel et, le lundi 20 mai seulement, sur le bureau de la NASA, soit deux jours avant la mise à feu de la navette Columbia. Rétrospectivement, les dirigeants de la NASA ont dû avoir froid dans le dos, car cinq vols de navette ont eu lieu en toute ignorance depuis le mois de septembre.

Aussi loue-t-on à Houston la bonne fortune qui a fait que le prochain vol de Columbia a dû être retardé de plusieurs jours en raison du dysfonctionnement d'un de ses ordinateurs. Malgré consolation pour les responsables de la mission : les contrôles faits sur trois des neuf sondes de Columbia ont montré que ces pièces étaient intactes. Mais, pour plus de sécurité, elles seront quand même toutes changées avant le 1^{er} juin.

ENFANCE

Les autorités de la RDA kidnappaient les enfants des fugitifs

M. Thomas Krueger, sénateur à la jeunesse, a présenté jeudi 23 mai à la presse les premiers documents prouvant que l'ancien régime communiste est-allemand pratiquait l'enlèvement des enfants dont les parents étaient considérés comme espionnage militaire. Plusieurs milliers d'enfants auraient subi ces séparations arbitraires, dénoncées depuis des années à l'Ouest, mais qui n'avaient jamais pu être démenties. Les dossiers, datant des années 1970, ont été retrouvés par hasard dans des archives. Ils concernent trois enfants adoptés arbitrairement par des familles qui ne connaissent pas leur véritable passé et cinq autres placés dans des « foyers de transit ». Certaines de ces pièces relatent l'histoire tragique de la famille Remus. Le 21 octobre 1981, Renate Remus s'enfuit de RDA dans une voiture de l'ambassade d'Algérie, avec ses deux plus jeunes enfants. Elle laisse sur place son époux et ses deux aînés. Son mari passera quatre ans dans les geôles de la Stasi (police secrète) et ses enfants

deux années dans un orphelinat. « Des révélations semblables vont se multiplier », estime M^{me} Elke Kanneberg, directrice du premier bureau chargé des adoptions forcées en RDA qui vient d'ouvrir à Berlin. Les dizaines de milliers de citoyens est-allemands qui ont fui la RDA ont été déclarés coupables de « fuite de la République », un des délits les plus lourdement punis, et déchés de leurs droits parentaux. La justice est-allemande a agi de même pour des parents convaincus d'espionnage militaire et pour les prisonniers politiques.

Trois « foyers de transit » existaient en RDA pour les enfants de fugitifs, directement placés sous la tutelle du ministère de l'éducation qui dirigeait, de 1963 à 1989, M^{me} Margot Honecker, l'épouse de l'ancien président Erich Honecker. Certains enfants de « renégats » y ont passé des années jusqu'à leur majorité. L'adoption forcée était réservée aux plus jeunes, et tout était conçu pour bricoler les pièces et leur façonner une nouvelle existence. - (AFP.)

Pour mettre fin au trafic

La Roumanie suspend les procédures d'adoption par des étrangers

Le gouvernement roumain a décidé de suspendre toutes les procédures d'adoption par des étrangers à partir du 1^{er} juin. La Roumanie souhaite ainsi mettre un terme au commerce d'enfants - principalement d'origine tzigane - qui s'est développé depuis plusieurs mois. Des intermédiaires opérant ouvertement dans plusieurs hôtels de Bucarest se chargent, en effet, de trouver des parents qui, pour environ 10 000 dollars, acceptent de livrer leur enfant à des touristes américains, canadiens, belges, suisses ou français.

Selon les statistiques officielles, environ 3 000 enfants roumains ont été adoptés par des étrangers en 1990 et près de 2 000 au premier trimestre 1991. Ce réseau s'est développé à la faveur d'une loi adoptée en juillet 1990, donnant la liberté aux parents adoptifs

de choisir un enfant à condition que les parents naturels soient consentants. Un nouveau projet de loi prévoit une procédure « exclusivement par le biais d'organismes étrangers autorisés par l'Etat roumain et reconnus par le Comité roumain pour les adoptions ».

Le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France demandent le retrait du projet de réforme du code pénal. Jugant le projet de réforme du code pénal « indigne d'une démocratie moderne », le Syndicat de la magistrature (SM) et le Syndicat des avocats de France (SAF) ont lancé, mercredi 22 mai, un appel en faveur de ce projet. Les deux organisations, « soucieuses de la défense des libertés et des droits de l'homme », dénoncent le caractère

MÉDECINE

Forme la plus fréquente de retard mental héréditaire

La transmission du syndrome de l'X fragile est mise au jour par une équipe française

Une équipe de chercheurs dirigée par le professeur Jean-Louis Mandel, de l'INSERM, publie dans le numéro du 24 mai de la revue américaine *Science* (1) de nouveaux résultats qui permettent de mieux comprendre la physiopathologie du syndrome de l'X fragile, la plus fréquente des maladies héréditaires.

Grâce aux travaux de l'équipe du professeur Jean-Louis Mandel (unité de biologie moléculaire et de génie génétique de l'INSERM, Strasbourg), les mécanismes responsables du syndrome de l'X fragile, la plus fréquente des maladies héréditaires, ont été élucidés. Sur 1 500 cas atteints, sont en passe d'être complètement élucidés.

Ce syndrome de découverte récente (le Monde du 17 décembre 1986) se caractérise par un retard mental plus ou moins important, associé à une dysmorphie faciale. A la différence des autres maladies génétiques, il se transmet de façon étrange, puisque 20 % des hommes et 70 % des femmes porteuses de la mutation génétique sont normales. Mieux, des hommes normaux peuvent transmettre la maladie à leurs petits-enfants par l'intermédiaire de leurs filles qui, elles-mêmes, présentent rarement un retard mental.

Plusieurs équipes, parmi lesquelles celle du professeur Mandel, s'acharnaient, depuis plusieurs années, à déterminer et à analyser la zone « fragile » du chromosome X. Grâce aux méthodes de cartographie, il a été possible de localiser les régions les plus proches du (ou des) gène X fragile et de mettre en évidence

deux phénomènes permettant d'expliquer ce mode de transmission inhabituel : une modification de l'ADN par méthylation et une instabilité des mutations.

Dépistage possible

Le premier phénomène - la méthylation d'un fragment d'ADN proche de la partie mutée - avait été décrit, il y a quelques mois, par l'équipe de Strasbourg dans un article paru dans la revue britannique *Nature* (le Monde du 17-18 février). C'est cette méthylation qui semblait alors responsable de l'apparition des symptômes de la maladie. Quelques semaines plus tard, cette région de l'ADN directement impliquée dans l'apparition de la maladie fut clonée, toujours par l'équipe du professeur Mandel, en collaboration avec celle du professeur Daniel Cohen (Centre d'études du polymorphisme humain). Ces résultats montraient qu'un ou deux gènes seraient impliqués dans la maladie.

Dans l'article publié dans *Science*, les chercheurs strasbourgeois démontrent que, plus des anomalies de méthylation, il existe d'autres mutations responsables de la maladie, causées par un très petit fragment d'ADN. Fait extraordinaire et absolument inconnu jusqu'à présent dans la transmission héréditaire d'une maladie, ces mutations se font en deux temps et rendent ainsi compte de la grande variabilité observée dans l'expression de cette maladie.

Tout d'abord, il se produit une sorte de « pré-mutation », qui ne s'accompagne pas de l'apparition de signes cliniques ; dans une seconde étape, cette pré-mutation va se transformer en une mutation

beaucoup plus importante, qui, elle, s'accompagne de symptômes cliniques.

Grâce aux sondes d'ADN, il est aujourd'hui possible, chez les filles comme chez les garçons, de détecter ces mutations. En outre, l'analyse de cet ADN permet de poser un diagnostic prénatal. Chez les garçons, le pronostic est facile : lorsqu'il n'existe qu'une pré-mutation, le garçon est normal ; en revanche, lorsqu'il possède une grande mutation, il sera atteint. Chez les filles, le pronostic est plus délicat : en cas de pré-mutation, il n'existe pas de problèmes. Elles sont normales. En revanche, lorsqu'il s'agit d'une grande mutation, il est impossible d'affirmer avec certitude qu'elles seront ou non atteintes.

Il sera donc bientôt possible, par simple analyse de routine de

l'ADN, de détecter, durant la période prénatale, les porteurs de l'anomalie génétique responsable de l'X fragile. Pour les garçons, selon le type de mutation génétique observée, il sera également possible de développer un retard mental. Etant donné la fréquence de ce syndrome, et pour éviter toute dérivation eugénique, les conditions dans lesquelles un tel dépistage pourra être mis en œuvre devront être bientôt définies.

FRANCK NOUCHI

(1) Cet article est signé par I. Oberlé, F. Rousseau, D. Heitz, C. Kretz, D. Devys, A. Hanauer, J. Boué, M.-S. Berthas, J.-L. Mandel.

L'opéra aujourd'hui : renaissance ou faillite ?

Maryvonne de Saint Pulgent

LE SYNDROME DE

L'OPÉRA

Voici un livre impitoyable et accablant. Dans son genre, d'un comique aussi noir que *Mort à crédit* de Céline.

Marc Fumaroli / Le Figaro

La conscience de l'historien, la ténacité du journaliste, la compétence du musicologue, toutes les trois servies par la plume vivante et mordante d'une memorialiste et portraitiste.

Jean-François Revel / Le Point

Collection « Accords »

ROBERT LAFFONT

CULTURE

VENTES

La folle époque

Des tableaux modernes adjugés simultanément à Paris et dans cinq villes japonaises : un test

Mais qu'est donc venue faire cette fièvre à l'enfant de Fougita à la « une » de ce prestigieux catalogue? La réponse est donnée par M. Loudmer: « Le fond or, la maternité, donnaient un ton plaisant à la couverture. Si les Japonais achètent, tant mieux. » Que ne ferait-on pas pour séduire les Nippons, grands absents des dernières ventes impressionnistes et modernes à New-York. Au moins, si l'un d'eux craque pour cette madone (estimée entre 7 et 10 millions de francs), il aura même le sentiment de purifier ses yeux: grand admirateur de Léonard de Vinci, Fougita peint cette bondeuse en 1958, avant de se faire baptiser à Reims.

C'est l'une des cinquante-quatre pièces qui seront adjugées à Drouot le 25 mai lors d'une vente retransmise par satellite à Tokyo, Osaka, Hiroshima, Nagoya et Fukuoka, au Japon. Une vente importante (il faut par exemple réserver ses places) redimensionnée en fonction des conséquences de la crise du Golfe. « Pour faire face à un marché plus étroit, nous avons musclé la vente en réduisant le nombre des lots, qui passe de 90 à 54 », déclare M. Loudmer.

Les maîtres sont au rendez-vous: Renoir (une nature morte), Cézanne (avec un Don Quichotte de 1873-1875, conjuguant l'influence de Delacroix et les premiers découpages de volumes, estimé entre 3 et 4 millions de francs), Picasso, Kandinsky, Van Dongen, Dubuffet, Balthus. La caravane suit: Dufy, Marquet, Utrillo, Valloir, Danoy, de Segonzac, Fougita.

Mais toutes les étiquettes souffrent: « Nos estimations tiennent compte d'un certain marasme » avoue le commissaire priseur, qui spontanément cite cette marine de Signac effectuée à La Rochelle en 1927, soit quelques longues années après les fastes du post-impressionnisme: « Il y a deux ans, des

tableaux du même type auraient été estimés 12 millions de francs. » La fourchette est ici comprise entre 4 et 6 millions de francs. Et Guy Loudmer d'ajouter: « Il faut savoir que les réserves peuvent être au-dessous de l'estimation basse. On peut le dire, il faut le dire... »

Il y a la crise du marché de l'art et heureusement, il y a les tableaux. Ainsi cette émouvante *Etude pour les constructeurs* de Fernand Léger, laquelle, d'un trait pur et sensible à l'encre de Chine, déplace les temps modernes vers l'intime, le geste, le pli d'une veste, la courbe des doigts. Ce genre de noir et blanc qui, loin des rouges, des bleus, des jaunes primaires chers à l'artiste, semble contenir toutes les couleurs du monde. Cette autre esquisse est de Picasso, et date de 1905, au sortir de la période bleue si naturaliste: l'observation s'aiguise, le trait est graphique et s'affine dans ces frêles silhouettes d'arlequin, d'acrobate, ces nus de profil (estimation entre 300 000 et 400 000 francs).

On peut citer encore cette magnifique huile de Balthus, *Roger et son fils* (estimée entre 3 et 4 millions de francs), cette *Colonne de muse d'Arp* taillée dans le marbre et mise en vente par la fondation qui porte son nom. Enfin, bien sûr, les trois Van Dongen. Le portrait de l'extrême-marquise Casati. L'une de ces « nudités bleues à la pudeur évanouie » dont parlait Vlaminck à propos du peintre de la folle époque. Mais le petit bijou (estimé environ 300 000 francs), c'est cette gouache sur papier de 1907, une lorette allongée avec pour seules parures un chignon bleu dur et des jarretières rouges.

LAURENCE BENAÏM

► Hotel Drouot, samedi 25 mai à 14 h. Renseignements: étude Guy Loudmer, tél.: 48-78-89-89.

MUSIQUES

Wilhelm Kempff, pianiste de la limpidité

Suite de la première page

Dans son toucher, il n'y avait aucune sensualité, nulle de ces délicates recherches de sonorités dont on s'enivre comme des plus exquis parfums de l'Asie, mais la limpidité d'un cristal résonnant à la moindre touche, près de se briser lors des confidences ultimes, quand il plongeait dans « les profondeurs inexplorées de Schubert ». Chaque note était comme un détecteur d'infinité qui ébranlait notre sensibilité.

Lorsqu'il jouait Bach, « le père », c'était avec un dévouement total, comme un croyant devant le Saint-Sacrement, l'âme au bord des lèvres, mais le cœur bondissant avec force, prêt à déchainer les grandes orgues: « Réveille-toi, chrétiens! »

Un jeu effervescent

Mais en même temps, lorsqu'il s'adonnait à Beethoven, « le héros », quel équilibre vital, quel appétit conquérant dans ce jeu effervescent, bref sur la note, passant de pianissimo presque imperceptibles à de soudains doubles *forte*, comme l'éclair qui jaillit à l'Orient et empourpre tout le ciel jusqu'à l'Occident!

C'était l'alacrité d'une jeunesse non pas renouvelée, mais comme éternisée, dans ce phrasé si lisible, ce jeu bondissant des doigts qui faisaient surgir, dans la diversité de chaque attaque, ce piaffement, ce trot léger, ce chant d'alouette, ce rauque aboielement, dont il parsemait les trente-deux sonates, au

milieu de profondes confidences. Alors la sonorité craquait comme une branche, claquait comme une pierre à fusil, et le chant ne cessait de courir et de scintiller comme le murmure d'un ruisseau, révélant immuable l'élasticité de l'intelligence dans une âme limpide.

Kempff n'était pas l'homme des souffres, du doute, des démons. « Je suis un classique », affirmait-il. Ce père de sept enfants, ce grand-père de quatorze petits-enfants, se voulait humblement le serviteur de Dieu, qui un jour « envoya de nouveaux prophètes pour remplir l'âme des humains de la magie de la musique ». Pendant la guerre de 1914-1918, tandis que les combats faisaient rage sur la Somme, il improvisait à l'orgue de Laon un *Prélude et fugue* sur le *Dona nobis pacem*: à cet appel désespéré répondirent, en 1954, les *Chorals* de Bach qu'il alla jouer sur l'orgue de l'église d'Hiroshima, « l'église de la paix universelle ». « Dans la musique de Bach, écrit-il, dans un *largo* de Beethoven, il est donné aux hommes de l'époque apocalyptique où nous vivons d'entendre la voix de Dieu, que nous croyions perdue. »

JACQUES LONGCHAMPT



ROGER HAUBERT

Le plus classique des interprètes

Wilhelm Kempff était né le 25 novembre 1895 à Jüterbog, une petite ville du Brandebourg. Son père et son grand-père étaient organistes, et il fut mis de bonne heure au piano et à l'orgue. A l'âge de cinq ans et demi, il compose sa première œuvre, en sol bémol... Il entre à neuf ans à la Hochschule de Berlin, où il aura de grands maîtres (Heinrich Barth et Karl), étudie la philosophie à l'université, et reçoit en 1916 les prix Mendelssohn de piano et de composition. Alors qu'il est mobilisé, sa *Bataille d'Arminius*, créée par la Philharmonie de Berlin, remporte un franc succès... d'hilarité, les cors guerriers préhistoriques qu'il a utilisés s'étant révélés impropres à l'exécution musicale!

Il accompagne en tournées les chœurs de la cathédrale de Berlin, puis dirige le conservatoire de Stuttgart, où il enseigne le piano de 1924 à 1929. Mais son talent d'interprète va prendre le dessus et il commence une brillante car-

rière, qui le mènera dans le monde entier pendant cinquante ans. Il restera cependant fidèle à l'enseignement, l'été, donnant des cours à Potsdam, avec Fischer et Gieseking, puis après la guerre à Positano, en Italie. Il abandonnera peu à peu la composition, malgré une œuvre abondante (trois opéras, deux symphonies, deux quatuors, des concertos pour piano et pour violon, une *Passion allemande*, un *Mystère de la naissance du Seigneur*, etc.).

C'est en 1938 seulement qu'il donna son premier récital à Paris. Il y revint pendant la guerre, jouant notamment les *Variations Goldberg* de Bach et trois concertos sous la direction de Charles Munch (qui évitait ainsi à ses musiciens d'être envoyés en Allemagne). Inscrit sur la liste noire des Américains, il faisait cependant sa rentrée à Paris en 1948, la noblesse de son jeu empêchant alors certains ressentiments de s'exprimer.

Et il n'allait pas cesser d'être

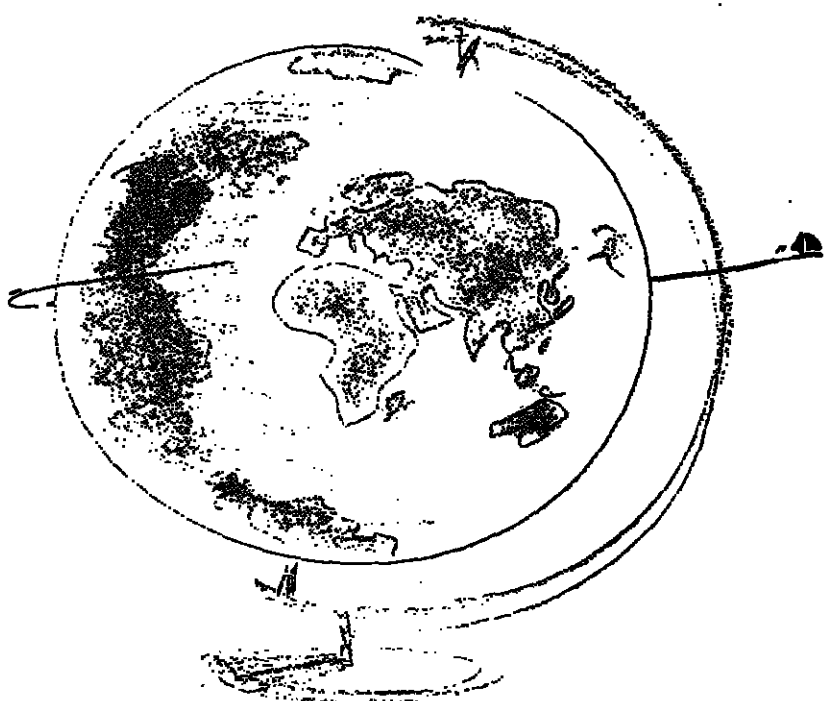
l'un des interprètes les plus aimés des Français, leur offrant en particulier à plusieurs reprises (en 1951, 1955, 1970) l'intégrale des sonates de Beethoven. En 1964, il était enfin accueilli triomphalement à New-York, au Carnegie Hall. Depuis 1945, il s'était installé en Bavière, à Thurnau.

En dehors de ses récitals et des concerts avec orchestre, il avait fait beaucoup de musique de chambre, trios avec Szezyng et Fournier, sonates avec Kulenkampff, Schneiderhan, Ferras, Rostropovitch, Casals (à Prades), lieder avec Germaine Lubin et Lotte Lehmann, etc.

Wilhelm Kempff laisse de très nombreux disques (dont le premier, *Ecclesiastes* et *Bagatelles* de Beethoven, date de 1920), où l'on retiendra surtout ses transcriptions de Bach et les *Variations Goldberg*, ses deux intégrales des sonates de Beethoven et celle des sonates de Schubert, maints cahiers de Brahms, certains Schumann et les *Légendes* de Liszt.

J. L.

Bonne route à tous les navigateurs du monde.



En décembre dernier, le PMU relançait publiquement la grande idée qui, inspirée de Jules VERNE, courait dans la tête de nombreux navigateurs.

Le PMU proposait un prix d'un million d'euros au premier équipage à faire le Tour du Monde à la voile en 80 jours, départ et retour en France, en laissant les trois caps, Bonne Espérance, Leeuwin et Horn à bâbord.

Aujourd'hui, malgré toute sa bonne volonté, le PMU constate qu'aucun règlement n'a pu faire l'unanimité, ni recevoir l'aval d'une autorité reconnue de tous les navigateurs.

Dans cette situation, le PMU est contraint de suspendre cette opération et de « mettre à la coupe » en attendant l'éclaircie.



Le manager mélancolique

Ivo Watts Russell dirige 4AD, le label des Pixies et This Mortal Coil, groupe de rock introspectif

Ivo Watts Russell tient salon au bar du Raphaël, palace pour dandys (les vrais, les Anglais), un décor qui sied bien au directeur de 4AD, la maison de disques des Pixies et des Cocteau Twins, et aussi celle de This Mortal Coil, dont l'âme n'est autre que le patron lui-même.

This Mortal Coil (ce tumulte mortel, comme dans le monologue d'*Hamlet*, ou comme dans le sketch du perroquet mort des Monty Python, autre classique du répertoire universitaire britannique), vient de sortir son troisième double album (ou long CD) *Blood*. Mais ce n'est pas un groupe. Un hobby plutôt.

Quand la gestion quotidienne de 4AD lui en laisse le temps, Ivo Watts Russell rentre en studio avec des amis, des connaissances et avec des chansons obscures de gens célèbres (Syd Barrett, le fondateur du Pink Floyd, Neil Young), des chansons d'auteurs méconnus (la Canadienne Mary Margaret O'Hara ou Chris Bell qui croisa le chemin d'Alex Chilton au sein de Big Star), et les arrange.

« Je ne crois pas que nous ayons jamais amélioré les originaux, mais nous les avons mis en perspective les uns par rapport aux autres en les réinterprétant », explique Ivo Watts Russell, élégant, sobre (complet probablement japonais et T-Shirt blanc, cheveux ras à peine grisonnant) et affabilité extrême.

Sur une période de trois ans, il a réuni ses musiciens (Kim Deal des Pixies, Caroline Crawley de Sheryl Orphan...) pour de courtes

périodes, dirigeant son album séquence par séquence, comme un réalisateur de film. Ivo Watts Russell ne fait même pas semblant d'être musicien, la preuve: « Pour moi le plaisir premier que procure la musique réside dans l'écoute. »

This Mortal Coil, œuvre de dilettante mélancolique, pourrait aussi être interprétée comme une espèce de manifeste de 4AD. Le label naît de grande trop vite, gardant un nombre limité d'artistes à son catalogue, restant cohérent dans ses choix artistiques, décidés par le choc que reçoit Ivo Watts Russell, alors vendeur dans un magasin de disques, lors de la seconde vague punk de 1979, entamée par Wire ou Joy Division.

Face au succès des artistes, les Cocteau Twins (qui viennent de quitter 4AD pour Geffen) ou les Pixies, 4AD maintient sa ligne et son image. Peu après les débuts de 4AD, en 1980, Watts Russell confiait la réalisation des pochettes des albums à une équipe composée du graphiste Vaughn Oliver et du photographe Nigel Grierson, réuni au sein du groupe graphique Envelope 23 puis V23.

« Vaughn m'a ouvert les yeux. Quand je pense que certains groupes de 4AD traînent les pieds pour travailler avec lui! Quel gâchis! ». Pour les Pixies, par exemple, Oliver a créé un univers à la fois chaotique et froid, absurde et attrayant, un commentaire graphique, plus qu'une explication littéraire, de la musique du groupe.

Même si les Cocteau Twins sont partis, 4AD doit faire face au succès colossal des Pixies, une perspective qui n'enchantait guère Ivo Watts Russell: « Pour moi, la musique est une expérience tout à fait personnelle, je n'ai aucune inclination à la partager physiquement. » Ce dont on aurait pu se douter en écoutant les réveries solitaires de This Mortal Coil.

THOMAS SOTINEL

► La Grande Halle de La Villette (Paris 19) proposera une exposition Vaughn Oliver à partir du 1er juin.

Hermeto Pascoal e grupo
Compagnie Lubat
AVRIL 25 MAI 28 mai

سكيا في الامم

صحنات الراحل

CULTURE

THÉÂTRE

Un divertissement tragique

Signée Ged Marlon, transposition, noire et réussie de l'émission radiophonique « Allô Macha »

TOUS EN LIGNE
au Théâtre Paris-Villette

Il y a deux ans, dans le cadre des journées organisées au Théâtre de l'Athénée par les APA (Artistes-producteurs associés), Ged Marlon et quelques amis avaient eu l'idée de présenter une transposition scénique de « Allô Macha », l'émission nocturne de Macha Béranger sur France-Inter. Succès. Ils reviennent aujourd'hui au Théâtre Paris-Villette avec un « vrai » spectacle, une heure et quinze minutes terrifiantes de noire simplicité.

Le principe de l'émission comme de la pièce est simple : une animatrice de radio reçoit les appels de correspondants anonymes, qui, en une dizaine de minutes chacun – question de rythme – confient, pour la plupart, leur mal de vivre. C'est l'occasion pour les auditeurs inconnus – l'émission est diffusée à partir de l'heure du matin – et pour les spectateurs de théâtre – de mesurer cette incroyable capacité des êtres à encaisser les coups les plus rudes.

Mais « Allô Macha » comme *Tous en ligne* ne participent pas du grand barnum de la souffrance, façon journaux télévisés de 20 heures. Là comme ici, il est plutôt question de compassion, de compassion. Compassion de Macha, impeccable dans son ensemble rouge sang (Nathalie Krebs) pour cette prof de gym bouffée par le scotch, immobilisée dans un fauteuil relax dégingué (Maïté Nahy), pour ce moineau

converti à la vie civile coincé dans sa chambre de bonne (Michel Didym), pour cette vendeuse à trois sous qui a décidé d'être gais et qui chante dans son bain (Christine Wurmser, en alternance avec Dominique Raymond), pour cette jeune chômeuse mariée à un maître-chien, très cuir, tendance facho (Christine Brucher) et pour enfin ce drôle de type tenté par la psychopathe (Ged Marlon).

Au début de *Tous en ligne*, l'identification – sans souci d'imitation – de Nathalie Krebs à son modèle et la mise en scène apparemment désinvolte auraient pu faire croire que nous allions entrer de plain-pied dans le pastiche. Mais si cette avalanche de désarrois commence par susciter le rire – un rire qui tient plutôt du gilet pare-balles – elle relève très vite de la peur. Et l'interprétation quasi onirique de ces conversations dans les décors obliques, déséquilibrés, découpés au bistouri par Raymond Couvreur pour Raymonde Couvreur pour extirper le caractère inquiétant des univers, des objets quotidiens, font de *Tous en ligne* un spectacle qui remue, qui saisit. Il développe une vision du monde tout à fait contemporaine. Ged Marlon et ses compagnons inventent sans afféterie un genre dramatique nouveau qui colle parfaitement à l'époque : le divertissement tragique.

OLIVIER SCHMITT

► Du mardi au samedi, à 21 heures. Matinée le dimanche, à 16 h 30. De 60 F à 120 F. Tél. : 42-02-02-68.

Les causeuses

Quatre vies tracées par Julia Voznesenskaia et adaptées par Danièle Chinsky

LE DÉCAMÉRON
DES FEMMES
au Théâtre Paris-Plaine

La scène ressemble à celle des *Causeuses*, cette sculpture de Camille Claudel où quatre femmes assises, coincées entre des parois de jade, tiennent à peine sur leur banc tant elles sont tendues les unes vers les autres. Leurs bouches presque unies, elles boivent avidement les paroles des autres.

Il n'y a pas le chaleur du jade, mais la froideur des murs blancs d'un hôpital et des lits de fer montés sur roulettes en guise de banc. Ces causeuses-là sont soviétiques. Elles sont recluses dans une chambre, arrachées à l'enfant qu'elles viennent de mettre au monde sous prétexte d'une mystérieuse quarantaine. Pour passer le temps, pour se connaître un peu, entre les interventions musclées d'une infirmière revêche, elles devisent sur le mode du *Décameron* de Boccaccio, que l'une d'elles est en train de dévorer et d'appréhender par cœur.

A chaque jour son thème, sur lequel chacune d'entre elle devra se confier, se dévoiler, c'est la règle du jeu. Chacune s'y prête

mal gré, puis bon gré. Car il faut survivre, après tout, en se nourrissant des souvenirs des autres, comme les *Causeuses* de Camille, même si c'est un peu dur, parfois, d'évoquer le bonheur, la séduction quand il n'y a plus personne ; de se souvenir d'un viol, du premier amour, lorsque tout semble terminé. Ces femmes à qui la vie n'a pas fait de cadeau, pleurent, boivent, se racontent des histoires à hurler de rire et hurlent d'un rire très communicatif.

Reprise du spectacle présenté l'an dernier au Théâtre de l'ombre qui roule (*Le Monde* daté 15-16 avril 1990), cette adaptation pour le scène de Danièle Chinsky du livre de Julia Voznesenskaia – paru en 1985 en Allemagne, où elle vit en exil après avoir été internée en Sibérie – dévoile quatre caractères et constitue un réquisitoire grinçant sur la vie des femmes en Union soviétique. Pour en témoigner, il y a la petite-bourgeoise toute frileuse de son confort, la gamine perdue, qui croit que son appât fera d'elle une affranchie ; les intellectuelles : la directrice de théâtre coquette, proche des milieux dissidents ou la biologiste déçue, meurtrie.

Quatre personnages et quatre formidables comédiennes, Emmauelle Brunschwig, Sophie Guille des Buttes, Catherine Hosmalin, Elizabeth Mazeu. Plus cinq, car Danièle Chinsky, en infirmière coriace, haineuse, féroce, à la fin de ce spectacle tendre et très drôle qui cogne les cœurs. Car, après tout, il faut bien parler pour en finir.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► Du mardi au samedi, à 20 h 30. Le dimanche, à 17 heures. Jusqu'au 8 juin. Tél. : 40-43-01-82.

THÉÂTRE DE SARTROUVILLE

Wiener Salade

le concert
des années folles

Jazz-band • Pierrot Lunaire
Le Beauf sur le Toit...

24 - 25 mai 39 14 23 77

ATHÉNÉE
LOUIS JOUVET

28 mai / 1^{er} juin

FRANCIS

de GERARD GUILLAUMAT

mise en scène JEAN-LOUIS MARTINELLI

avec GERARD GUILLAUMAT et JEAN-LOUIS MARTINELLI

Mardi 28 mai 21 h 00

Debat sur la notion de crime contre l'humanité

avec PIERRE TRUCHE et MARCEL OPHULS

47.42.67.27

CINÉMA

L'irrésistible ascension du film à domicile

L'engouement pour les vidéo-cassettes a gagné la France et considérablement fait baisser les prix

On le sait, on l'a dit et répété à Cannes, les recettes des salles sont heureusement renforcées par l'exploitation vidéo des films. Dans son numéro de novembre-décembre 1990, *CNC Info*, bulletin d'information du Centre national de la cinématographie, a publié un dossier « Spécial vidéo » qui fait le point sur un secteur en pleine évolution et qui a, de plus en plus, la faveur des amateurs de cinéma à domicile. La vente des magnétoscopes n'a eu, en 1989-1990, qu'un taux de croissance de 11 % contre un taux moyen de 30 % pendant les trois années précédentes, mais, avec un parc de 8,3 millions d'appareils, l'équipement correspond, en France, à 35 %, soit près d'un tiers des foyers. C'est dire que les utilisateurs ne sont plus seulement, comme on s'est obstiné à le croire, des maniaques de la cinéphilie qui engrangent des privilèges à hauts revenus. Selon les informations du CNC, on prévoit un taux d'équipement d'environ 70 % aux alentours de 1995. C'est le chiffre actuellement atteint aux États-Unis.

À la fin de 1980, les dépenses de location de cassettes enregistrées – c'est-à-dire de programmes – ne représentaient que 15 % des dépenses vidéo. Elles ont atteint 22 % en 1990 (par rapport à l'ensemble du matériel technique, donc), et les prévisions pour 1995 sont de 40 %. La vente de cassettes vierges par ménage équipé diminue constamment (une moyenne de sept cassettes pour l'année 90) parce qu'on enregistre moins ce qui se passe à la télé-

vision, et parce que les cassettes peuvent être effacées et réenregistrées plusieurs fois. Cette diminution correspond à la richesse et à la diversité de plus en plus grande des catalogues d'éditeurs et à la baisse importante des prix de vente du film enregistré depuis fin 1987 (prix F seulement en 1988). Pour le premier semestre 1990, le marché de la vente aurait augmenté de 60 %.

Le succès de « Noce blanche »

Il semblerait que le réseau des vidéo-clubs n'ait pas retenu, de façon durable, la baisse du prix de vente des cassettes enregistrées à joué un rôle. Mais la location existe toujours. Certains éditeurs l'utilisent comme prétexte. Les grands gagnants du terrain sur le marché en assurant, la plupart du temps, leur propre distribution dans les grandes surfaces et les magasins spécialisés, et en assurant

la distribution d'autres éditeurs. Ainsi Fil à film, société dirigée par Jean-François Davy, distributrice elle maintenant les titres des Editions Montparnasse, (la collection « L'âge d'or du cinéma », par exemple) auxquelles elle a cédé les droits vidéo d'une partie de son catalogue. Grâce à son équipement perfectionné, Fil à film peut fournir également des services techniques de duplication.

Zeed Production est une petite société qui destine d'abord ses films à la location. Elle a sorti l'an dernier *Tom et Lola*, de Bertrand Arthuis, *Les Enfants du désordre*, de Yannick Bellon, *Noce blanche*, de Jean-Claude Brisson, *Nouvelle vague*, de Jean-Luc Godard, *Milou en mai*, de Louis Malle, *Il y a des jours et des lunes*, de Claude Lelouch, et quelques films étrangers en version doublée, dont *Suzie et les Baker Boys*, de Steve Kloves. Au bout de six mois, ces cassettes peuvent passer de la location à la vente, et c'est alors que la distribution est assurée par Fil à

film. On a vu, ces temps-ci, apparaître certains titres, dont *Noce blanche*, qui ont eu un très grand succès. En février dernier, Zeed Production a placé en location *The King of New York*, d'Abel Ferrara, avec Christopher Walken, et *Docteur Peïou*, de Christian de Chalonge, avec Michel Serrault.

Comme il s'agit, dans tous les cas de figure, de films récents, la reproduction est à la mesure de la qualité esthétique des œuvres originales. La présentation des jaquettes est attrayante. On peut déjà se procurer *Mean Streets*, le premier grand film de Martin Scorsese avec Robert De Niro, que les Editions Montparnasse proposent en version originale sous-titrée et en version française au choix (159 F la cassette), et *Cyrano de Bergerac*, de Jean-Paul Rappeneau, est sorti le 16 mars en édition du groupe Hachette Première et Cie, distribution exclusive Nouvelle Messagerie vidéo (199 F).

JACQUES SICLIER

du 17 mai
au 8 juin
Location
42742050
41 bd du Temple
M^e République

TLP DEJAZET

Herman
van Veen



Numéro un sur l'Atlantique.

Un plus grand nombre de vols directs d'Europe vers les États-Unis qu'aucune autre compagnie aérienne au monde.

En effet, aucune autre compagnie aérienne ne décolle d'autant de villes européennes vers les États-Unis que PAN AM. et n'offre de meilleures correspondances vers le monde. Il faut s'appeler PAN AM pour voler vers 65 destinations américaines à partir de 125 destinations réparties dans 51 pays.

En Europe, PAN AM continue sa croissance. Cet été et pour la première fois dans son histoire, PAN AM multiplie ses vols directs au départ de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est vers les États-Unis. Ce sont les nouveaux vols directs de Hambourg, Oslo, Amsterdam, Zagreb, Lisbonne et Barcelone à destination de New-York J.F. Kennedy.

19 vols directs chaque semaine de France vers les Amériques.

Dix-neuf occasions d'arriver vite aux États-Unis. De New-York et Miami - nos deux plus grandes portes d'entrées américaines - PAN AM offre un formidable dispositif de

19 vols directs chaque semaine de France vers les États-Unis.

Départs	Arrivées
Paris 13h10 quotidien	J.F.K. New-York 13h05
11h00 Lu-Me-Ve-Sa-Di	13h20
Paris* 12h05 Ve-Sa-Di	Miami 15h40
Nice* 12h15 Lu-Ma-Je-Sa	J.F.K. New-York 15h10

* fréquence accrue à partir du 16 juin.

correspondances vers plus de 40 grandes villes américaines et 35 destinations vers les Caraïbes et l'Amérique Latine.

First Class et Clipper Class* : un service de grande classe.

Avec la Clipper Class de PAN AM, une seule chose fait défaut : le siège du milieu.

Non, vous ne serez jamais « coincé » au milieu. Oui, vous bénéficierez toujours d'un siège côté hublot ou côté couloir. Et mieux encore, en First Class, vous découvrirez l'extrême confort, le pur luxe des fauteuils Sleeperette : des sièges absolument uniques en leur genre.

Sur réservation, PAN AM met à la disposition de ses passagers First ou Clipper Class munis d'un billet plein tarif un service d'exception : une limousine avec chauffeur, sans frais, pour les conduire à l'aéroport ou les en ramener, et ce dans un rayon de 35 km.

Ce service est valable pour les villes suivantes : Paris, Nice, New-York, Washington DC, Miami, Los Angeles et San Francisco.

A New-York, la limousine peut être remplacée par l'hélicoptère pour vous rendre au cœur de Manhattan ou en repartir.

Comme vous pouvez le constater, PAN AM offre des correspondances uniques et des services d'une qualité extrême : exactement ce qu'il est convenu d'attendre de la compagnie aérienne numéro un sur l'Atlantique.

Pour de plus amples informations, contactez PAN AM au 42 66 45 45 ou votre agent de voyage.

PAN AM
Mieux que Jamais

SPECTACLES

VENDREDI 24 MAI

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

Années trente : adaptation littéraire

Mémorandum (1936), de René Guisart.

16 h : Dory pour Hollywood (1977, v.o. s.l.f.), d'Edward Shaw, 19 h : Bande de fics (1977), de Robert Aldrich, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Perspectives du cinéma français : le

Grand Frère, d'Eric Pinatel ; Cheb (1991), de Rachid Bouchareb, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Les Cinémas d'Asie centrale sovié-

tique : Takhir et Zoukha (1945, v.o. traduction simultanée), de Naba Ganey, 14 h 30 ; Les Cigognes précoces (1980, v.o. traduction simultanée), de Bolot Chanchiev, 17 h 30 ; Le Balcon (1988, v.o. s.l.f.), de Kalybek Salykov, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande Galerie,

porte Saint-Eustache,

Forum des Halles

(40-26-34-30)

La Quinzaine des réalisateurs à la

Vidéothèque : Salle 100 : le Carré,

raconté par Houssé Chahine (1990), de

Youssef Chahine, 14 h 30 ; Toto le

héros (1990), de Jaco van Dormael,

16 h 30 ; Un supplément d'âme (1990),

d'Ademir Kenovic, 18 h 30 ; Rifi-Rifi

(1990), de Ken Loach, 20 h 30 ; Salle

300 : Dancon (1990), de Maria Novaro,

14 h 30 ; La Côte d'Adam (1990), de V.

Krichitovitch, 16 h 30 ; Une histoire

inventée (1990), d'André Forcier,

18 h 30 ; Le Montreur d'ombres (1990),

de L. Xanthopoulos, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A. v.o.)

Cinches, 6 (46-33-10-82).

AKIRA (Jap., v.o.) : Rex, 2 (42-36-

83-83) ; Ciné Beaubourg, 2 (42-71-

52-38) ; UGC Champs-Élysées, 6 (45-

62-20-40).

ALICE (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3

(42-71-52-38) ; Acron Ecoles, 5 (43-

25-70-07) ; Images d'ailleurs, 6 (45-

87-18-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-

20-40).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE

MOI (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-

41-46).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zé-

landais, v.o.) : Gaumont Las Halles,

40 (26-12-12) ; Racine Odéon, 6 (43-

26-19-68) ; Publicis Champs-Élysées,

8 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse,

14 (43-35-30-40).

L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL (Fr.) : Gaumont

Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Épée de

Bois, 5 (43-37-57-47) ; Gaumont

Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Mira-

mar, 14 (43-20-89-52).

ARACHNOPHOBIE (A. v.o.) :

George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Hol-

lywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 2 (42-71-52-38) ; Studio

Galande, 6 (43-54-72-71).

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) :

Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; Studio

26, 18 (45-06-36-07).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée

de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-

47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-

51-56).

BASCHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran-

ien, v.o.) : Utopia, 6 (43-26-84-65).

BONS SAISERS D'HOLLYWOOD

(A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

BUSINESS OBLIGE (A. v.o.) : Studio

Bois, 5 (43-37-57-47) ; Gaumont

Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Mira-

mar, 14 (43-20-89-52).

ARACHNOPHOBIE (A. v.o.) :

George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Hol-

lywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 2 (42-71-52-38) ; Studio

Galande, 6 (43-54-72-71).

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) :

Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; Studio

26, 18 (45-06-36-07).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée

de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-

47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-

51-56).

BASCHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran-

ien, v.o.) : Utopia, 6 (43-26-84-65).

BONS SAISERS D'HOLLYWOOD

(A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

BUSINESS OBLIGE (A. v.o.) : Studio

26, 18 (45-06-36-07).

LE CERCLE DES POÈTES DISPAR-

US (A. v.o.) : Cinches, 6 (46-33-

10-82) ; Club Gaumont (Publicis Man-

gion), 8 (43-59-31-87) ; Grand Pavois,

15 (45-54-46-85).

CLASSACTION (A. v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-28) ;

George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Les

Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC

Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Par-

nassiens, 14 (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-

57-77) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ;

UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gau-

mont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;

v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Rex (le

Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Les

Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon

Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette,

13 (47-07-55-88) ; Gaumont Con-

vention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler

18 (45-22-46-01).

DARKIE (A. v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-28) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Nor-

mandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2

(42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6

(45-74-94-34) ; UGC Rotonde, 6

(45-74-94-34) ; UGC Biarritz, 8 (45-

62-20-40) ; Max Under Panorama, 9

(48-24-88-88) ; Paramount Opéra, 9

(47-42-86-31) ; 14 Juillet Bastille, 11

(43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-

28-42) ; Racine Odéon, 6 (43-26-

19-68) ; Publicis Champs-Élysées,

8 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse,

14 (43-35-30-40).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-

Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gau-

mont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA FRACTION (Fr.) : Publicis Saint-

Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gau-

mont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA FRACTION (Fr.) : Publicis Saint-

Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gau-

mont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA FRACTION (Fr.) : Publicis Saint-

Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gau-

mont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Mira-

mar, 14 (43-20-89-52).

ARACHNOPHOBIE (A. v.o.) :

George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Hol-

lywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 2 (42-71-52-38) ; Studio

Galande, 6 (43-54-72-71).

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) :

Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; Studio

26, 18 (45-06-36-07).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée

de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-

47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-

51-56).

BASCHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran-

ien, v.o.) : Utopia, 6 (43-26-84-65).

BONS SAISERS D'HOLLYWOOD

(A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

BUSINESS OBLIGE (A. v.o.) : Studio

26, 18 (45-06-36-07).

LE CERCLE DES POÈTES DISPAR-

US (A. v.o.) : Cinches, 6 (46-33-

10-82) ; Club Gaumont (Publicis Man-

gion), 8 (43-59-31-87) ; Grand Pavois,

15 (45-54-46-85).

CLASSACTION (A. v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-28) ;

George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Les

Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC

Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Par-

nassiens, 14 (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-

57-77) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ;

UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gau-

mont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ;

v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Rex (le

Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Les

Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon

Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette,

13 (47-07-55-88) ; Gaumont Con-

vention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wepler

18 (45-22-46-01).

DARKIE (A. v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-28) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Nor-

mandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2

(42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6

(45-74-94-34) ; UGC Rotonde, 6

(45-74-94-34) ; UGC Biarritz, 8 (45-

62-20-40) ; Max Under Panorama, 9

(48-24-88-88) ; Paramount Opéra, 9

(47-42-86-31) ; 14 Juillet Bastille, 11

(43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-

28-42) ; Racine Odéon, 6 (43-26-

19-68) ; Publicis Champs-Élysées,

8 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse,

14 (43-35-30-40).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-

Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gau-

mont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA FRACTION (Fr.) : Publicis Saint-

Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gau-

mont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA FRACTION (Fr.) : Publicis Saint-

Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gau-

mont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA FRACTION (Fr.) : Publicis Saint-

Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gau-

mont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

mont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; Mira-

mar, 14 (43-20-89-52).

ARACHNOPHOBIE (A. v.o.) :

George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Hol-

lywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 2 (42-71-52-38) ; Studio

Galande, 6 (43-54-72-71).

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) :

Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; Studio

26, 18 (45-06-36-07).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée

de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-

47-86) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-

51-56).

BASCHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran-

ien, v.o.) : Utopia, 6 (43-26-84-65).

BONS SAISERS D'HOLLYWOOD

(A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

BUSINESS OBLIGE (A. v.o.) : Studio

26, 18 (45-06-36-07).

LE CERCLE DES POÈTES DISPAR-

ÉCONOMIE

16 L'Allemagne orientale attend ses emplois
M. Bérézgovoy à Berlin

17 Un entretien avec le président de la Compagnie nationale du Rhône
19 TF 1 va privilégier sa diversification

20 Marchés financiers
21 Bourse de Paris

BILLET

NEC bouté hors de Bull

Le japonais NEC n'entrera pas au capital de la Compagnie des machines Bull. Ainsi en a décidé le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, remettant ainsi en cause l'accord de principe donné il y a quelques semaines par M. Roger Fauroux, alors ministre de l'Industrie à M. Francis Lorentz, PDG de Bull.

Cette position ne surprend pas. Comment le premier ministre aurait-il en effet pu justifier l'entrée d'une firme japonaise au capital d'une entreprise nationale agissant sur un secteur des plus stratégiques, alors qu'elle a fait du renforcement de la compétitivité des industries françaises son cheval de bataille ? Certains diront que la compétitivité de Bull passe justement par un accord avec une firme comme NEC, qui peut lui faire bénéficier de son avance technologique. Et que les 5 % environ que devenait détenir le constructeur japonais dans Bull ne menaçaient pas l'indépendance du constructeur français. Mais, outre l'impact médiatique qu'un tel accord n'aurait pas manqué de susciter, nul ne peut prêter de la façon dont aurait évolué cette prise de participation en doute.

Reste à savoir comment Bull dédommagera NEC. Le constructeur japonais détiendrait en effet 15 % de Bull HN, la filiale américaine de Bull. Ce sont ces 15 % qui devaient être troqués contre 5 % de CNB. Pour boucler NEC hors de Bull, il faudra donc vraisemblablement payer. Si l'on utilise les méthodes couramment employées pour calculer la valeur d'une entreprise, cette somme varie entre 105 millions de francs (si l'on évalue la firme à partir de sa capitalisation boursière), à 1,55 milliard de francs (si on utilise la valeur de l'actif), en passant par 860 millions de francs (si l'on considère que l'entreprise vaut la moitié de son chiffre d'affaires annuel). Au-delà de ces aspects financiers, la négociation devra aussi tenir compte des liens commerciaux unissant les deux firmes, puisque Bull achète à NEC ses ordinateurs haut de gamme. Un accord qui, pour l'instant, profite aux deux partenaires : Bull met à la disposition de NEC son réseau commercial, tandis que NEC évite à Bull d'investir dans un créneau de machines qui ne représente que 5 % de son chiffre d'affaires.

ANNIE KAHN

Le premier ministre veut aider les PME

Intervenant, jeudi 23 mai, à l'occasion de l'assemblée générale des conseillers du commerce extérieur, au Palais des congrès de Paris, M^{me} Edith Cresson, a déclaré que les PME sont « trop souvent ignorées » par le ministère des finances. Selon le premier ministre, l'image de l'administration des finances est « terrifiante, avec des hauts fonctionnaires à l'intelligence supranormale et qui font la loi. Ce n'est pas tout à fait vrai. Il est exact que le centralisme prédomine, que ce sont eux qui ont l'argent, qu'ils sont d'une grande valeur et qu'ils disent trop souvent leur loi ».

M^{me} Cresson a en outre ajouté : « Les fonctionnaires des finances et les dirigeants des groupes ont un dialogue facile puisque leur culture est la même. Mais les moyennes et petites entreprises, elles, sont dans nos provinces. Elles n'ont pas la possibilité d'envoyer quelqu'un à Paris pour discuter. C'est un autre monde. Pourtant, ce sont ces entreprises qui font la richesse d'un pays ».

M. Jacques Delors évoque les risques de tensions entre l'Europe et le Japon

A l'issue de sa visite à Tokyo, M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, a souligné, vendredi 24 mai, l'importance qu'il attachait à la mise en place d'un groupe d'experts de haut niveau chargé de concrétiser les engagements qui figurent dans la déclaration politique nippo-européenne en cours de négociation.

TOKYO

de notre correspondant

La visite à Tokyo de M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, aura été l'occasion de souligner la volonté commune des Européens et des Japonais de ne pas cantonner leurs relations aux simples problèmes commerciaux. L'objectif est de remédier à la faiblesse des relations Europe-Japon, alors que celles entre les États-Unis et le Japon, d'une part, et les États-Unis et l'Europe, d'autre part, sont plus profondes. Par rapport à la dernière visite de M. Delors au Japon, il y a cinq ans, le contexte a changé. Le déséquilibre des échanges au détriment de l'Europe est certes toujours préoccupant (19 milliards de dollars en 1990) et il s'aggrave (9,9 milliards de dollars pour les quatre premiers mois de 1991). Quant aux investissements nippons dans la CEE, ils sont largement supérieurs (de 17 à 1) à ceux des Européens au Japon.

Mais il existe de part et d'autre une nouvelle convergence : ne pas laisser aux États-Unis un leadership mondial sans partage. La guerre du Golfe a été pour les Japonais une illustration de ce que Washington attend toujours d'eux - le soutien, bien que désormais ils déboursent dans beaucoup de domaines plus que les Américains. A la suite de la

déclaration politique euro-américaine signée l'année dernière, Tokyo a pris l'initiative de proposer aux Européens de donner aussi un cadre politique aux relations avec le Japon. Les conflits commerciaux ne seront pas évités mais les arbitrages seront placés dans un contexte plus vaste.

Divergences internes

Bien qu'une convergence se dessine, des obstacles restent à surmonter. D'abord sur le fond, alors que les motivations européennes sont essentiellement économiques (renforcer les relations avec le Japon en échange d'engagements sur le plan commercial), celles des Japonais sont plus politiques (rehausser les relations avec la CEE afin de rééquilibrer un rapport de dépendance pesant avec Washington).

Il existe en outre du côté nippon des réticences que peut difficilement vaincre un pouvoir politique faible : le premier ministre est dans l'incapacité de prendre une initiative. Ce contexte n'a fait qu'accroître les rivalités entre les ministères. De manière symptomatique, le ministère des finances était absent des entretiens avec M. Delors, organisés par le ministère des affaires étrangères. Il paraît clair que certaines administrations ne souhaitent pas qu'un nouveau cadre aux relations

Europe-Japon se traduise par l'instauration d'un système de consultations analogue à celui existant avec les États-Unis, baptisé « négociations sur les obstacles structurels », qui leur donne bien du fil à retordre.

D'une manière générale, les Japonais, très avertis de ces problèmes, restent sceptiques sur l'avenir de la construction européenne. Le quotidien économique *Nihon Keizai* souligne ainsi les difficultés d'une unification politique de l'Europe, qui se traduit, selon lui, par une tendance de la Commission à s'aligner sur les positions des plus protectionnistes, « autrement dit de ceux dont les performances économiques sont les moins brillantes ».

Esprit d'ouverture « très positif »

Du côté européen, M. Delors a aussi à vaincre le scepticisme de ceux qui considèrent qu'une déclaration politique Europe-Japon ne sera qu'une panacée rhétorique supplémentaire. M. Nakao, « Si de telles informations sont vraies, à-t-il ajouté, c'est un malentendu, c'est injustifiable ». Selon M. Nakao, la France impose toujours des restrictions sur un certain nombre d'importations (radios, téléviseurs, miel, alcools distillés et voitures japonaises). Elle impose même un quota limitant à 3 % l'importation des voitures japonaises. (AP)

Selon un rapport de la Commission de Bruxelles

Le ralentissement de la croissance dans la CEE en 1991 sera plus fort que prévu

La croissance s'est ralentie plus fortement que prévu - conduisant à une progression du chômage, à une plus grande convergence des économies des douze pays membres, notamment en termes d'inflation, - indique le rapport sur la conjoncture économique dans la CEE approuvé, mercredi 22 mai, par la Commission de Bruxelles.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le rapport économique de la Commission européenne annonce, pour 1991, un ralentissement de la croissance plus sensible que celui prévu il y a six mois (+1,4 % au lieu de 2 %), entraînant pour la première fois depuis 1986 une progression du chômage. Le tassement de la croissance par rapport aux prévisions de l'automne dernier s'explique principalement par une dégradation sensible de la situation au Royaume-Uni : on y envisageait alors, pour l'année en cours, une progression du produit intérieur brut (PIB) de 0,7 %, alors que les experts bruxellois tablent maintenant sur une récession de 2,2 %. En France, ces mêmes experts annoncent une croissance de 1,6 % au lieu des 2,5 % prévus à l'automne dernier.

Effets positifs de l'unification allemande

La stagnation actuelle provoque donc une progression du chômage : 8,2 % de la population active en moyenne dans la CEE en 1990, mais 8,75 % en 1991 et 9,25 % en 1992. La France fera moins bien que la moyenne communautaire (9,25 % en 1991 et 9,5 % en 1992), et la situation se dégradera davantage encore au Royaume-Uni, où le seuil des 10 % de sans-emploi sera de nouveau franchi en 1992 (10,7 %). La forte progression des impor-

tations en Allemagne, provoquée par l'effort d'équipement des cinq Länder de l'ex-RDA, a permis de neutraliser les conséquences de la récession au Royaume-Uni et en France», a souligné M. Henning Christophersen, vice-président de la Commission chargée de la politique monétaire. Tous les États membres en ont bénéficié, si bien que les effets de l'unification allemande sur la situation conjoncturelle dans la Communauté sont considérés comme « globalement positifs ». Certes, la politique monétaire des Bundesbank a provoqué une hausse généralisée des taux d'intérêt. Mais on a aussi observé une réduction de l'écart entre les taux pratiqués dans les différents États membres.

Cela est vrai aussi pour l'inflation : l'Allemagne, en raison de la pression sur les coûts de production, ne figure plus à sa place traditionnelle de meilleur élève de la classe communautaire. Commentant le rapport de la Commission sur TF 1, M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé, mercredi 22 mai, que la situation de la France en Europe était mauvaise, en soulignant en particulier les performances insuffisantes en matière d'investissement.

Au moins celles concernant l'infation sont encourageantes, parmi les meilleures de la CEE. Les hausses de prix à la consommation atteindront en France 3 % en 1991 et 3,25 % en 1992, contre 3,5 % et 4,25 % en Allemagne, 5 % et 4,75 % pour la moyenne communautaire. En termes de prix, la compétitivité des produits français n'aura jamais été aussi bonne.

La Commission, considérant « les conditions de croissance fondamentalement favorables de la Communauté », s'attend à une reprise conjoncturelle à la fin de l'année. Cependant, le retour de l'inflation, en particulier en Allemagne, souligne-t-elle, une grande prudence en matière de politique monétaire et budgétaire : « Je n'envisage pas la possibilité d'un relâchement de la politique monétaire de la Bundesbank », a noté M. Christophersen. La Commission insiste pour que les États membres veillent à préserver une nécessaire modération salariale, « condition essentielle d'encouragement de l'investissement, créateur d'emploi ».

PHILIPPE LEMAITRE

Paiements extérieurs

Détérioration de la balance française

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire d'un milliard de francs en mars, après l'avoir été de 11,5 milliards en février (chiffre révisé). Après correction des variations saisonnières, le déficit de mars est estimé à 4,7 milliards de francs, pour 7,7 milliards en février. Ainsi, pour le premier trimestre 1991, le déficit de la balance des paiements courants atteint 19,8 milliards en données brutes et 13,8 milliards en données corrigées des variations saisonnières. Les résultats correspondants pour

le premier trimestre 1990 étaient respectivement - 8,6 milliards et - 3,2 milliards.

La détérioration de la balance française des paiements courants est donc nette : elle correspond à la tendance actuelle se poursuivait - à un déficit annuel de 55 milliards de francs, très supérieur à ce qu'il était ces dernières années : - 40 milliards en 1989, - 24,5 milliards en 1988, - 21,1 milliards en 1987. Ces déficits traduisent l'insuffisance de l'épargne nationale pour financer les besoins du pays.

Après le discours de M^{me} Cresson

Le franc s'est affaibli sur les marchés des changes

Aussitôt après la déclaration de politique générale de M^{me} Edith Cresson, le franc a commencé à s'affaiblir sur les marchés des changes, sans gravité certes, mais d'une manière significative : le cours du mark à Paris s'est élevé de 3,3870 francs vendredi 17 mai à plus de 3,3950 francs jeudi 23 mai. Le premier ministre a beau avoir rappelé la nécessité d'un franc fort, le franc a été martelé par M. Pierre Bérézgovoy, désormais tout-puissant, une certaine inquiétude un peu paradoxale s'est répandue dans les milieux financiers. Son origine est peut-être dans l'ampleur du programme de M^{me} Cresson et dans les interrogations que nourrissent ces milieux sur son coût non révélé, avec en toile de fond plusieurs mouvements sociaux.

Sur le front des taux d'intérêt, le pessimisme s'est installé, les cours du MATIF s'orientant à la baisse, à 105,80 contre 106,50 précédemment, ce qui a eu pour effet de faire remonter de 8,65 % à 9 % le rendement des emprunts d'État. Les opérateurs, qui tablent ces dernières semaines sur une nouvelle diminution des taux directeurs de la Banque de France, ramènés le 18 mars dernier de 9 1/4 % à 9 %, n'y croient plus guère, du moins dans l'immédiat : défense du franc oblige.

A Berlin, M. Bérézgovoy a sans doute déclaré qu'il souhaitait la baisse des taux d'intérêt en France et en Allemagne, taux élevés en réel, c'est-à-dire hors inflation. Mais, reconnaissant que la décision incombait aux autorités monétaires, « indépendantes en Allemagne » à ce qu'il « croit savoir », le ministre ne peut que formuler un souhait. En attendant, c'est la morosité et même le découragement qui prévalent à Paris dans ce domaine bien précis, déprimant également la Bourse des actions, phénomène qui ne précède guère M^{me} Cresson : on connaît son opinion à ce sujet.

FRANÇOIS RENARD

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction de l'administration générale
Bureau de l'administration générale et des expropriations.

Expropriation pour cause d'utilité publique

AVIS D'ENQUÊTE

menée sur le territoire de la commune de MARSEILLE

En application du code de l'expropriation modifié par le décret n° 95-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la décentralisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement :

En exécution de l'arrêté du préfet de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône en date du 16 mai 1991, il sera procédé sur le territoire de la commune de MARSEILLE et en mairie de celle-ci à l'ouverture d'une enquête portant sur :

1° l'utilité publique de la réalisation par l'Etat de la rocade L 2 de Marseille, 3^e section SA/50, « LA ROSE/FLORIAN » ;
- le classement de cette voie dans la voirie nationale,
- l'attribution du statut autoroutier.

Le dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés en mairie de MARSEILLE, division foncière, pendant plus d'un mois du 10 juin 1991 au 19 juillet 1991, afin que chacun puisse en prendre connaissance les jours ouvrables du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 et le samedi de 9 h à 12 h, et consigner toutes observations sur le registre ou les adresses, par écrit, en mairie de MARSEILLE, division foncière, à M. Maurice FRANCES, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite, président de la commission d'enquête qui comprend également :

Titulaires : M. Pierre CARRIAS, magistrat honoraire, M. René FABRE, ingénieur des TPE en retraite ;
Suppléant : M. Robert GENY, ingénieur des TPE en retraite.

La commission d'enquête recevra personnellement le public en mairie de MARSEILLE, division foncière, les 21 juin 1991, 5 juillet 1991 et 19 juillet 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête relatives à l'utilité publique du projet seront, à l'issue de l'enquête, le dossier d'enquête, les documents ou observations déposés au cours de l'enquête et les réponses du maître d'ouvrage aux observations exprimées lors de l'enquête.

Les adresses des services intéressés sont les suivantes :
- Mairie de MARSEILLE
Division foncière, 91 boulevard Perier (13008)
- Préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE
Direction de l'administration générale, bureau de l'administration générale et des expropriations, bâtiment annexe 11, rue Edmond-Rostand 13006 MARSEILLE (porte 410 - 4^e étage).
- Direction départementale de l'équipement
Service infrastructures et ouvrages d'art, cité administrative de l'Arbois, 7, avenue du Général-Leclerc 13302 MARSEILLE CEDEX 3.

Il est signalé par ailleurs que l'enquête ci-dessus vaudra également pour tout procédé s'appliquant au projet concerné devant normalement donner lieu à enquête publique en application de l'article 4 du décret du 23 avril 1985 ci-dessus, sous réserve des dispositions de l'article 7 de la loi du 13 juin 1983 également précitée.

MARSEILLE, le 16 MAI 1991

Pour copie conforme
Le directeur,
D. GARNIER

Le préfet
C. BISSIERE

ÉCONOMIE

Un entretien avec le président de la Compagnie nationale du Rhône

« Rien ne permet de penser que le projet d'endiguement des rivières du Bangladesh soit remis en question »

nous déclare M. Paul Granet

M. Paul Granet, ancien ministre et ancien député UDF, est président de la Compagnie nationale du Rhône (CNR) depuis 1988. C'est à ce titre - la CNR a construit de nombreux barrages dans le passé sur le Rhône et met ses compétences et son ingénierie au service de plusieurs pays du tiers-monde - que l'Élysée lui a demandé, il y a deux ans et demi, d'élaborer un plan de lutte contre les inondations au Bangladesh. La Banque mondiale a approuvé les propositions françaises et le Parlement européen vient de demander que la CEE s'engage dans un effort à long terme pour éviter que se répète le drame qui vient de vivre le Bangladesh.

« Historiquement, quelle est la genèse de l'intervention de la France au Bangladesh ? »

« En 1983, Jacques Attali, alors conseiller spécial de François Mitterrand, fait un voyage dans ce pays qui, en permanence, vit dans la hantise des inondations. Celles d'août 1987 et de septembre 1988 ont été catastrophiques. Il en revient avec une grande ambition et un grand projet humanitaire qu'il soumet au président de la République : protéger le pays contre la fureur dévastatrice des eaux. Le président de la République se montre immédiatement enthousiaste. Début 1989, au nom du projet, Jacques Attali charge la CNR de constituer un groupement d'entreprises pour étudier la question. Autour de nous viennent travailler la SOGREAH (le principal bureau d'études spécialiste d'hydraulique), EDF, le BCOEM et l'entreprise Coyne et Bellier, un autre bureau d'études très en pointe, sur la régularisation du cours de la Loire notamment. »

« Qui paie ? »

« Le gouvernement français fournit les 21,37 millions de francs nécessaires et l'étude de faisabilité pour le contrôle des inondations sera prête le 31 mai 1989. Nous l'avons résumée dans une brochure de huit pages qui précise l'échéancier. Elle conclut à la nécessité d'établir un schéma directeur d'aménagement cohérent à long terme, sur vingt à trente ans. Coût estimé de l'ensemble des travaux : 4 à 8 milliards de dollars, selon les variantes. »

« Comment trouver une telle somme ? »

« Le projet, remis au gouvernement du Bangladesh en juin 1989, est présenté à la Banque mondiale qui l'approuve. Cet organisme financiera son plan lors de la conférence de Londres de décembre 1989 après que, au sommet de

l'Arche, en juillet 1989, les sept pays les plus riches du monde eurent eux aussi donné un large accord politique de principe. »

« Existait-il d'autres projets et études concurrents ? »

« Oui, des propositions américano-canadiennes. »

« La France a donc, selon vous, été toujours en pointe ou, plus exactement, toujours le pays occidental le plus attentif aux drames du Bangladesh ? »

« Sans aucun doute, au moins depuis trois ans et cela sans relâche. Le président de la République s'est engagé personnellement sur le dossier. Il l'a à nouveau présenté, plaidé et appuyé en avril 1990 lors de sa visite officielle au Bangladesh. »

« Que proposez-vous concrètement ? »

« Au plan du calendrier d'abord, des plans quinquennaux successifs, le contenu de chacun d'eux étant élaboré au cours du plan précédent. Il faut adopter une procédure souple, qui permet des adaptations. Le premier plan porterait sur 146,3 millions de dollars, uniquement en études initiales. Avec les travaux on aboutirait à quelque 500 millions de dollars. »

Des inondations contrôlées

« Travaux, c'est-à-dire digues ? »

« Oui. Faute de pouvoir ériger les crues dans les bassins fluviaux supérieurs, en Inde ou au Népal, du fait de l'énormité des volumes d'eau à écarter pendant la mousson, je ne vois pas bien quelle autre solution que l'endiguement des rivières principales (Brahmapoutre, Gange, Meghna) et de certains affluents pourrait être proposée. Par comparaison, savez-vous que la crue centennale du Rhône est estimée à 12 000 mètres cubes seconde, alors que celle centennale dans le delta des trois fleuves dépasse 160 000 mètres cubes seconde... L'inondation de septembre 1988 avait touché 45 millions d'habitants et 62 % du territoire. »

« Paradoxalement, ce pays a aussi besoin d'eau... »

« Bien sûr. Il est absurde d'imaginer que le Bangladesh puisse être coupé de ses rivières. C'est pourquoi notre projet prévoit l'incorporation des structures hydrauliques elles-mêmes, ce qui permettra le transit des volumes d'eau nécessaires à l'irrigation, au drainage, aux pêcheries et à la recharge des nappes phréatiques. Nous prévoyons (et cela est retenu dans le plan de la Banque mondiale) la possibilité de « fabriquer » des inondations contrôlées (en durée et en superficie) des compartiments protégés situés en arrière des digues et voués à l'agriculture notamment. Nous nous sommes efforcés dans notre projet d'intégrer l'ensemble des contraintes socio-économiques de la population. »

« Mais toute cette période a été émaillée, depuis deux ans, de polémiques... »

« Il est vrai que certains

experts, américains notamment, disaient : « Des digues, cela coûtera un argent fou ! Faisons plutôt des collines artificielles sur lesquelles on installera la population. » A cela je réponds que les collines régissent peut-être le problème de l'habitat mais pas celui de la protection et de la « gestion dynamique » de l'agriculture. Aujourd'hui, ces polémiques appartiennent plutôt au passé. »

« Alors, à quand les premiers travaux ? »

« Le plan de la Banque mondiale est effectivement engagé depuis la mi-1990. Le processus est en cours à ce que les ingénieurs appellent, dans les travaux publics, les études d'avant-projets sommaires. Certaines ne seront achevées que fin 1992. C'est une affaire d'une telle ampleur ! Ensuite viendront les études d'avant-projets détaillés puis les études d'exécution, et la sélection des entreprises par appels d'offres, avant d'aborder concrètement la réalisation des ouvrages de protection. Mais rien ne permet de penser que la faisabilité du projet soit remise en question. La Banque mondiale, les gouvernements des pays riches et le nouveau pouvoir à Dacca (où il y a un ministre des voies fluviales) sont toujours mobilisés. Je dirais même que les dramatiques événements de ces dernières semaines devraient hâter les démarches pour trouver les fonds auprès des pays industrialisés. »

« Comment se décomposent en détail le programme arrêté à ce jour par la Banque mondiale ? »

« En vingt-six sous-programmes,

qui sont dénommés « composantes » et qui feront l'objet d'appels d'offres internationaux distincts, lancés par les pays ou groupes de pays donateurs, dont on connaîtra bientôt les adjudicataires. La France, par le biais de la CNR, est candidate sur six composantes relatives, par exemple, à la protection des berges, aux études hydrauliques, à l'aménagement de la rive gauche du Brahmapoutre, la plus densément peuplée, avec notamment la capitale, Dacca. Nous avons remis des offres avec un associé allemand pour des projets pilotes, l'Allemagne étant le financeur principal. Il y a en permanence une dizaine d'ingénieurs et techniciens de la CNR à Dacca. »

« Le drame qui vient de vivre le Bangladesh ne vous décourage-t-il pas vu l'ampleur des travaux qu'il faudrait réaliser ? »

« Non. La Communauté européenne était juste en train d'engager une étude concernant la zone qui vient d'être dévastée par le cyclone. Le projet français, pour sa part, prévoit l'endiguement des fleuves les plus importantes, ainsi que les côtes. Nos propositions n'auraient pas permis de protéger les populations contre les vents, mais elles leur auraient évité d'être submergées par le raz de marée. »

« Il faut absolument que le prochain sommet des pays riches, en juillet à Londres, permette une accélération des opérations, notamment financières. »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD

DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES CONSTRUCTION DE LA CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL N° 6, ENTRE LACQ ET PORT DE LARRAU

ENQUÊTES CONJOINTES portant sur :

- LA DEMANDE DE CONCESSION
- LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DES TRAVAUX
- LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU P.O.S. DE LA COMMUNE DE SAUGUIS-SAINT-ÉTIENNE

Le public est informé qu'en application de l'arrêté préfectoral de ce jour il sera procédé à une enquête sur la demande de concession et de déclaration d'utilité publique présentée par la Société nationale des gaz de Sud-Ouest pour la pose de l'ouvrage de gaz naturel : canalisation LACQ - PORT DE LARRAU, antennes et postes de distribution de MAULÉON et NAVARRENX et poste de distribution de TARDETS.

La présente enquête portera à la fois sur l'utilité publique de l'ouvrage et sur la mise en compatibilité du P.O.S. de la commune de SAUGUIS-SAINT-ÉTIENNE en application des dispositions des articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du Code de l'urbanisme.

Cette consultation sera ouverte :

- à la mairie de MAULÉON, siège principal,
- à la sous-préfecture d'OLORON-SAINTE-MARIE, et dans les communes suivantes :

1) Communes affectées par le projet :

MONT, LAGOR, ABIDOS, LUCQ-DE-BÉARN, VIELLESÈGURE, OGNIENNE-CAMPTORT, DOGNIEN, JASSES, GURS, SUS, MONCAYOLLE-LARRORY-MENDIBIEU, CHÉRAUTE, ROQUAGUE, BARCUS, TROIS-VILLES, SAUGUIS-SAINT-ÉTIENNE, ALOS-SIBAS-ABENSE, ALCAY-ALCABRETT, SUNHARETTE, LACARRY-ARHAN-CHARRETTE-DE-HAUT, LARRAU ;

2) Communes voisines du projet :

LACQ, OS-MARSILLON, MOURENEX, LAHOURCADE, NAVARRENX, LAY-LAMIDOU, PRÉCHACQ-NAVARRENX, SUSMIQU, L'HÔPITAL-SAINT-BLAISE, ANGOULS, MAULÉON, LICHARRE, GOTEIN-LIBARRE, MENDITTE, TARDETS, SORHOLUS, OSSAS-SUHARE, CAMOU-CIHIGUE, LAQUINGE-RESTOUE, LICHANS-SUNHAR, ETCHÉBAR, LICO-ATHÈREY, où le public peut prendre connaissance du dossier du 7 juin 1991 au 8 juillet 1991 inclus aux heures habituelles d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit ou verbalement aux membres de la commission d'enquête.

Le président ou un membre de la commission se tiendra à la disposition du public à la mairie de MAULÉON, siège principal, les 7 juin 20 juin et 8 juillet 1991, de 9 h à 12 heures, et de 14 h à 17 heures.

Sont désignés, par décision du président du tribunal administratif de PAU, pour composer la commission d'enquête :

Président : M. Marc FOURCADE, ingénieur des Travaux Publics en retraite.

Membres : M. Roger DUCOS, ingénieur central des Domaines en retraite, M. Jean JACQUET, chef de service administratif de la Direction départementale de l'équipement en retraite.

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera adressée au président du tribunal administratif et aux maires des communes pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la remise des conclusions par la commission.

Par ailleurs, les personnes intéressées peuvent obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet des Pyrénées-Atlantiques, dans les conditions prévues au titre premier de la loi du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs.

Pau, le 6 mai 1991,
le préfet,
signé : JACQUES ANDRIEU.

Tender Notice for the Utilization Project of a Hungarian Hotel-Complex at Lake Balaton

Creditum Financial Consulting Ltd on behalf of the Government of Hungarian Republic issues a

tender for the utilization and financing of utilization of a hotel-complex

The site is situated in Balatonaliga at Lake Balaton, the largest freshwater lake in Europe.

The hotel-complex - which earlier served as a holiday and rest center for the party and state top leaders of the country - consists of two hotels, almost two dozen separate villas, sport fields, service buildings, and a separate lake shore.

This area is the most important touristic center at Lake Balaton. Applicants can gain leaseholding or ownership rights.

Documents containing detailed conditions of the tender can be received at the headquarters of Creditum Ltd (Budapest, Bajza, 19, Hungary : Tél. (361) 122-9081, 122-4073 - Fax (361) 122-9081 on working days from 27th May 1991, 10.00 a.m. - 3.00 p.m.

A certificate of the transfer of a foreign currency amount in value of HUF20,000 to the a/c No. 203-28-724 with the Hungarian Foreign Trade Bank Ltd has to be presented against the documentation of the tender.

Cet avis d'appel d'offres concerne le projet de mise en valeur d'un complexe hôtelier en Hongrie.

VILLE DE PARIS SEMAEST

APPEL DE CANDIDATURES PROMOTEURS ET/OU INVESTISSEURS

La SEMAEST, société d'économie mixte d'aménagement de l'Est de Paris, lance une consultation pour la réalisation d'un Hôtel d'activités sur le lot n° 21 de la ZAC REUILLY à PARIS, 12^e arrondissement. Les droits de construire sur une emprise de l'ordre de 2 100 m² de terrain feront l'objet d'un bail à construction.

Cette consultation restreinte se déroule en deux phases :

Elle s'adresse, en première phase, aux promoteurs et/ou investisseurs qualifiés pour la réalisation et l'exploitation de locaux industriels urbains.

Les propositions, après sélection des candidatures, comporteront, en deuxième phase, un projet architectural et un engagement sur les conditions d'attribution, de location et de gestion des locaux dont les loyers feront l'objet d'un plafonnement. Les promoteurs et/ou investisseurs retenus devront, pour répondre, s'adresser à un architecte ou une équipe d'architectes de leur choix dont la rémunération sera assurée par leurs soins.

PROGRAMME

L'objectif est de réaliser sur l'emprise définie ci-dessus un hôtel d'activités d'environ 6 500 m² HON destiné exclusivement à des activités de fabrication.

DÉROULEMENT PRÉVISIONNEL DE LA CONSULTATION RESTREINTE

- Date limite de réception des candidatures : 5 juin 1991

- Notification des candidatures retenues : 28 juin 1991

- Retrait du dossier consultation : à partir du 1^{er} juillet 1991

- Date limite de réception des offres : 14 octobre 1991

DOSSIER DE CANDIDATURE

Les investisseurs ou promoteurs intéressés devront accompagner leur candidature d'un dossier comportant :

- une déclaration d'intention de participer à la consultation,

- une liste de leurs principales références en matière de locaux industriels urbains réalisés au cours des cinq dernières années, accompagnée de photographies.

Les dossiers devront parvenir avant le 5 juin 1991, au plus tard, sous pli recommandé ou déposé, à l'adresse suivante :

SEMAEST - 181, avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Renseignements : Tél. 43-45-96-96 - Service commercialisation

PRÉFECTURE DE PARIS

DIRECTION DE L'URBANISME ET DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Sous-direction de l'Urbanisme, du Logement et des Équipements

Bureau de l'Urbanisme

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Rappel

Il est rappelé qu'une enquête portant sur le dossier de demande de permis de construire de la Bibliothèque de France, à Paris, 13^e arrondissement, est actuellement ouverte à la PRÉFECTURE DE PARIS et à la MAIRIE du 13^e arrondissement de Paris depuis le 23 mai 1991 et jusqu'au 26 juin 1991 inclus.

Les différents documents composant le dossier d'enquête seront mis à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance et produire, s'il y a lieu, ses observations sur le projet en cause, respectivement à la :

PRÉFECTURE DE PARIS

Direction de l'Urbanisme et des Actions de l'État

Sous-direction de l'Urbanisme, du Logement et des Équipements

Bureau de l'Urbanisme

Section des Affaires foncières et de la Gestion du Domaine de l'État

bureau 314

50, avenue Daumesnil, 75012 PARIS

- du lundi au vendredi inclus de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30 ;

- le samedi 8 juin 1991 de 9 heures à 12 heures.

MAIRIE du 13^e arrondissement de Paris

1, place d'Italie, 75013 PARIS

- du lundi au vendredi inclus de 9 heures à 18 heures.

La MAIRIE du 13^e arrondissement de Paris sera exceptionnellement ouverte jusqu'à 19 heures les jours de permanence du commissaire-enquêteur.

Les observations seront consignées ou annexées aux registres d'enquête ouverts à cet effet. Elles pourront également être adressées pendant la durée de l'enquête, par écrit, à M. Daniel DELEVALLE, commissaire-enquêteur désigné, à la PRÉFECTURE DE PARIS (Direction de l'Urbanisme et des Actions de l'État - Sous-direction de l'Urbanisme, du Logement et des Équipements - Bureau de l'Urbanisme - Section des Affaires foncières et de la Gestion du Domaine de l'État - Bureau 314), 75915 PARIS CEDEX 04.

Aux jours ci-après indiqués :

- le mercredi 29 mai 1991 de 16 heures à 19 heures ;

- le mercredi 5 juin 1991 de 16 heures à 19 heures ;

- le mercredi 12 juin 1991 de 16 heures à 19 heures ;

- le mercredi 26 juin 1991 de 16 heures à 19 heures.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à la MAIRIE du 13^e arrondissement de Paris.

Le commissaire-enquêteur devra donner son avis dans un délai d'un mois après clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront déposés à la PRÉFECTURE DE PARIS (Direction de l'Urbanisme et des Actions de l'État - Sous-direction de l'Urbanisme, du Logement et des Équipements - Bureau de l'Urbanisme - Section des Affaires foncières et de la Gestion du Domaine de l'État - Bureau 314), 50, avenue Daumesnil, 75012 PARIS, pour y être tenus à la disposition du public pendant un an. Toute personne pourra en obtenir communication en s'adressant par écrit à la PRÉFECTURE DE PARIS à l'adresse précitée.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR - OBLIGATIONS TIOP
3 mois mai 1989

Les intérêts courus du 29 mai 1990 au 28 mai 1991 seront payables à partir du 29 mai 1991, à 1 014,77 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 152,21 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 31,44 francs, faisant ressortir un net de 831,12 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations 11,50 % mai et juillet 1985

Les intérêts courus du 3 juin 1990 au 2 juin 1991 seront payables à partir du 3 juin 1991, à 517,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 57,70 francs (montant brut : 575 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 28,72 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 17,82 francs, faisant ressortir un net de 470,96 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations P3R - 0,05 % novembre 1990

Les intérêts courus du 3 mars 1991 au 2 juin 1991 seront payables à partir du 3 juin 1991, à 239,91 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 35,98 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,41 francs, faisant ressortir un net de 196,52 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations P3R - 0,0625 % novembre 1990

Les intérêts courus du 3 mars 1991 au 2 juin 1991 seront payables à partir du 3 juin 1991, à 239,59 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 35,93 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,41 francs, faisant ressortir un net de 196,25 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 9,70 % mai 1990

Les intérêts courus du 5 juin 1990 au 4 juin 1991 seront payables à partir du 5 juin 1991, à 485 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 72,75 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,03 francs, faisant ressortir un net de 397,22 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS 9,70 %
juillet 1990 assimilable

Les intérêts courus du 5 mai 1990 au 4 juin 1991 seront payables à partir du 5 juin 1991, à 400 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 60 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 12,40 francs, faisant ressortir un net de 327,60 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations juin 1984 à taux révisable

Les intérêts courus du 18 juin 1990 au 17 juin 1991 seront payables à partir du 18 juin 1991, à 450 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 50 francs (montant brut : 500 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 24,97 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,30 francs, faisant ressortir un net de 409,53 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 13,70 % juin 1984

Les intérêts courus du 18 juin 1990 au 17 juin 1991 seront payables à partir du 18 juin 1991, à 616,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 68,50 francs (montant brut : 685 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 34,21 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 21,23 francs, faisant ressortir un net de 561,06 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations P3R février, mars et juin 1988

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 510,60 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 76,59 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,81 francs, faisant ressortir un net de 418,20 francs.

SAPAR - OBLIGATIONS P3R
décembre 1988 - tranche A

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 245,87 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 36,88 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,60 francs, faisant ressortir un net de 201,39 francs.

SAPAR - OBLIGATIONS P3R
décembre 1988 - tranche B

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 122,94 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,44 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,79 francs, faisant ressortir un net de 100,71 francs.

SAPAR - OBLIGATIONS P3R
janvier 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 244,53 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 36,67 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,56 francs, faisant ressortir un net de 200,30 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R - 0,15 % mai 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 491,74 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,76 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,22 francs, faisant ressortir un net de 402,76 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R - 0,25 % mai 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 491,74 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,76 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,22 francs, faisant ressortir un net de 402,76 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R - 0,25 % mai 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 491,74 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,76 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,22 francs, faisant ressortir un net de 402,76 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R - 0,15 % juillet 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 248,57 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 37,28 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,69 francs, faisant ressortir un net de 203,60 francs.

SAPAR FINANCE
obligations P3R octobre 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 122,94 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,44 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,79 francs, faisant ressortir un net de 100,71 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
P3R novembre 1989

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 249,91 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 37,48 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,72 francs, faisant ressortir un net de 204,71 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R octobre 1990

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 125,63 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,84 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,88 francs, faisant ressortir un net de 102,91 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
obligations P3R octobre 1988

Les intérêts courus du 14 mars 1991 au 18 juin 1991 seront payables à partir du 19 juin 1991, à 497,13 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 74,56 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,40 francs, faisant ressortir un net de 407,17 francs.

Les retenues mentionnées au deuxième paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR - Obligations TMOE 1981

Les intérêts courus du 25 mai 1990 au 24 mai 1991 seront payables à partir du 25 mai 1991, à 495 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 55 francs (montant brut : 550 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 27,47 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 17,05 francs, faisant ressortir un net de 450,48 francs.

Toutes les obligations restant en circulation seront remboursables à compter du 25 mai 1991 (avis paru au Journal officiel du 5 mai 1991).

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 16,90 % juin 1982

Les intérêts courus du 2 juin 1990 au 1^{er} juin 1991 seront payables à partir du 2 juin 1991, à 76,05 francs par titre de 500 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 8,45 francs (montant brut : 84,50 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 4,22 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,60 francs, faisant ressortir un net de 69,23 francs.

SAPAR - Obligations 14,80 %
mai 1983

Les intérêts courus du 6 juin 1990 au 5 juin 1991 seront payables à partir du 6 juin 1991, à 666 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 74 francs (montant brut : 740 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 36,96 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 22,94 francs, faisant ressortir un net de 606,10 francs.

SAPAR - Obligations TMOE
mai 1983

Les intérêts courus du 6 juin 1990 au 5 juin 1991 seront payables à partir du 6 juin 1991, à 451,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 50,17 francs (montant brut : 501,67 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 25,05 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,53 francs, faisant ressortir un net de 410,92 francs.

Les retenues mentionnées au deuxième paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) et décèlent n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'Énergie 3 %
à intérêt complémentaire variable
remboursables avec prime
(Indemnisation Électricité et Gaz d'Algérie)

Les intérêts courus du 1^{er} juin 1990 au 31 mai 1991 seront payables à partir du 1^{er} juin 1991 contre détachement du coupon n° 40 ou estampillage du certificat nominatif à raison de :

124,29 F net par obligation de 100 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 16,95 F (montant global : 141,24 F).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélèvement d'impôt forfaitaire.

A compter de la même date :

Les 26 327 titres de 100 F sortis au tirage du 23 avril 1991 et compris dans les séries de numéros 261 632 à 261 789, 286 788 à 292 375, 310 304 à 326 466 et 339 806 à 344 223 cesseront de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 41 au 1^{er} juin 1992 attaché, à 3 940,61 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.

Le montant de la retenue à la source restituée aux porteurs résidents hors de France ou des départements d'outre-mer et bénéficiant de conventions internationales contre les doubles impositions, s'élève à :

Sur le coupon n° 40 :

16,9482 F par obligation de 100 F nominal ;

Sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 23 avril 1991) :

523,718 F par obligation de 100 F nominal.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'Énergie 3 % à intérêt
complémentaire variable remboursables avec prime
(Indemnisation Électricité de France-Gaz de France)

Les intérêts courus du 1^{er} juin 1990 au 31 mai 1991 seront payables à partir du 1^{er} juin 1991 contre détachement du coupon n° 43 ou estampillage du certificat nominatif à raison de :

124,29 F net par obligation de 100 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 16,95 F (montant global : 141,24 F).

62,15 F net par demi-obligation de 50 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 8,48 F (montant global : 70,63 F).

12,43 F net par dixième d'obligation de 10 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 1,70 F (montant global : 14,13 F).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélèvement d'impôt forfaitaire.

A compter de la même date :

Les 353 903 titres de 100 F sortis au tirage du 23 avril 1991 et compris dans les séries de numéros 4 204 286 à 4 563 300 cesseront de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 44 au 1^{er} juin 1992 attaché, à 3 940,61 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.

L'intérêt complémentaire et la prime de remboursement ont été déterminés, en application de l'article 28 de la loi du 8 avril 1946 et des textes subséquents, d'après le prélèvement de 1 % sur les recettes d'exploitation de l'année 1990 d'un montant total de 1 844 768 322,81 F soit :

1 490 481 868,12 F pour Électricité de France

353 786 454,69 F pour Gaz de France

Le montant de la retenue à la source restituée aux porteurs résidents hors de France ou des départements d'outre-mer et bénéficiant de conventions internationales contre les doubles impositions s'élève à :

sur le coupon n° 43 :

16,9482 F par obligation de 100 F nominal ;

8,4741 F par demi-obligation de 50 F nominal ;

1,6948 F par dixième d'obligation de 10 F nominal.

sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 23 avril 1991) :

523,718 F par obligation de 100 F nominal.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.



elf gabon

Société Anonyme au Capital de 22.500.000.000 F CFA
Siège Social : Port-Gentil (République Gabonaise) R.C. Port-Gentil 126 B

Convocation
Assemblée Générale Ordinaire
du 13 juin 1991

Les Actionnaires de la Société ELF GABON sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 13 juin 1990 à 10 heures dans les bureaux de la Société à Libreville à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 1990 et rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées à l'Article 40 de la loi du 24 juillet 1867 ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- quitus aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes ;
- affectation du résultat ;
- ratification de cooptations et renouvellement de mandats d'Administrateurs ;
- fixation des honoraires des Commissaires aux Comptes.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée Générale, déposer au siège de la Société à Port-Gentil ou à ses bureaux en France (Tour ELF - Cedex 45 - 92078 Paris La Défense), au moins huit jours avant la réunion, soit leurs titres, soit le récépissé en constatant le dépôt dans un établissement bancaire ou une Société de Bourse.

Les Actionnaires désirant se faire représenter devront déposer leur pouvoir au siège de la Société à Port-Gentil ou à ses bureaux en France (Tour ELF - Cedex 45 - 92078 Paris La Défense), trois jours au moins avant la réunion.

Le Conseil d'Administration

SUR
167 500 PROFESSIONNELS DE LA FINANCE,
64 000 d'entre eux
lisent Le Monde.
Le Monde
est le premier titre d'information
des professionnels de la finance.

(IPSOS 89)

55 من الفصل

COMMUNICATION

Après la publication des rapports de la Cour des comptes

Le chef du service juridique et technique de l'information défend le point de vue de l'Etat sur la gestion d'A 2 et FR 3

La publication des rapports de la Cour des comptes (le Monde du 18 mai) sur la gestion des télévisions publiques continue de provoquer de nombreuses réactions. Après M. Hervé Bouges, M. Thierry Le Roy, chef du service juridique et technique de l'information (SITI) et administrateur d'A 2 et FR 3, a adressé au Monde une lettre dans laquelle il défend le point de vue de l'Etat contre un certain nombre d'informations contenues dans les rapports de la Cour.

« L'insuffisance des ressources publicitaires, première cause reconnue du déficit d'Antenne 2 en 1990, ne résulte pas d'une erreur de gestion commise ou imposée par l'Etat, écrit notamment M. Le Roy. La prévision de ressources publicitaires figurant dans le budget initial pour 1990 (1 800 millions de francs) a été retenue par le conseil d'administration sur la proposition des dirigeants de la chaîne, qui ne l'ont donc pas, comme vous l'écrivez, dénoncée en août 1989, époque à laquelle il n'y a d'ail-

leurs pas eu de réunion du conseil d'administration. » M. Le Roy affirme ensuite que l'Etat a « corrigé le tir » en juin 1990 en demandant à A 2 une révision en baisse des prévisions de recettes et de dépenses.

Il explique ensuite comment la direction d'A 2 s'est lancée volontairement, et de son seul fait, dans des dépenses budgétaires, ce qu'il a déjà amplement reconnu les dirigeants de la chaîne et que confirment les magistrats de la Cour des comptes. A propos des effectifs de FR 3, M. Le Roy précise : « L'effectif des personnels rémunérés de FR 3 a augmenté en 1990 de 145 pour les personnels à durée déterminée (variation de 1^{er} janvier au 31 décembre comprenant l'intégration des pigistes à laquelle votre article fait allusion) et de 160 pour les personnels à durée déterminée (variation de la moyenne annuelle), soit un chiffre total de 305, plus significatif de la gestion de l'emploi de cette chaîne que ceux, par ailleurs, que vous avez cités. Ce dérapage imprévu se

traduit dans la forte augmentation des charges correspondant à ces catégories de personnel, qui sont passées de 900 millions de francs en 1989 à 1 092 millions de francs en 1990 (+ 21 %).

Sur A 2, le point de vue de M. Le Roy n'est pas celui des rapporteurs de la Cour des comptes, qui écrivent notamment : « Le budget 1990 a été adopté entre la société et les autorités de tutelle en connaissance quasi certaine des données relatives à l'enclenchement des recettes publicitaires de 1989 et à la baisse durable de l'audience. Son caractère irréaliste ne retire donc pas de données fortuites, mais de choix politiques délibérés que la logique budgétaire et financière ne saurait suffire à expliquer. » FR 3, selon la Cour des comptes, s'est alloué une forte, en 1990, une limite de 3 400 postes, par augmentation de 241 des postes de l'année précédente. Les chiffres de M. Le Roy témoigneraient d'un dépassement de 64 unités par rapport aux prévisions de la société. Faut-il rappeler que, dans le même temps, la chaîne a augmenté son temps de diffusion de 40 % et a demandé à toutes ses rédactions de faire des journaux le dimanche. — J.-F. L.

Affichant des bénéfices en hausse de 38 % pour 1990

TF1 va privilégier sa diversification

« Je suis confiant. » Le PDG du groupe TF1, M. Patrick Le Lay, affichait, jeudi 23 mai, la plus grande sérénité. Les bénéfices sont en hausse de 38 % (300 millions de francs contre 217) et le chiffre d'affaires de 10 % (5,8 milliards contre 5,3), confortés encore par l'excellente tenue de la chaîne qui en constitue le noyau.

Avec 41,9 % de part de marché en 1990 et 43 % en mars 1991, la Une réalise des scores d'audience qui devraient lui permettre d'effacer, dès juin, la chute de ses recettes publicitaires au premier trimestre, consécutive à la guerre du Golfe. En décembre dernier, la chaîne drainait 54,6 % du marché publicitaire télévisé contre 46,1 % lors de sa privatisation.

Mais si « TF1 ne peut se permettre de faiblir, de relâcher la pression », le groupe souhaite porter ses recettes de diversification — vidéo, téléachat, télématique, édition — à 1 milliard de francs l'an prochain contre 591 millions en 1990. M. Le Lay est prêt à examiner toutes les « opportunités » qui pourraient se présenter dans la presse.

A plus court terme, le groupe privilégiera le développement de la chaîne sportive Eurosport dont il devrait conserver 20 % du capital aux côtés du groupe Bouygues et de partenaires allemands (le Monde du 21 mai). Enfin, TF1 étudie toujours avec Canal Plus le lancement d'une chaîne d'information continue pour la mi-1992.

Antenne Réunion estime toucher un tiers des foyers de l'île

Après deux mois d'existence, la chaîne privée Antenne Réunion draine 36,6 % d'audience dans les foyers réunionnais, d'après un sondage commandé par la chaîne, sur un échantillon de sept cents foyers. Selon le même sondage, le premier canal de RFO, la télévision publique d'outre-mer, reste largement en tête avec 74,8 % d'audience.

Antenne Réunion diffuse trois heures d'émissions quotidiennes, dont quarante minutes d'information locale. Le reste du temps est occupé par Canal Réunion, une chaîne cryptée proposant les programmes de Canal Plus, qui compte déjà dix mille abonnés.

Antenne Réunion espère ne pas dépasser son déficit prévu de 3 millions de francs en 1991, et compte, pour cela, sur la publicité.

Deux disparitions

Raoul Leprettre président d'honneur de « Paris-Normandie »

Raoul Leprettre, PDG du quotidien Paris-Normandie (Rouen) en 1976, nommé président d'honneur en 1984, est décédé samedi 18 mai. Il avait 67 ans et était marié.

(Né en 1913, Raoul Leprettre a travaillé dans la filiale normandienne de Citroën, avant de devenir en 1937 secrétaire de direction de l'imprimerie rouennaise Wolf. En 1941, en militance de la SFIO d'engagement dans la Résistance, il a rejoint la Gestapo, déporté à Dachau, Raoul Leprettre est rentré à Paris-Normandie en 1945. Inspecteur général de la publicité, il a gravi les échelons et devient PDG du quotidien en 1976 puis a accepté la présidence d'honneur du journal racheté depuis 1972 par le groupe Hersant. Conseiller municipal de Rouen, il avait été élu en 1985 sur la liste de M. Jean Lecanuet. Raoul Leprettre était commandeur de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, titulaire de la croix de guerre.)

Géraud Jouve journaliste

Journaliste, ancien diplomate et ancien député, Géraud Jouve est décédé jeudi à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Il avait été au cours de sa carrière, à l'Agence Havas puis l'Agence France Presse, un témoin privilégié de l'histoire du nazisme et de la seconde guerre mondiale.

(Né le 5 juillet 1901 à Trézac, dans le Cantal, Géraud Jouve, après d'alternances, entre à l'Agence Havas en 1931. En 1940, il devient correspondant de l'Agence française indépendante (AFI), créée à Londres par Pierre Bourdieu. Directeur des services d'information et du poste de radio à Brazzaville de 1943 à 1944, il participe à la création de l'Agence française de presse à Alger, préfiguration de la future AFP, et en devient directeur des services politiques. Proche du général de Gaulle à la fin de la guerre, il démissionne cependant de l'Agence en 1945. En 1946, il rejoint le Canard enchaîné. En 1948, il est nommé ambassadeur en Finlande de 1953 à 1960, puis délégué en France du Haut-commissariat des Nations unies pour le réfugié jusqu'en 1966. Auteur de plusieurs ouvrages, Géraud Jouve a été également en 1968 président de l'Association syndicale professionnelle des rédacteurs en chef.)

Alors que la Lyonnaise des eaux diminue sa participation

Havas s'attend à un ralentissement de sa croissance

Compte tenu de la conjoncture économique, le premier groupe publicitaire français, Havas, est selon l'expression de son PDG, M. Pierre Dauzier, « d'un optimisme raisonnable ». Avec un chiffre d'affaires 1990 de 23,6 milliards de francs, en hausse de 25 % par rapport à l'année précédente, et un résultat net de 1,154 milliard (18 % d'augmentation), le groupe s'attend à une pause des résultats 1991, la croissance de l'activité publicitaire s'installant aux alentours de 5 % plutôt que de 10 %. Evoquant Hachette sans le nommer, M. Dauzier s'est félicité « de n'avoir pas acheté des parts de marché à n'importe quel prix et de n'avoir pas à affronter un endettement embarrassant ».

Fort de sa prudence, Havas va profiter de ce ralentissement pour rationaliser et développer ses activités internationales (qui représentent déjà 22,4 % de son chiffre d'affaires) en privilégiant les secteurs qu'il estime porteurs, comme la publicité radio, à travers sa filiale Information et publicité (IP) et la production audiovisuelle. Signes de développe-

ment en la matière, IP est devenu récemment le premier actionnaire du groupe britannique Capital Radio, qui occupe 25 % du marché publicitaire radio d'outre-Manche, et développe son activité de production audiovisuelle notamment à travers sa filiale Studio Canal Plus.

Selon M. Espinasse, directeur financier du groupe, la croissance d'Havas est due à la fois à la croissance du marché et à la privatisation du groupe en 1987. Cette privatisation a permis notamment une augmentation de capital en 1989 et un rythme d'investissement soutenu. Mais le « noyau dur » d'actionnaires privés composé par M. Edouard Badier, lors de la privatisation, a déjà subi plusieurs retouches depuis la fin de la cotation.

Ainsi, la Lyonnaise des eaux-Dumecq, qui détenait 7 % du capital d'Havas va en céder 3 %, qui devraient être redistribués en juillet aux autres actionnaires (notamment la Société générale), et accélérer le processus de restructuration commencé en 1988.

Y.-M. L.

Le prix Pierre-Lafitte à M. Pierre-Louis Blanc. — Le prix fondé en 1977 par ce vétéran pour perpétuer le mémoire de l'historien et journaliste Pierre Lafitte a été remis le mercredi 22 mai, au cours d'une réception à la mairie du sixième arrondissement, à M. Pierre-Louis Blanc, pour son ouvrage De Gaulle au soir de sa vie, paru chez Fayard (le Monde du 25 mai 1990). L'auteur, qui jusqu'à ces derniers temps, représentait la France aux Nations unies, a dirigé le service de presse de l'Elysée de 1967 au départ de Gaulle en avril 1969, il a aidé le général à rassembler la documentation nécessaire à la rédaction de ses Mémoires d'espérance et a continué à le rencontrer jusqu'à la veille de sa mort. Louis Joux, qui présidait le jury du prix Pierre-Lafitte, étant récemment disparu, c'est M. Jean Marin, compagnon de la libération et ancien président de l'AFP, qui a présenté l'ouvrage et son auteur.

« The French » déprogrammé par le CSA sur la SEPT. — The French ne sera pas diffusé samedi après-midi, sur la SEPT — et sur FR 3 qui, à cette heure-là, retransmet les émissions de la chaîne culturelle. Le réalisateur William Klein avait effectué, à la demande de la SEPT, une version réactualisée et sensiblement raccourcie de son film tourné en 1981 sur la victoire de Björn Borg à Roland-Garros (« Le Monde Radio-Télévision » daté 19-20 mai). Cette version n'a pas été jugée suffisamment différente de la version cinématographique d'origine par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Celui-ci a donc tranché en faveur de la réglementation qui interdit toute diffusion de longs métrages les mercredi et vendredi soir avant 22 h 30, samedi toute la journée et dimanche avant 20 h 30.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU MERCREDI 22 MAI 1991

ALLOCUTION DE MONSIEUR JEAN-MARC VERNES, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le rapport du Conseil d'Administration, relatif à l'exercice écoulé, étant très détaillé, vous comprendrez que je n'y revienne que très brièvement.

J'insisterai sur la satisfaction que nous procure la marche de nos trois grands secteurs d'activités.

Tout d'abord le sucre demeure notre premier atout et Béghin-Say reste très largement le premier producteur français. Le Groupe Ferruzzi restant grâce à Eridania-Béghin-Say, premier européen, à égalité avec le Groupe belgo-allemand Tielmont-Sudmacker.

Quant à la commercialisation, nous faisons mieux qu'y conserver notre place, et ne sommes pas de ceux qui dans nos statistiques additionnent des volumes provenant de sociétés n'ayant comme « point commun » que des instants de rencontre passagers, c'est-à-dire de courte durée.

Grâce à une campagne qui s'est déroulée dans de bonnes conditions, avec une forte densité et des conditions de transport facilitées par une tare faible, nous avons obtenu de bons résultats.

En ce qui concerne l'amidon, Cerestar, comme vous l'avez constaté a poursuivi favorablement son activité. Le fait marquant depuis le début de l'exercice a été la décision de construire une amidonnerie en Allemagne de l'Est dont le coût avoisinera 1 milliard de francs.

Dans le secteur huile, Cerol a acquis la raffinerie de Mannheim du Groupe Unilever.

Nous avons par ailleurs assisté au retournement de situation que nous avions envisagé chez Lesieur lors de son acquisition.

Nous contrôlons 30 % des huiles métropolitaines et les résultats se soldent par un profit net de F 97.403.000 contre une perte de F 59.326.000 en 1989.

Ces résultats se passent de commentaires et justifient, au-delà de nos prévisions, cette importante acquisition qui a pris depuis lors une large plus-value.

Notre filiale espagnole Koipe, qui couvre 30 % des huiles végétales espagnoles, a eu de bons résultats en 1990 et pour les quatre premiers mois de l'année; même s'il faut tenir compte de l'effet des événements du Golfe, ils sont équivalents à ceux de l'exercice précédent.

Notre Groupe s'efforce dans le domaine agro-alimentaire d'associer producteurs et fabricants, telle est la politique que nous suivons chaque jour dans le secteur interprofessionnel betterave-sucre.

Je crois que les deux parties ne peuvent que s'en féliciter.

Les négociations du GATT et de la Politique Agricole Commune vont se poursuivre, elles sont déterminantes pour l'avenir de l'agriculture européenne.

La France, pays agricole par excellence, notamment dans les secteurs qui sont les nôtres, paraît bien armée pour résister aux convoitises venues d'outre-Atlantique.

Je rappelle que compte tenu de nos accords interprofessionnels et des charges supportées par chacun, le secteur sucre ne pèse en rien sur le budget de la Communauté avec un règlement fonctionnant parfaitement.

Nous nous battons pour éviter que l'on nous demande une contribution sous le simple prétexte d'un terme que l'on aime trop souvent employer à tort « la solidarité » quand elle ne se justifie pas.

Le Conseil d'Administration qui suivra cette Assemblée Générale fixera les modalités d'une double opération financière, décidée par le Conseil en vertu des pouvoirs que vous lui avez accordés.

Il s'agit d'une augmentation de capital nous procurant un milliard de francs et d'une émission d'obligations convertibles de 2 milliards de francs environ dont 500 millions réservés à une tranche d'émission internationale.

Le Groupe Ferruzzi, qui, comme vous le savez, détient plus de 60 % du capital de notre Société, suivra ces deux opérations, prouvant ainsi sa confiance et la foi en notre avenir et notre développement.

Le but de cette émission est de nous procurer tous les moyens qui nous seront nécessaires et, ce, dans tous les domaines.

Un grand groupe européen ne peut être absent des pays de l'est, nous nous efforçons d'y parvenir.

Nous voulons par ailleurs être en mesure de pouvoir répondre aux opportunités sucrières qui pourraient se présenter et, en même en France où des restructurations et d'éventuelles acquisitions permettront encore d'accroître notre potentiel et d'améliorer nos résultats.

Comme vous l'avez constaté, la politique menée par Béghin-Say, partie intégrante du Groupe Ferruzzi, nous a permis après l'absence de dividende en 1984 de le porter à 27,50 F par action en l'augmentant à chaque exercice.

Merci de l'aide apportée par tous les collaborateurs de Béghin-Say et surtout merci à vous, chers actionnaires, du soutien essentiel que vous nous avez apporté et que vous allez poursuivre, j'en suis sûr; il nous est indispensable.

Grâce à vous, Béghin-Say est devenu le deuxième groupe agro-alimentaire en France avec un chiffre d'affaires qui dépassera les 40 milliards en 1991 et qui compte comme toujours, saisir grâce aux moyens que vous allez lui apporter les opportunités qui se présenteront.



Le groupe Béghin-Say.

pôle industriel de Ferruzzi, s'est attaché en 1990 à consolider ses positions concurrentielles dans ses cinq secteurs d'activités : le Sucre et l'Alcool, l'Amidon et ses dérivés, la Trituration et le Raffinage, l'Huile grand public et les Aliments pour animaux.

Les résultats 1990

sont satisfaisants et les effets des restructurations engagées ces dernières années se font sentir après année. Ce qui permet de proposer la distribution d'un dividende en augmentation de 10 % sur l'année précédente.

Chiffres clés consolidés (en millions de francs)

Chiffre d'affaires:	37.761
Résultat courant avant impôt:	1.485
Résultat net (part du Groupe):	1.081

elf gabon

Ferruzzi

1. *Journal of Management Studies*, 1997, 34, 1, 1-14.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 MAI

[illegible]**NT** (selection)

COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations									Etrangères		
Emp.Etat 9,85/77	735	6 02	C.I.M.	910	.....	Magnat	750	750	A.E.G.	700	700
Emp.Etat 9,85/78	101 40	8 48	C.I.T.R.A.M. (R)	2425	2235 0	Milid Display	575	.....	Alco Inc. (Can.)	357	357
10,00/78 70/84	107 45	7 75	Cadpang	256	.....	Mora	131 80	101	Alcan (Canada)	112	112
Emp.Etat 13,45/82	103 95	5 65	Canpichon	586	585 0	Navigation (P&I)	300	300	American Bank	110	112
Emp.Etat 12,25/84	103 95	7 82	Cop Industriale	4480	4480 0	Ortel	278	.....	American Brands	233 20	233
Emp.Etat 11% 85	110 20	2 77	Cop Lyon Almond	400	400 10	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
10,25% mars 85	105 05	2 04	Cop Lysol	945	.....	Ortel (Can.)	1150	1148	American Metals	158	158
OAT 9,50 5/2000	102 12	5 91	Cop Lysol Almond	400	400 10	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OAT 9,50 12/1987	104 76	4 38	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1150	1148	American Metals	158	158
OAT 9,85 1/1989	103 54	3 05	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OTT 10,30% 1985	1752 10	.....	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1150	1148	American Metals	158	158
OTT 11,25 85	106	4 97	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OTF 10,30% 85	101	3 14	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OTF 10,25% nov 80	104 80	1 95	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OMA 10 1% 1979	100 55	2 31	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OMR Biquet 5000F	99 75	4 01	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OMR Paribas 5000F	99 75	4 01	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OMR Suez 5000F	100 50	4 01	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OMR 11,5% 85	102 38	10 08	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OMR 12,50 5000F	99 75	4 01	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OMR 12 1% 85	101	1 04	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
OMR 10,50% dec 85	106 70	3 88	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
CHRIE P&G 2% 100	146 10	.....	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
CHIC	970	.....	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
.....	.....	.....	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
Alcatel 6 1% jan 89	547	.....	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
Ly. Etat oct 6,5%	798	.....	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
Thosot oct 9,25 85	883	.....	Cop Lysol Almond	945	.....	Ortel (Can.)	1112	.....	Arco	655	655
VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours	
Actions									Hors-cote		
Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015
Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435
Altal	586	584	Altal	586	584	Altal	586	584	Altal	586	584
Amal	1280	1250	Amal	1280	1250	Amal	1280	1250	Amal	1280	1250
Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20
Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302
Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....
Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....
Industrie	510	513	Industrie	510	513	Industrie	510	513	Industrie	510	513
Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....
Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72
B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850
Cambridge	63	65	Cambridge	63	65	Cambridge	63	65	Cambridge	63	65
Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135
Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80
C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510
Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90
Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80
Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120
Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015
Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435
Altal	586	584	Altal	586	584	Altal	586	584	Altal	586	584
Amal	1280	1250	Amal	1280	1250	Amal	1280	1250	Amal	1280	1250
Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20
Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302
Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....
Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....
Industrie	510	513	Industrie	510	513	Industrie	510	513	Industrie	510	513
Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....
Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72
B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850
Cambridge	63	65	Cambridge	63	65	Cambridge	63	65	Cambridge	63	65
Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135
Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80
C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510
Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90
Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80
Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120
Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015
Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435
Altal	586	584	Altal	586	584	Altal	586	584	Altal	586	584
Amal	1280	1250	Amal	1280	1250	Amal	1280	1250	Amal	1280	1250
Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20
Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302
Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....
Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....
Industrie	510	513	Industrie	510	513	Industrie	510	513	Industrie	510	513
Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....
Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72
B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850
Cambridge	63	65	Cambridge	63	65	Cambridge	63	65	Cambridge	63	65
Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135
Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80
C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510
Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90
Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80
Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120
Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015	Agropar Inc (H)	1074	1015
Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435	Applications Ind.	1452	1435
Altal	586	584	Altal	586	584	Altal	586	584	Altal	586	584
Amal	1280	1250	Amal	1280	1250	Amal	1280	1250	Amal	1280	1250
Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20	Bain Chimie	380 20	350 20
Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302	Beyco Suez	304 80	302
Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....	Highly Secur	325	.....
Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....	Hydro-Elec C (L)	3600	.....
Industrie	510	513	Industrie	510	513	Industrie	510	513	Industrie	510	513
Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....	Midwestern Internat	3175	.....
Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72	Paribas Ouest	72	72
B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850	B.T.P.	950	850
Cambridge	63	65	Cambridge	63	65	Cambridge	63	65	Cambridge	63	65
Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135	Capital Leasing	153	135
Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80	Case Products	490	458 80
C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510	C.E.S.F. (Paris)	501	510
Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90	Continental Finance	92 20	90
Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80	Cordant	155 30	157 80
Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120	Champion Ny	125	120

SICAV (sélection)

VALUES	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraie incl.	Rachet net
A.A.A.	1044 25	1018 78	Prodection	847 75	827 07	Powar Genitor	58721 75	58721 75
Acition	222 59	216 98	Prodection	29 30	28 58	Prmory Oblig.	10567 24	10567 24
Aggarage	791 15	747 51	Prode-Premier	11528 28	11354 58	Prmory Oblig.	105 22	105 22
Amir-gan	7240 29	7057 94	Prode	6980 60	6943 33	Prmory Oblig.	28833 94	28833 94
Amir-gan	630 85	612 48	Faunibig	1316 03	1292 83	Purition	1084 80	1084 80
Amir-gan Court I	6557 42	6544 32	Genition	156 68	153 01	Quntz	317 88	325 85
Asocit	1103 26	1103 26	Gen-Associations	1206 95	1171 81	Rehanior	925 85	925 85
Asocit	369 01	369 01	H.M. Monop	12657 38	12657 38	Revenue Term	5306 21	5306 21
Asocit	1270 43	1232 04	Interpang	107673 22	105566 23	Revenue-Term	1187 80	1187 80
Awir A.M.	409 51	408 32	Interpang	12427 91	12323 57	Revenue-Term	938 25	938 25
Awir A.M.	158 68	158 68	Interpang	525 02	508 23	Revenue-Term	1026 06	1026 06
Awir A.M.	1713 87	1713 87	Interpang	172 48	167 44	Revenue-Term	225 43	225 43
Awir A.M.	123 48	118 17	Jacopage	265 57	262 63	Revenue-Term	752 44	752 44
Awir A.M.	118 28	118 28	Latifion Europ	253 24	242 44	Revenue-Term	185 41	185 41
Awir A.M.	109 08	108 73	Latifion Europ	251 29	241 05	Revenue-Term	613 32	613 32
Awir A.M.	122 40	117 13	Latifion Europ	306 04	293 86	Revenue-Term	519 57	519 57
Awir A.M.	5763 30	5757 94	Latifion Europ	230 74	214 46	Revenue-Term	13644 32	13644 32
Awir A.M.	5933 45	5845 78	Latifion Europ	138 03	132 40	Revenue-Term	505 42	505 42
Awir A.M.	1199 18	1181 44	Latifion Europ	195 17	187 21	Revenue-Term	1696 68	1696 68
Awir A.M.	30 59	29 84	Latifion Europ	363 33	367 70	Revenue-Term	1220 12	1220 12
Awir A.M.	1220 61	1189 74	Latifion Europ	2059	2055 92	Revenue-Term	1272 57	1272 57
Awir A.M.	3185 86	3185 86	Latifion Europ	11495 58	11482 51	Revenue-Term	708 50	708 50
Awir A.M.	484 95	470 48	Latifion Europ	6463 05	6463 05	Revenue-Term	689 04	689 04
Awir A.M.	1185 37	1182 13	Latifion Europ	28951 40	28884 19	Revenue-Term	1026 56	1026 56
Awir A.M.	1219 73	1189 98	Latifion Europ	882 28	874 78	Revenue-Term	411 57	411 57
Awir A.M.	836 31	830 81	Latifion Europ	2099 22	2070 53	Revenue-Term	1449 48	1449 48
Awir A.M.	1013 26	985 08	Latifion Europ	24071 07	24071 07	Revenue-Term	884 16	884 16
Awir A.M.	151 72	145 19	Latifion Europ	530 29	514 94	Revenue-Term	459 48	459 48
Awir A.M.	1052 42	1036 87	Latifion Europ	180 75	181 60	Revenue-Term	3200 28	3200 28
Awir A.M.	128 55	123 01	Latifion Europ	10087 41	9999 44	Revenue-Term	1072 06	1072 06
Awir A.M.	2367 79	2334 48	Latifion Europ	5723 27	5722 27	Revenue-Term	557 91	557 91
Awir A.M.	2187 88	2187 88	Latifion Europ	61688 52	61688 52	Revenue-Term	1815 80	1815 80
Awir A.M.	407 48	395 52	Latifion Europ	66495 57	66495 57	Revenue-Term	1294 23	1294 23
Awir A.M.	50876 34	50876 34	Latifion Europ	74672 31	74672 31	Revenue-Term	1039 29	1039 29
Awir A.M.	35957 65	35957 65	Latifion Europ	12401 33	12381 37	Revenue-Term	5583 65	5583 65
Awir A.M.	2222 52	2222 52	Latifion Europ	1402 41	145 85	Revenue-Term	80 42	80 42
Awir A.M.	2004 09	1894 25	Latifion Europ	253330 00	253330 00	Revenue-Term	140 27	140 27
Awir A.M.	53819 25	53819 25	Latifion Europ	15240 64	14679 84	Revenue-Term	182 43	182 43
Awir A.M.	269 22	273 25	Latifion Europ	126 94	123 45			
Awir A.M.	327 28	321 28	Latifion Europ	728 95	718 87	Revenue-Term	1188 51	1188 51
Awir A.M.	438 05	425 41	Latifion Europ	121 12	119 07	Revenue-Term	13088 76	13088 76
Awir A.M.	24762 15	24725 05	Latifion Europ	1338 23	1300 47	Revenue-Term	117722 50	117722 50
Awir A.M.	8907 87	8710 08	Latifion Europ	23186 75	23186 75	Revenue-Term	505 05	505 05
Awir A.M.	618 49	614 05	Latifion Europ	1425 86	1415 47	Revenue-Term	448 03 44	448 03 44
Awir A.M.	1751 08	1704 61	Latifion Europ	525 96	515 47	Revenue-Term	563 10	563 10
Awir A.M.	151 09	150 45	Latifion Europ	1387 70	1387 70	Revenue-Term	620 59	620 59
Awir A.M.	63527 68	63527 68	Latifion Europ	64057 46	64057 46	Revenue-Term	593 87	593 87
Awir A.M.	184 16	188 96	Latifion Europ	11928 12	11928 12	Revenue-Term	200 82	200 82
Awir A.M.	1314 92	1278 73	Latifion Europ	621 87	607 71	Revenue-Term	157 43	157 43
Awir A.M.	190 98	189 98	Latifion Europ	6293 33	6192 43	Revenue-Term	143 07	143 07
Awir A.M.	1359 05	1358 61	Latifion Europ	1422 48	1418 94	Revenue-Term	122 62	122 62
Awir A.M.	1101 43	1071 95	Latifion Europ	138 73	138 73	Revenue-Term	1301 90	1301 90
Awir A.M.	1230 25	1200 48	Latifion Europ	2659 34	2659 34	Revenue-Term	100 00	100 00
Awir A.M.	447 48	436 51	Latifion Europ	105 12	102 90	Revenue-Term	1364 90	1364 90
Awir A.M.	1230 40	1218 42	Latifion Europ	163 84	162 90	Revenue-Term	563 98	563 98
Awir A.M.	7679 80	7679 80	Latifion Europ	2158 15	2158 15	Revenue-Term	1415 54	1415 54
Awir A.M.	646 81	646 81	Latifion Europ	125 08	125 08	Revenue-Term	2831 95	2831 95
Awir A.M.	1026 27	1035 21	Latifion Europ	11728 41	11728 41	Revenue-Term	217 59	217 59
Awir A.M.	120 05	1171 37	Latifion Europ	32327 81	32326 81	Revenue-Term	1284 53	1284 53
Awir A.M.	6794 98	6533 83	Latifion Europ	1152 10	1152 10	Revenue-Term	1799 59	1799 59
Awir A.M.	13068 58	13068 58	Latifion Europ	1305 48	1344 92	Revenue-Term	189 89	189 89
Awir A.M.	9441 76	9078 62	Latifion Europ	1422 48	1397 47	Revenue-Term	48625 76	48625 76
Awir A.M.	260 55	260 01	Latifion Europ	129 71	124 42	Revenue-Term	25394 47	25394 47
Awir A.M.	340 31	334 94	Latifion Europ	574 58	561 38			
Awir A.M.	459 89	455 34	Latifion Europ	84 27	84 27			
Awir A.M.	446 85	436 55	Latifion Europ	92 09	92 09			
Awir A.M.	111 46	108 21	Latifion Europ	1341 39	1315 08			
Awir A.M.	1189 56	1183 05	Latifion Europ	6586 82	6572 48			
Awir A.M.	32 39	32 38	Latifion Europ	60855 37	60644 38			
Awir A.M.	129456 09	129456 09	Latifion Europ	1001 32	981 69			
Awir A.M.	23 95	232 50	Latifion Europ	1131 15	1130 50			
Awir A.M.	3180 31	31 02	Latifion Europ	127 25	123 84			

</

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4336

- : défectueux - o : offert - " : droit dédouané - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : nouveau

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 25 mai

IMAGES

PIERRE GEORGES

L'étalon des familles

C'ÉTAIT une rude question. « Qu'est-ce qui symbolise le mieux la Corse ? » Myriam, de la famille Lanes, l'ingénue belle-sœur de Georges, chef d'équipe, a répondu, peureuse tête de mort, « la tête de Maura ». Myriam avait tout faux. Myriam n'était pas dans la moyenne des bons Français moyens, des bons téléspectateurs moyens qui avaient fourni, par sondage, la réponse majoritaire : « les attentats ».

Dans l'échelle des peines, « Une famille en or », grand moment de culture encyclopédique, vient immédiatement derrière « La Roue de la fortune » et « Le Juste prix ». A la grande loterie permanente de TF 1, ce jeu qui sévit habituellement vers 18 h 20, au titre du mieux-disant culturel, vaut le détour.

Le principe est simple : deux familles face à face, les Horace et les Quenou. Ou tout simplement, comme jeudi, les Lanes, invincibles tenants. 83 320 F de gains déjà — applaudissez les Lanes ! — et les Miquel, les challengers conduits par l'oncle Roger. Et il s'agit, pour les uns et les autres, de répondre à des questions d'une haute tenue. Seule difficulté, à fait que la réponse se rapproche le plus possible de la réponse idéale fournie par les sondés.

Exemple : famille Lanes, famille Miquel « qu'est-ce que l'on est pris de demander plu-

sieurs fois dans un restaurant avant de l'obtenir ? » L'animateur, Patrick Roy, charmant jeune homme, pose, avec une grande gravité, cette existentielle colle. Une nièce Miquel, Janine, ou peut-être était-ce Monique, répond brièvement « l'addition ». Calamité, c'était « l'eau », 44 % de bonnes réponses, même que l'Elisabeth Lanes, fine mouche elle, a eu penser comme la majorité des Français.

Bref, cela n'a pas traîné. En trois questions, les Lanes ont bouté les Miquel hors les décors en strass du paradis des lieux communs. Ils ont cité des mots qui commencent par « psy », les mêmes que ceux connus par les sondés. Ils ont choisi les actrices préférées des Français, même dans les mauvais films. Ils ont dit les pays étrangers, notamment la Martinique, qui accueillent le plus d'artistes français.

Il y eut pause publicitaire. Juste le temps de nous conseiller de choisir la meilleure mayonnaise et même de la voler. De voir une charmante créature essayer un massage antihémorroïdes et une vaste docteur dédramatiser un doigt accusateur « inutile de nier, tout le monde transpire ». Puis la famille Lanes, seule, a essayé de gagner 30 000 F supplémentaires avec des questions du même tonneau. On peut, peut-être, vous les épargner.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 24 mai

TF 1

- 20.45 Variétés : Tous à la Une.
- 22.45 Magazine : Si on se disait tout.
- 23.45 Spécial sport. Spécial Championnat de France de football.
- 0.50 Au trot.
- 0.55 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.45 Téléfilm : La Nouvelle.
- 22.25 Magazine : Caractères. Ils ont fait l'Histoire. Invités : Jean-Noël Jeanneney (Georges Mandel), l'homme qu'on attendait, Marie Stalart (Hildegarde), Evelyn Lever (Marie-Antoinette), André Castelot (Fouché), Françoise Chassin, directrice du Musée d'Orsay.
- 23.40 Journal et Météo.
- 0.00 Cinéma : La Garçonnière. ■■ Film américain de Billy Wilder (1960). Avec Jack Lemmon, Shirley Mac Laine, Fred Mac Murray (v.o.).

FR 3

- 20.45 Magazine : Thalassa. Les fils du crabe, d'Yves Pellissier et Patrick Milleroux.
- 21.40 Téléfilm : Le Compagnon secret.
- 22.35 Journal et Météo.
- 22.55 Magazine : Hors sujet. Lydiane 1990, une génération sans étiquette ; Double vue ; Le regard des nôtres : les enfants et la politique.
- 23.55 Magazine : Musicales. L'OS. écoute... Madrid (rediff.).

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Les Ritals. De Marcel Bluwal, avec Gastone Moschin, Christine Fersen.
- 22.05 Flash d'informations.
- 22.15 Sport : Football. Les rencontres les plus importantes de la 38^e et dernière journée du championnat de France, en direct.
- 0.15 Cinéma : La Mouche 2. ■ Film américain de Chris Walas (1989). Avec Eric Stoltz, Debra Zung, Lee Richardson.

LA 5

- 20.50 Téléfilm : Escroquerie à la mort.
- 22.35 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
- 0.05 Journal de la nuit.

M 6

- 20.40 Téléfilm : Sortilèges dans la nuit.
- 22.15 Météo des plages.
- 22.20 Série : La Malédiction du loup-garou.
- 22.45 Magazine : Vénus.
- 23.15 Magazine : La 6^e Dimension.
- 23.45 Capital.
- 23.55 Six minutes d'informations.
- 0.00 Musique : Live.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 21.00 Téléfilm : Atlantique rendez-vous.
- 22.35 Téléfilm : Adieu mes jolis.
- 23.50 Documentaire : Palettes.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Spécial Picasso.
- 21.30 Musique : Black and blue. T-Bone Walker, guitariste.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Du jour au lendemain.
- 0.05 Musique : Coda. Les Birds.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 22 mai à l'Opéra-Bastille) : Concerto pour violon et orchestre n° 1 en mi mineur op. 99, de Chostakovitch ; Symphonie n° 4 en mi mineur op. 88, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Viktor Mikhov, violon.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANICK COJEAN et la collaboration de « Le Monde »

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE chaque mercredi (éditions d'après-jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Za Simet : goulag psychiatrique.
- 13.50 La Une est à vous (et à 14.30).
- 13.55 Série : Vivement lundi.
- 17.25 Divertissement : Mondo dingo.
- 17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.50 Série : Marc et Sophie.
- 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Tiercé, Tapis vert, Météo et Loto.
- 20.45 Variétés : Succès fous.
- 22.35 Magazine : Ustuaia. Aux États-Unis (1^{re} partie).
- 23.40 Magazine : Formule sport. Boxe : championnat d'Europe des poids plume Fabrice Bédou (France)-John Davidson (Angleterre), à Brest ; La rentrée : John Mugabi, ancien champion du monde des super-welters.
- 0.35 Journal et Météo.
- 1.00 Variétés : Samedi après minuit.

A 2

- 13.40 Magazine : Résistances. Thème : la cohésion sociale ; Reportages : Grande-Bretagne : La Révolution.
- 14.30 Magazine : Annalisa. Résistance : sous-marine de Monaco ; pari réussi ; Le chien de la semaine.
- 15.15 Magazine : Sport passion. Tennis : Roland-Garros 1991 ; Boxe française (savate) : Omnisports : la fête du sport.
- 17.10 Club savatich.
- 18.10 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.
- 18.35 Série : L'Appart (rediff.).
- 18.55 INC.
- 19.00 Série : Espionne et taie-toi (rediff.).
- 20.00 Journal et Météo.

20.45 Téléfilm :

- Le Pouvoir et la Haine. Dernière partie.
- 22.25 Magazine : Bouillon de culture. Invité : Daniel Auteuil. Spécial Cannes.
- 0.00 Journal et Météo.
- 0.20 Série : Médecins de nuit (rediff.).
- 1.15 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3

- 13.00 Télévision régionale.
- 14.00 Magazine : Rencontres. Présenté par Jean Lanu. Thème : culture et quartiers.
- De 15.00 à 19.00 La SEPT
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.05 La SEPT
- 0.05 Série rose : La Conversion.
- 0.35 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Le vol Kal 007 ne répond plus.
- 14.55 Jeu : V.O.
- 15.20 Documentaire : Les Allumés... Concours d'artillerie de Sa Majesté.
- 17.35 Documentaire : Chiens sauvages de l'Inde.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Décade pas Bunny.
- 19.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : Dans l'enfer de l'alcool.
- 22.05 Mon Zénith à moi. Invités : Christophe Duchavanne et taie-toi (rediff.).
- 22.55 Flash d'informations.

23.00 Cinéma :

- Tequila Sunrise. ■ Film américain de Robert Towne (1988). Avec Mel Gibson, Michelle Pfeiffer, Kurt Russell.
- 0.50 Cinéma : Quelle heure est-il ? ■■ Film italien d'Ettore Scola (1989). Avec Marcello Mastroianni, Massimo Troisi, Anne Parillaud (v.o.).

LA 5

- 13.30 Série : V.
- 14.25 Série : La Loi de Los Angeles.
- 15.20 Série : Lou Grant.
- 16.10 Série : Frog Show.
- 16.20 Tiercé à Saint-Cloud.
- 16.45 Série : Happy Days.
- 17.15 Série : Le Retour de Mike Hammer.
- 18.05 Magazine : Intégral.
- 18.35 Divertissement : Rires parade.
- 19.05 Série : L'Enfer du devoir.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Divertissement : Grain de folie.
- 22.35 Débat : A boulets rouges. Le féminisme : la guerre des sexes.
- 23.50 Le Journal de la nuit. 0.00 Intégral (rediff.).

M 6

- 13.30 Série : Cosby Show (rediff.).
- 14.00 Série : Supercopier.
- 14.45 Série : Laramie.
- 15.35 Série : Les Espions.
- 16.30 Jeu : Hit hit hit hurra !
- 16.40 Série : Vegas.
- 17.35 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : Toi, mon fils.
- 22.15 Météo des plages.

- 22.20 Téléfilm : L'Impensable Suspect.
- 0.00 Musique : Rapline.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 13.30 Téléfilm : Atlantique rendez-vous.
- 15.00 Documentaire : Les Dessous des cartes. Esquimes.
- 16.45 Cinéma d'animation.
- 17.00 Magazine : Avis de tempête.
- 19.00 Documentaire : De Gaulle ou l'Eternel Défi (2). Orages atlantiques.
- 20.00 Le Dessous des cartes. Histoire parallèle (et à 22.30).
- 21.00 Téléfilm : Adieu mes jolis.
- 22.20 Soir 3.
- 22.35 Magazine : Cinéma de poche spécial Cannes.

- 0.00 Danse : Ballet-théâtre américain à San-Francisco.
- 1.45 Musique : Concerto pour piano espace n° 2. Michael Levinas.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Adnan Maghit, galeriste, éditeur d'art.
- 20.45 Dramatiques. Eldorado 54. de Marc Trillard ; à 22.01. Nouvelles de Béatrice Beck : Rencardement. L'affaire Adam. Propos de quadruplés.
- 22.35 Musique : Opus. Les Doors.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Opéra (donné le 16 mai, Salle Pleyel) : Le vaisseau fantôme, opéra en trois actes, de Wagner.
- 23.05 Poussières d'étoiles. Alexander Zemlinski (2). Œuvres, de Zemlinski, Schoenberg, Dukas.

Dimanche 26 mai

TF 1

- 13.20 Série : Hooker.
- 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).
- 15.05 Série : Columbo (rediff.).
- 16.20 Divertissement : Vidéo gag.
- 16.55 Disney Parade.
- 18.15 Magazine : Téléfoot.
- 18.55 Loto sportif.
- 19.05 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
- 20.00 Magazine : La Cyl du hibou. ■ Film français de Claude Chabrol (1987). Avec Christophe Malavoy, Mathilda May, Jacques Farcy.
- 22.35 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.40 Cinéma : Cinéma chérie. ■ Film français de Richard Portier (1950). Avec Martine Carol, Jacques Dacqriane, Paul Bernard.
- 1.05 Journal et Météo.
- 1.30 Concert : Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine.

A 2

- 13.25 Dimanche Martin (et à 15.45).
- 14.55 Série : Mac Gyver (rediff.).
- 16.30 Téléfilm : Shanghai Lily.
- 17.30 Documentaire : L'Équipe Couverture du monde. Le Centre du feu.
- 18.20 Magazine : Stade 2. Tennis : Boxe française : Football : Rugby : Images et résultats de la semaine ; Equitation ; Escrime ; Boules ; Pétanque ; Kendō.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Série : Haute tension. Le Bois de justice.
- 22.25 Magazine : L'Œil en coulisses. Jean-Christophe Averty monte Feydau ; Le Balcon de Jean Genet ; à l'Odéon-Théâtre de l'Europe ; Nécrotex pas Mesdames, de Sacha Guitry, au Théâtre de la Madeleine ; Père, de Strindberg, à la Comédie-Française.
- 23.30 Journal et Météo.
- 23.50 Courts métrages : Histoires courtes.
- 0.25 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3

- 13.30 Magazine : Musicales. Faust à Bercy.
- 14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. La fête du sport. Tennis féminin ; Equitation ; Athlétisme.

17.30 Magazine : Montagne.

- Avec seize ans et toutes les Andes.
- 18.00 Amuse 3.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région. Grand témoin : Valéry Giscard d'Estaing.
- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.40 Magazine : Musique, maestro. Avec l'Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine, dir. Alain Lombard, sol. : Emile Naoumoff, piano. Œuvres de Strauss, Prokofiev, Mahler, Brahms, Beethoven, Mozart, Roussel, d'Indy.
- 22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Marie Rouanet, écrivain.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.45 Cinéma : Remorques. ■■ Film français de Jean Grémillon (1939-1941). Avec Jean Gabin, Michèle Morgan, Madeleine Renaud.
- 0.10 Magazine : Belles et Bielles.
- 0.30 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 14.00 Téléfilm : La Vénus à Lulu.
- 15.25 Magazine : 24 heures (rediff.).
- 16.30 Dessin animé : Les Simpson.
- 16.55 Cinéma d'animation : Anney font font font.
- 18.00 Cinéma : L'Aventure extraordinaire d'un papa peu ordinaire. ■ Film français de Philippe Clair (1989).
- En clair jusqu'à 20.40
- 19.35 Flash d'informations.
- 19.45 Ça cartoon.
- 20.30 Dis Jérôme... ?
- 20.35 Magazine : L'Équipe du dimanche. Cinéma : Sexe, mensonges et vidéo. ■■ Film américain de Steven Soderbergh (1989). Avec James Spader, Andie Mac Dowell, Peter Gallagher.
- 22.15 Flash d'informations.
- 22.20 L'Équipe du dimanche. Football : L'événement : hand-ball ; Basket-ball américain.
- 1.05 Cinéma : La Nuit obscure. ■ Film franco-espagnol de Carlos Saura (1989).

LA 5

- 13.20 Dessin animé : Show Bug's Bunny.
- 13.45 Dessin animé : Bosco.
- 14.10 Cirque.

14.45 Série :

- La Famille des collines.
- 15.35 Série : L'homme qui valait 3 milliards.
- 16.25 Tiercé à Longchamp.
- 16.50 Série : La Cinquième Dimension.
- 17.20 Série : Lou Grant.
- 18.10 Série : La Loi de Los Angeles.
- 19.00 Série : L'Enfer du devoir.
- 19.50 Journal.
- 20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkabach.
- 20.45 Journal des courses.
- 20.50 Cinéma : Rocky. Film américain de John G. Avildsen (1976). Avec Sylvester Stallone, Talia Shire, Burt Young.
- 23.00 Magazine : Reporters. Les données de l'atome ; La folie de l'OM ; Le dernier jour de... Gospel Gods.
- 0.00 Magazine : Top chrono.
- 0.50 Journal de la nuit.

M 6

- 13.55 Série : Supercopier.
- 14.45 Variétés : Ouvert le dimanche. tlc à Los Angeles.
- 16.20 Série : Vic Daniels. tlc à Los Angeles.
- 16.50 Série : Lanedo.
- 17.40 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Routes du paradis.
- 19.25 Magazine : Culture pub.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.
- 20.30 Magazine : Sport 8.
- 20.40 Téléfilm : Dans l'enfer d'Alcatraz (1^{re} partie).
- 22.20 Météo des plages.
- 22.25 Informations : M6 express.
- 22.30 Capital.
- 22.40 Cinéma : Célestine bonne à tout faire. ■ Film français de Clifford Brown (1974).
- 0.10 Six minutes d'informations.
- 0.15 Magazine : Sport 8.
- 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 15.00 Documentaire : Ferveur Comédie-Française.
- 15.55 Les Heures chaudes de Montparnasse.
- 17.00 Documentaire : Ceux de la fédération.
- 17.50 Documentaire : La Grande École des musiciens.
- 18.40 Court métrage.
- 19.00 Documentaire : Live. C'est vrai.
- 20.00 Documentaire : Palettes.
- 20.30 Cinéma : Zappa. ■■ Film danois de Bille August (1983).
- 22.10 Court métrage : Les Photos d'Alix.
- 22.30 Cinéma : L'Autre Nuit. ■ Film français de Jean-Pierre Lino (1989).
- 0.00 Courts métrages.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radiophonique. Le roman d'un requiem.
- 22.35 Musique : Le concert. Transcontinentales. Crédo créole, par l'Orchestre Dja (Claude Sommier, piano, André Villager, saxophone, Marc Michel, basse, François Laizau, batterie, Xavier Desandres, percussion) ; Contes traditionnels antillais, lus par Marianne Mathews.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 25 janvier à l'Opéra-Comique) : Chansons folkloriques des îles Britanniques, œuvres de Farr, Parsons, Barrio, Bridge, Farr, Elgar, Vaughan-Williams, chansons populaires.
- 23.05 Poussières d'étoiles. Musique du Portugal ; à 1.00, cycle acoustique : Notre besoin de consolation est impossible à rassasier, Bocallès, de Dufour.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

Effectuée avec la « pleine coopération » de Bagdad

La première inspection des sites nucléaires irakiens par l'AIEA a pris fin

VIENNE

de notre envoyée spéciale

Les trente-quatre experts de la première équipe de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui devaient, selon la résolution 687 de l'ONU du 3 avril 1991, inspecter les sites nucléaires de l'Irak, sont rentrés mercredi 22 mai à Vienne, au terme d'une mission de huit jours. Ils ont visité les installations nucléaires d'Al Tuwaitha qui abritent les réacteurs d'origines française et soviétique alimentés, et c'est ce qui inquiète, par le uranium très enrichi.

Mais ils ont également inspecté un autre centre, situé à soixante-dix kilomètres de Bagdad, et sur la nature duquel aucune précision n'a été fournie par l'AIEA. Cette installation avait été désignée par la commission spéciale de l'ONU sur le désarmement de l'Irak.

Les experts ont ainsi commencé à vérifier sur place les informations données, en avril dernier, par l'Irak en ce qui concerne notamment les quantités et l'état dans lequel se trouvent les matières nucléaires existant sur le site de Al Tuwaitha. Ces matières, dont certaines pourraient être détournées à des fins militaires, ont été laissées sur place (même celles qui étaient accessibles) et mises sous scellés en attendant une prochaine vérification.

Selon une source de l'AIEA, « environ 30 % des matières fissiles seraient sous les décombres, ce qui nécessiterait, lors d'une nouvelle inspection, l'utilisation, entre autres, de caméras ». Pour cette première inspection, le gouvernement irakien a, selon l'AIEA, « coopéré pleinement et s'est plié à toutes les demandes de l'équipe de l'AIEA ». D'autres inspections vont suivre et « des opérations sont prévues pour éliminer du territoire irakien tous matériaux utilisables pour la fabrication d'armes nucléaires ».

FRANÇOISE NIETO

La Syrie « ne cherche pas pour le moment une union avec le Liban »

Au cours d'une escale à Paris, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh, a déclaré jeudi 23 mai, au sujet du traité syro-libanais, que le gouvernement de Damas « ne cherche pas pour le moment une union avec le Liban ».

« C'est la première fois que le gouvernement syrien reconnaît l'indépendance du Liban en tant qu'Etat », a souligné le ministre, tout en estimant qu'un regard de l'histoire, Syriens et Libanais appartenant « à une même nation » et que le traité est « le symbole de cette relation historique ». Toutefois, M. Chareh a déclaré : « La Syrie croit en l'unité de tous les pays arabes, mais le Liban serait, si cette unité se faisait, en raison des circonstances, le dernier pays à être uni ». — (AFP)

M. Jean-Pierre Soisson invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Jean-Pierre Soisson, nouveau ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » dimanche 28 mai de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du gouvernement Rocard, fondateur du mouvement France unie regroupant les ministres dits d'ouverture, répondra aux questions d'André Passeron et d'Alain Lebeaube du Monde, et de Dominique Pennequin et de Jeanine Perrinmond de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

LES FEMMES REAGISSENT... LES GRANDS "NON" DE LA MODE

NON, à cette petite robe noire toute simple à 4 900 F (Ch. I.).
NON, à ce chemisier de soie ravissant, mais l'étiquette indique 2 800 F (Ah !).
NON, à ce tailleur pluriel sympa, mais le veste est à 5 400 F et la jupe à 1 800 F, alors NON.
NON et NON, à tous ces vêtements, qui dépassent 10 000 F (et aussi l'entendement), ces robes du soir à des prix ahurissants. NON et NON.
OUI, il est bien plus amusant de faire des folles de tissus, plein de tissus, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

La grève des conducteurs de la SNCF réduit le trafic ferroviaire à un train sur quatre

Le programme réduit mis en place par la direction de la SNCF en raison des mots d'ordre de grève lancés par la CGT, la CFTD et la FGAAC (conducteurs automobiles) a été exécuté dans ses grandes lignes vendredi 24 mai. Il était prévu, en moyenne et sur l'ensemble du réseau, un train sur quatre. Cette proportion a été respectée pour les trains régionaux et express, ainsi que pour les TGV, le service de la banlieue parisienne et les trains régionaux.

Les perturbations ont été plus fortes sur les réseaux de Paris-Nord et de Paris-Est, où un train sur cinq seulement circulait, la ligne B du RER étant interrom-

pue. Le trafic était, en revanche, nul sur les lignes régionales de Chambéry, Limoges, Marseille, Nantes, Reims, Rouen et Toulouse.

Il était impossible, le 24 mai en fin de matinée, de juger de la mobilisation des cheminots à partir des perturbations du trafic. En effet, il suffit de très peu de grévistes parmi les conducteurs de train pour paralyser la circulation ferroviaire. Le 14 mai, date de la précédente grève d'importance nationale, deux mille grévistes environ avaient réduit considérablement le trafic.

La production nationale a stagné au premier trimestre

La production nationale n'a pas du tout augmenté au cours du premier trimestre. Le PIB marchand (produit intérieur brut) a totalisé, après ajustement, pendant cette période, indiquent les comptes nationaux publiés vendredi 24 mai en fin de matinée par l'INSEE.

Ce mauvais résultat survient après un recul au quatrième trimestre (-0,2 % par rapport au troisième trimestre). Il confirme que l'économie française, dont l'activité s'est ralentie dès la fin de 1989, connaît depuis six mois une phase de totale stagnation. Celle-ci s'explique par la baisse des investissements (-0,2 % au premier trimestre, après déjà -1,4 %) et celle - sensible - des exportations (-2,4 %). La consommation des ménages continue d'augmenter, mais trop lentement (+0,8 % après +0,6 % au quatrième trimestre 1990) pour compenser le recul de l'investissement et de l'exportation.

En revanche, les importations augmentent : faiblement (+0,6 %) mais suffisamment pour détériorer nos comptes extérieurs. Cette manœuvre conjuguée explique le recul de la balance des paiements, les exportations pour le compte de l'étranger étant en baisse de 0,5 % après -2,6 %, repli qui touche tous les secteurs, - et notamment le matériel de transport et les biens intermédiaires.

EN BREF

COCOM : accord sur une liste restreinte des technologies contrôlées. - Les principaux pays occidentaux et le Japon ont abouti à un accord sur une nouvelle liste restreinte de technologies, dont les exportations seront strictement contrôlées pour sauvegarder la sécurité de l'Occident, a annoncé vendredi 24 mai le négociateur américain, M. Alan Wendt. Les 17 pays membres du COCOM, Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations, sont parvenus à cet accord tard dans la soirée du jeudi 23 mai, après une réunion à Paris.

M. Marcel Landowski quitte ses fonctions au Châtelet. - M. Jacques Chirac a annoncé, jeudi 23 mai, lors de la présentation de la saison 1991-1992 du Théâtre du Châtelet, le départ de M. Marcel Landowski de la présidence du conseil d'administration.

M. François de Panfili, adjoint au maire, chargé de la culture, lui succède.

Le compositeur fut de 1966 à 1974 directeur de la musique au ministère de la culture et mit en place, à partir de 1977, la politique culturelle de la mairie de Paris. Il sera président d'honneur du Châtelet. M. Chirac a précisé que la mairie de Paris apportera son soutien financier (2 millions de francs en 1991, 3 millions en 1992 et 5 millions en 1993) à la nouvelle association lancée par Marcel Landowski. Musique nouvelle en liberté. Le but de cette association est de réintroduire dans tous les circuits de diffusion les compositions écrites par des Français, surtout depuis 1945.

CAPELOU
Spécialiste du convertible
11 rue d'Alsace (18^e) - 75011 Paris
Tél. 43.57.46.35 - Métro: PARNES

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Achetez des bébés

C'EST quand même insensé ! En 2025, dans ce pays, il y aura autant de plus de soixante-quinze ans que de quinze-vingt-quatre ans, je cite un rapport de l'INSEE. Un Français sur trois aura cessé de bosser depuis belle lurette. Faudra se mettre à je ne sais pas combien pour lui payer sa retraite, et c'est le moment qu'on choisit pour nous interdire d'acheter des enfants à l'étranger. A Bucarest, en particulier, où le bébé est très avantageux. Entre 2 000 et 5 000 dollars à l'argus.

Enfin, je comprends pas, un petit Roumain, c'est pas comme une petite Japonaise. Notre industrie automobile, normal qu'on la protège. Mais faut bien se rendre à l'évidence, plus personne ici ne veut investir dans la fabrication de nouvelles générations. Travail ingrat, délicat, encore artisanal malgré les progrès de la technique, produits de luxe, dont le prix de revient ne cesse d'augmenter, aujourd'hui réservés à de rares privilégiés.

Alors qu'en Asie du Sud-Est, en Europe centrale et en Améri-

que du Sud, on les sort en masse. Et on inonde le marché de bébés de bonne qualité, au moins aussi bonne que celle des T-shirts et pas plus chère vu ce que ça coûte à-bas, la main-d'œuvre. Pourquoi on nous empêcherait d'en profiter ? Ça se gène, peut-être, dans le textile !

S'agit de savoir ! Ou on importe, ou on se reconvertis. Usines entièrement automatisées avec des forêts en bocaux tournant dans une lumière et à une température données. Modèles en série, quatre ou cinq, pas plus, de l'intello au manuel, réalisez le Meilleur des mondes de Huxley, pour permettre à l'offre de répondre à la demande.

Ça exige des investissements, bien sûr, mais c'est drôlement rentable. Déjà, au départ, ça nous économiserait ces primes à la salissure, à la pénibilité et à l'assainissement que touchent, sous forme d'alloc, les femmes enceintes. Sans les inciter pour autant à se lancer dans la reproduction. Et puis ça créerait des emplois. Au lieu de faire mères au foyer, elles feraient mères à la chaîne. C'est quand même plus moderne.

Le prix Henri-Cartier-Bresson au photographe Josef Koudelka

Le deuxième prix Henri-Cartier-Bresson (HCB award) a été décerné le jeudi 23 mai à Josef Koudelka. D'un montant de 200 000 F, ce prix va permettre au photographe tchèque de réaliser un projet sur l'émergence des nationalités, la pollution et les bouleversements économiques dans les pays de l'Est.

Après le Britannique Chris Killip, en 1990, ce prix consacre de nouveau un photographe de tout premier plan. Né en 1938 en Moravie, cet ancien ingénieur en

aéronautique est révélé en 1968 par ses images de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie à Prague, un reportage pour lequel il obtient le prix Robert-Capa sans que son nom soit mentionné.

Josef Koudelka quitte son pays en 1970 et rejoint l'année suivante l'agence Magnum, où ce « nomade de la photo » a l'habitude de passer les nuits dans un sac de couchage, à même le sol. Ses images noires et blanches, très denses, sur les Gitans, l'Irlande et les fêtes religieuses, parcourent le monde, et sont exposées en 1975 au Musée d'art moderne de New York et au Palais de Tokyo à Paris en 1988. Il a reçu en 1987 le Grand Prix national de la photographie. Une exposition lui a été consacrée l'année dernière à Prague, sa ville, qui lui avait été interdite pendant plus de vingt ans.

MICHEL GUERRIN

Missel antisémite

Dans le missel que viennent de rédiger les bénédictins du Barroux (Vaucluse), avec l'imprimatur de Dom Gérard Calvet, Père abbé, et du cardinal Augustin Mayer, de la Curie romaine, il est demandé aux fidèles de « prier pour les juifs perfides, afin que Dieu enlève le voile qui couvre leur cœur et qu'ils reconnaissent Jésus-Christ ». « Dieu, qui ne prive pas de votre miséricorde même les juifs perfides, ajoutez l'oraison, exaucez la prière que nous vous adressons pour ce peuple aveugle. (...) Faites qu'ils soient attachés à leurs ténements... ».

L'« enseignement du mépris » que dénonçait autrefois l'historien Jules Isaac n'a donc pas tout à fait disparu de la liturgie catholique. La prière « pour les juifs perfides » (pro perfidis judaeis) avait été supprimée des rituels de la messe après le concile Vatican II (1962-1965). Elle renaît grâce au zèle d'une cellule communautaire intégriste qui, en 1988, avait rompu avec Mgr Letebvre et s'était, depuis, réconciliée avec Rome. Un tel missel en dit long sur l'aveuglement, voire la complaisance, des milieux conservateurs de la Curie romaine dans l'entreprise de ralliement des groupes traditionnalistes. Familiar du Barroux, le cardinal Mayer y avait lui-même ordonné en grande pompe, en 1989, le Père abbé de la communauté, malgré les mises en garde de l'évêque d'Avignon, qui avait préféré ne pas se déplacer.

H. T.

Le Monde
EDITIONS
L'ISLAM DANS LE MONDE
Dossier présenté et établi par Paul Balta
VENTES EN LIBRAIRIE

Le Monde
ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Remettez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.
Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Remettez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-00
« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : le raba en place de votre abonnement sera déduit d'un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature obligatoire _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

صوتنا من الداخل

S A N S • V I S A

Jamaïque, le reggae cache-misère

En Europe, le reggae est à la mode ; à la Jamaïque, il aide tout un peuple à vivre. Dix ans après la mort du chanteur Bob Marley, cette île des Caraïbes trouve encore, à travers cette musique, les grands thèmes pour affirmer sa vocation de rebelle et tenter d'oublier la misère et la pauvreté, les deux grandes patronnes de toutes les violences.

mais Albion, elle, sut tirer profit de ces « Indes de l'Ouest », contrées bénies pour la canne à sucre et la banane. Aujourd'hui, alors que l'île est indépendante depuis le 6 août 1962, ce sont les touristes qui tombent sous le charme de ses plages.

Rien d'étonnant à ce que le son soit venu faire danser l'île. La Jamaïque, fin des années 60. La Jamaïque, peu farouche dès lors qu'il s'agit de s'abandonner aux plaisirs de la vie, s'est volontiers laissé porter par cette musique ronde et chaude qui lui ressemblait tant. Rebelle et docile. Douce et violente.

Car, à l'image du jazz, son cousin d'Amérique qui se cache au-delà de la barrière cubaine, le reggae n'est pas unique. Le réduire, comme le font trop souvent les détracteurs, à une banale mélodie exotique, n'aurait pas plus de sens que d'évoquer sa mère patrie pour ses seuls cocotiers nains. Le reggae est multiple. Avec Bob Marley, il était chant d'espoir ou de combat. Avec Gregory Isaacs, de combat. Avec Gregory Isaacs, infatigable crooner, il devient hymne à la femme. Avec d'autres, comme Sugar Minott, il est appelé à la danse ou cri de révolte. Les styles varient, au gré des modes ou des séjours en Angleterre ou aux États-Unis, principales terres d'exil des Jamaïcains dans le monde.

« Le reggae est mort », proclamait-on pourtant le 21 mai 1981, au moment d'enterrer Bob Marley, décédé, dix jours plus tôt, d'un cancer. De cette musique, il avait été l'apôtre le plus brillant. De cette île, il s'était fait le meilleur ambassadeur. Du tiers-monde, il était devenu le premier porte-parole. Orphelin, le reggae était-il donc condamné ? Non. Dix ans après la disparition du flamboyant métis, le reste de la planète s'est peut-être essayé à d'autres mélodies mais la Jamaïque, elle, raffole encore de son rythme sucré. Elle s'en délecte sans retenue, boulimique, excessive, insatiable.

Dans les quartiers populaires de Kingston, la capitale grisonnante qui abrite, tant bien que mal, un quart de la population de l'île (deux millions et demi d'habitants), ce festin tient de la joyeuse cacophonie, en particulier aux abords de la place Saint-William-Grant, confluent des principales artères de la ville. En son centre, quelques arbres. Des bancs accueillent les paresseux, le temps d'une sieste ou d'un joint de ganja, la marijuana locale. Mais, alentour, la grand-place, tournée vers la mer comme pour boudier le « nouveau Kingston » - le quartier des affaires et de l'air conditionné - prend des allures de cour des miracles sensuelle et repous-sante, jamaïcaine jusqu'à la caricature. Endroit torride où le bitume transpire sous l'immuable déluge de fin de journée. Station centrale des bus de banlieue et

terminus pour les voyageurs de province. Marché aux fruits, foire aux volailles et aux parfums de contrebande, sanctuaire du troc et du toc, de l'arnaque et du système D, l'esplanade accueille, des braves gens, des collégiennes coquettes et des gamins en grand-nille, des dealers et des grand-mères qui en ont vu d'autres. Et le reggae, surtout le reggae, toujours le reggae. Partout, les toitures de fortune tremblent au

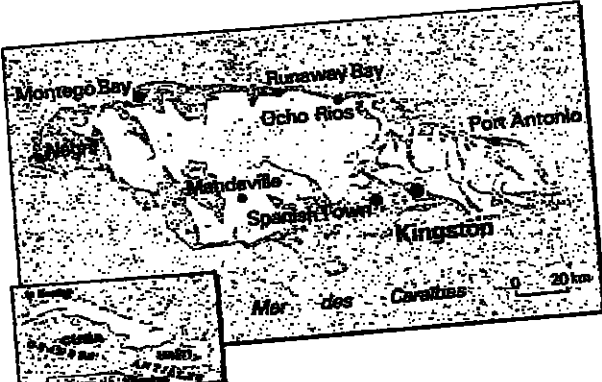
rythme du même *didibour* incessant. A croire qu'il n'est de bonne musique que celle offerte au plus grand nombre : d'énormes enceintes acoustiques sont plantées sur les trottoirs. Un vendeur de cassettes pirates diffuse ses productions sur une sono qui ferait vaciller l'Olympia. Un bistrotier ne propose que du soda et de la bière, mais, devant son comptoir, deux caisses miraculeuses, bricolées en haut-parleurs, résonnent des derniers tubes.

Sous les poutrelles rouillées du marché couvert, une fois franchi le barrage violemment nautique, bond des étals de viandes séchées, les transistors diffusent des émissions de RJR ou de JBC, des stations dont les animateurs sont aussi populaires que les chanteurs eux-mêmes. D'autoradio en magnétophones le reggae traverse les baraquements. Fait danser les enfants. S'immisce jusque dans les taudis de Trenchtown, le ghetto du centre-ville où Marley



CHUCK FERNANDEZ/CONTACT PRESS IMAGES

L'île se laisse volontiers porter par cette musique ronde et chaude qui lui ressemble tant. Rebelle et docile, douce et violente.



vécut avec sa mère, épouse malchanceuse d'un capitaine britannique trop voyageur. En ce lieu de bric et de broc, la musique joue un fascinant double jeu. Tout en rondeur et en volupté, elle adoucit parfois les traits de ce quartier hideux. Mais dès que le rythme s'alourdit, lorsque les paroles militantes prennent le pas sur l'exotisme cache-misère, elle révèle la réalité de Kingston : la pauvreté, la drogue, la violence.

Drôle de pays qui, à l'image de sa musique, navigue sans cesse entre guerre et paix. Dès 1816, l'écrivain anglais Matthew Gregory Lewis, propriétaire terrien favorable à l'émancipation des esclaves, esquissait un étonnant portrait de la nation à venir. Dans son *Journal de voyage à la Jamaïque* (1), il s'interrogeait longuement sur ces fils d'Afrique arrivés sur l'île à partir de 1513 et quinze fois plus nombreux que les Blancs en 1800 (300 000 contre 20 000). Il leur accordait toutes les qualités, appréciait leur sens de la fête mais s'inquiétait de leurs accès de brutalité.

Un peu moins de deux siècles plus tard, la moindre augmentation du prix du ticket d'autobus provoque des émeutes, et les *gunmen*, les truands suspects d'être à la solde des partis politiques (2), ont tué six cents personnes lors des seules élections législatives de 1980. Des artistes de reggae, trop populaires pour ne pas irriter, sont aussi tombés sous les balles de ces nerfs : le chanteur Peter Tosh, le poète Michael Smith ou le producteur King Tubby sont morts d'avoir choisi le mauvais camp. Marley lui-même fut agressé le 3 décembre 1976 et s'exila aux États-Unis. La situation est aujourd'hui beaucoup moins tendue mais les porte-fingues ont toujours le doigt sur la détente, et les organisateurs de concerts prennent soin d'insérer « Sécurité garantie » sur toutes leurs affiches.

Devent un magasin de disques, une boutique dont les murs s'effritent un peu plus à chaque nouveau roulement de batterie, deux rastas, crinière de dreadlocks (nattes tressées) et sandales de cuir, esquissent des pas de danse. Ils assurent faire partie d'un groupe. Un jour, c'est sûr, ils enregistreront un disque, comme le font chaque semaine des dizaines d'artistes sans le sou, exploités par les producteurs.

Puis ils iront donner de bonnes « vibrations » (maître mot en ce pays sensuel) à Londres ou à Paris.

de notre envoyé spécial
Philippe Broussard
Suite page 27

AU SOMMAIRE

- A Oxford, la tradition résiste au siècle... p. 28
- Le crocodile, ou la fortune d'un fétiche... p. 26
- Artichauts en leur saison... p. 31
- Escapes (p. 28) • Courrier (p. 32) Jeux (p. 30) • Table (p. 31)



THAÏLANDE. CET ÉTÉ PLUS QUE JAMAIS.

THAI EUROPE - 23, AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES 75008 PARIS - TÉL. : 44.20.70.15 - RÉSERVATIONS : TÉL. : 44.20.70.80.
THAI CÔTE D'AZUR - 6, AV. DE SUÈDE, PARK HÔTEL 06012 NICE - TÉL. : 95.16.27.77.

DEUX chimères vont être capturées cette année-là sur le terrain de chasse où maraudent les chefs d'entreprise à la recherche de symboles chocs et définitifs. Deux nouveaux pensionnaires rejoignent la ménagerie d'un bestiaire déjà très encombré, mais où l'on pouvait encore admettre quelques invités. L'un s'élance des États-Unis sous le crayon de Raymond Loewy, c'est le lévrier de la compagnie d'autocars Greyhound; l'autre pose ses épaules sur la terre battue d'un court de tennis fraîchement repassé, c'est le crocodile de la chemise Lacoste. 1933.

Tandis que le grand chien courant va emballer les voyages des fameux *scenic cruises*, et aider à faire découvrir l'Amérique aux Américains, l'autre créature commence à escalader les poitrails sportifs et met en place l'une des blagues commerciales les plus rigolotes du temps : le client-badger.

Il ne se souvient plus exactement, ni lui ni personne, pourquoi on l'avait surnommé le « crocodile », ce redoutable René Lacoste dont le jeu de fond de court en faisait l'un des hommes précieux de l'équipe nationale quand la France collectionnait les victoires en coupe Davis — six fois de suite de 1927 à 1932. Était-ce cette régularité, cette façon de surveiller sa proie et de la dévorer au moment voulu, ou bien une histoire racontée, par un journaliste américain, de valise en alligator, repérée la veille d'un tournoi, et qu'il aurait demandé à son manager de lui offrir en cas de victoire? Simple détail, mais il était devenu le « crocodile » chez les « Mousquetaires », et on le respectait comme tel.

Avant 1930, on jouait au tennis affublé de la « blanche » : pantalon et chemise de ville, immaculée

avant les gadjins, gracieuse et « classe », mais qui laissait le corps du sportif sportifiant sous un suaire glacé à l'issue de la rencontre. Pneumonie aidant, il n'y aurait bientôt plus de champions capables d'abriter cinq sets d'affilée, ni de vainqueurs en suffisante condition physique pour soulever le trophée. Lacoste se met en mêlée avec un fabricant de tissu à mailles — Gillier — et fait admettre aux instances internationales qu'on pouvait désormais taper dans la balle le biceps à l'air, le geste chauffé par du coton, l'esprit dégagé du carcan de l'apparence. Pour protéger cette chemise des temps modernes — tunique véritablement prémonitoire — il y plaque un crocodile, cela lui revenait de droit, et laisse l'engouement se développer.

TRÈS longtemps, la Lacoste va rester l'apanage d'un cercle d'amateurs radieux, tous frappés du sceau de la même caste, la convenable, celle qui sait ironiser avec les choses de la vie et trouver piquants ces symboles sans importance, mais qui fléchissent si bien le démarquage social. Le crocodile, comme le poisson des premiers chrétiens, servait de mot de passe, et peu importait que l'on en assurât la promotion, l'essentiel était de se reconnaître, de se distinguer — le snobisme s'apparente souvent à une violente contrariété d'esprit, où, voulant se démarquer de l'autre, on ne parvient à un mouvement d'ensemble, à une école,



qu'en se mettant à plusieurs pour prouver son originalité.

Pendant que ces jeux subtils se déroulaient, les verrous, eux, sautaient les uns après les autres. Le tiers état aurait bientôt le droit, et puis le devoir, de dépenser son énergie et son temps libre dans des exercices sportifs qu'il lui aurait été auparavant mal venu de pratiquer. Il lui faudrait une tenue, un équipement : il était en rayon. Mission-

naire, débordante d'aménité, la Lacoste reste cependant attentive à qui entre dans ses manches. Elle a rabattu beaucoup de sa morgue et s'est fait une raison de n'être plus portée que par du beau linge, mais reste sourcilieuse vis-à-vis de sa clientèle, même si quelquefois elle en perd un peu le contrôle.

L'acheteur d'origine — ou ses descendants — celui pour lequel elle a été créée, demeure son favori. Avec

lui, elle sait que le crocodile aura encore longtemps sa ration d'herbe de green, de levées de bridge et de montées au filet. Vient ensuite le sportif, le pur, celui qui souffre et souffre avec la besogne sur le cœur, mais à qui il ne viendrait pas l'idée de lui demander de descendre. Arrivée d'une race nouvelle de Lacostien : le désinvolte. C'est le plus dangereux pour la marque. Une sorte d'auditeur libre, de bénévole, non dépositaire de la mission impartie à chaque gardien du reptile brodé : montrer, sublimer et faire vendre. Par son attitude, il gomme et fait trépasser l'animal. L'écussonnage ne le concerne pas, ou plutôt il le prend pour une provocation sur laquelle il trouverait ennuyeux de s'attarder. C'est l'ennemi dans la place, encore minoritaire mais qui devrait finir par commettre des dégâts.

Tout ce petit monde rassemblé ne faisant pas un succès commercial, il fallait une clientèle un peu marginale pour donner du tonus au chiffre d'affaires. Alors, voilà que plonge de toutes parts une grosse population tenue trop longtemps en lisière des marigots où se tapissait la bête fantasque. Enfin lui appartenir, être mangé tout vif, croqué cru. Suaves délices crocodilesques. Le monstre ferme les yeux sur les écarts et le débraillé de ses troupes fraîches. Devenu populaire, la Lacoste restera-t-elle... Elle est moins d'accord avec l'attitude de ces semeurs d'embrouilles qui la

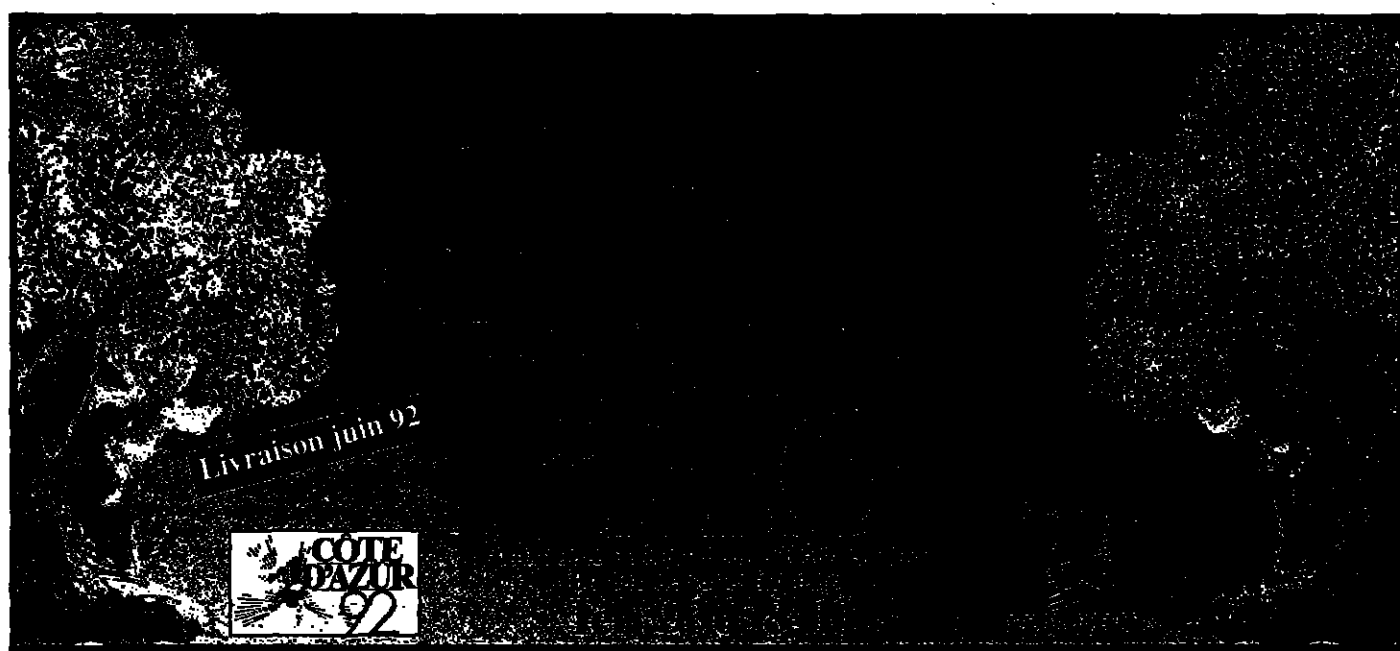
narguent en faisant savoir que le fin du fin c'est de porter du faux Lacoste, du fabriqué très clandestin, de la méchante et immédiatement repérable contrefaçon. Ça c'est condamnable, lui qui a déjà tellement de soucis avec les faussaires. Condamnable également le club de honteux qui s'arrachent les yeux le soir très tard, loin des regards réprobateurs, à essayer de retirer l'animal accroché ferme à son paletot. Où on va, là...

PEU de vêtements peuvent se flatter d'avoir réussi une telle transhumance et de rallier autant de suffrages. Comme l'aspirine, le moteur à quatre temps et l'eau de mélisse, cette chemise est en passe de devenir universelle. Un bienfait pour tous ceux qui sautent, qui montent, qui courent, qui pouscent, qui tapent. A porter à la ville comme à la campagne, à la mer comme à la montagne, à cheval, à vélo, à rien, par temps sec ou froid, au bureau, pas au bureau, en altitude, sous terre. Universel, le crocodile.

Sans être pessimiste, il faut s'attendre à le voir beaucoup se multiplier dans les années qui viennent. La façon qu'ont certains présentateurs de télévision de s'en embaïonner jusqu'aux yeux certains soirs de comptes rendus de Roland-Garros en dit long sur son pouvoir et fait mieux comprendre pourquoi il est représenté la gueule ouverte. Champion et chef de file de la grille à l'air libre, il nous prévient que nous sommes entrés dans une époque où l'on n'a déjà plus complètement le droit de sortir sans être accompagné par son sponsor, ou de s'en aller de par les routes, comme si de rien n'était, sans un marquage à la boutonnière.

Jean-Pierre Quénin

RÉSIDENCES DE LOISIR



(Publicité)

UNE NOUVELLE CONCEPTION DE L'IMMOBILIER A NICE

CAP FABRON: le succès!

Actuellement se signe la vente des derniers appartements de la première tranche de Cap Fabron. Une réalisation que les professionnels de l'immobilier et tous ceux qui s'y sont intéressés s'accordent à considérer comme l'une des plus belles et des plus réussies de Nice.

Une première phase qui a connu un rythme et un délai de commercialisation record! Un véritable succès, largement justifié par les qualités incontestables de cette résidence. Et tout particulièrement son exceptionnelle situation dans l'un des secteurs les plus recherchés de Nice, à Fabron.

Un emplacement permettant d'allier le prestige de l'environnement aux aspects pratiques

d'un quartier comportant tous les commerces et services et de la proximité du centre ville, grâce notamment à la nouvelle voie d'accès direct au boulevard Napoléon III, en cours de construction.

Un succès qui s'explique aussi par la conception générale de cette réalisation, signée PROGEREAL, un créateur immobilier d'expérience dans la région Provence-Côte d'Azur: esthétique de l'architecture, disposition et orientation des immeubles, équipement et aménagement des parties communes (piscines, espaces verts, etc.), variété et confort des appartements, privilégiant l'espace et les vastes terrasses, raffinement des prestations...

C'est donc sur cette réussite que s'ouvre maintenant, avec quelques mois d'avance sur les prévisions, la mise en vente de la dernière phase de Cap Fabron.

Une véritable cap sur la ville et la mer.

De très beaux appartements-terrasses, à partir de 2 pièces jusqu'à de vastes surfaces, ce qui est exceptionnel et très recherché à Nice. Par exemple un 4 pièces de 182 m² avec 61 m² de terrasse. Toujours avec les mêmes agréments du site, les mêmes qualités de prestations, mais sur la partie la plus privilégiée du terrain, celle située sur un promontoire, véritable cap sur la ville et la mer.

Pouvoir vivre dans l'un des plus beaux domaines de Nice, dominer toute la Baie des Anges, tout en bénéficiant d'un excellent rapport qualité/prix, (par exemple un 2 pièces de 50 m² avec terrasse à partir de 863 000 F ou un 3 pièces de 76,90 m² avec terrasse de 17 m² pour 1 240 000 F) voilà qui ne peut laisser indifférents les plus exigeants parmi ceux à la recherche aujourd'hui d'une résidence de grande qualité et d'un excellent investissement.

Cap Fabron. Certainement la valeur sûre de l'immobilier niçois de prestige en ce moment. A visiter.

Information sur place par le 94, boulevard Napoléon III, Nice, téléphone 93 71 84 83.

IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions :
45-55-91-82, p. 4324.

VILLAGES de VACANCES
JUILLET - AOÛT

CÔTE D'AZUR

ARRIÈRE-PAYS NIÇOIS
" AU DOMAINE DE L'OLIVIER " GILETTE

" LES MESSUGUES " A SAINT-RAPHAËL

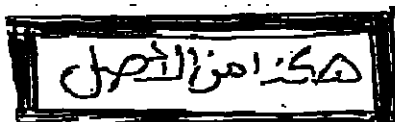
LES ALPES

" AUX ESSERTETS " A PRAZ-SUR-ARLY-MEGÈVE

Situation exceptionnelle, tarifs très étudiés, pension complète, animation tous les jours

Renseignements réservations adhésions

U.L.V.F. 16 77-56-66-09
B.P. 75 - 42703 FIRMINY



VOYAGE

Jamaïque, le reggae cache-misère

Suite de la page 25

En attendant, c'est une fois de plus la ganja qui les fait partir en voyage, le seul qu'ils aient jamais entrepris. Les rasta, ces superbes illuminés de la cause noire, fidèles de l'empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié et ennemis de « Babylone » (le pouvoir, la police, le « système »), ne sont plus, depuis longtemps, les dépositaires exclusifs du reggae à la Jamaïque. Ils en demeurent néanmoins d'ardents promoteurs.

D'un endroit à l'autre, Kingston vibre donc pour cette musique. Fuir vers la mer ? Peine perdue. Là-bas, à l'extrémité d'une langue de terre qui ceinture les eaux houleuses du port de Kingston, la cité de Port-Royal est une voie sans issue. La musique, toujours elle, rythme l'existence des habitants pris au piège. Avant d'être en partie détruite par un tremblement de terre en 1692, cette excoissance caillouteuse abritait toutes les canailles de la piraterie internationale. Les filles y étaient faciles et le rhum bon marché. La prude Albion tolérât ce lieu, qualifié de « pire endroit de la chrétienté ». Elle pardonnait tout, tant que les boucaniers maintenaient les navires français à distance. En échange, ils pouvaient dévorer les galions espagnols, retour du Nouveau Monde, les soutes gavées d'or et de pierres.

Les chances de salut sont à peine plus élevées au nord de la capitale. Sur les collines qui surplombent Kingston et partent à l'assaut des Montagnes bleues – ainsi nommées pour leur tendance à bleuir sous la brume –, les faubourgs résidentiels de Beverly Hills affichent leur dédain pour le Kingston des *rude boys* (mauvais garçons) chantés par Marley. Pourtant, ils ont fini, eux aussi, par entrer dans la danse, à pas feutrés. Certes, à bien écouter, le frofrou des jets d'eau l'empêche sur celui des dreadlocks en ces terres de jardinage à l'anglaise et de haute bourgeoisie. Le reggae reste l'affaire du peuple. Si l'on ris- que l'oreille, c'est avec prudence. Mais il se trouve toujours un livreur ou un chauffeur de taxi pour faire hurler son autoradio jus- que dans ce dédale d'artères goudronnées comme il faut.

Non, vraiment, si le reggae avait dû mourir avec Bob Marley, la Jamaïque se serait éteinte elle aussi. Or elle est bien vivante, cette île de reliefs et de verdure. Bien sûr, loin de Kingston, le long des côtes septentrionales, hôtels de luxe et parcours de golf s'alignent en rangs serrés. Certes, la monnaie n'est autre qu'une version locale du dollar, on boit du thé avec le bacon et les écoliers arborent des uniformes, comme à Eaton ou à Cambridge.

Mais l'ancienne colonie britannique ne manque jamais une occasion d'afficher son authenticité, d'évoquer ses héros : Samuel Sharpe, l'esclave qui mena la révolte des siens en 1831 ; Paul Bogle, un autre rebelle noir qui sévit, trente-quatre ans plus tard, à Morant-Bay (400 personnes furent pendues ou fusillées par les autorités de l'époque) ; Marcus Garvey, le militant noir qui montra la voie du rastaïsme au début du siècle ; et, bien sûr, le dernier en date, Bob Marley. Sa propriété de Kingston a été transformée en musée.

De telles figures confortent l'île dans la haute idée qu'elle a d'elle-même. Car la belle n'est guère commode. Elle a même un fichu caractère. A force de parler patois, de rester avares en politesses et généreux en arnaques, ses fils les plus farouches ont fini par obliger le gouvernement à placer des affiches telles que « Aidez le pays, respectez les touristes » ou encore « Le tourisme est notre business, protégez-le ».

Ils sont donc bien protégés, ces Nord-Américains et ces Britanniques qui sont venus à plus d'un million deux cent trente mille au cours de la seule année 1990. Sur près de 300 kilomètres, entre Port Antonio, à l'est, et Negril, à l'ouest, une demi-douzaine de stations balnéaires leur assurent soleil et sécurité. Pour peu qu'ils payent en dollars – ceux de Wall Street –, on les gratifiera même de musiciens, le soir, à l'heure du cocktail. À écouter ce reggae sur commande on comprendra vite que la vraie Jamaïque a dû s'égarer en route, quelque part entre les bidonvilles

de Kingston et les palais de Montego-Bay, la capitale touristique du Nord.

Oui, assurément, la « plus belle île » de Christophe Colomb est tout autre. C'est d'abord une montagne superbe et farouche. Ses routes cahoteuses, qui serpentent dans la forêt tropicale, rouissent parfois sous la poussière de bauxite, principale source de revenus du pays. Mais c'est aussi une fille de mer. Dans les villages de pêcheurs de la côte sud-est, le long de la « route du Sud » que les colons négligeaient et que les touristes fréquentent rarement, les maisonnettes de planches se maillent de bleu ou de jaune mais résistent mal à l'assaut conjugué des embruns et de la solitude. Elles mènent le vain combat de l'élégance contre les vastes demeures des nantis de l'arrière-pays, hautaines avec leurs terrasses Louisiane et leurs rideaux de dentelle blanche.

A travers ces deux Jamaïque-là, dont les noms fleurissent parfois l'Espagne (Savanna-la-Mar, Santa Cruz, Rio-Bueno) mais plus souvent l'Angleterre (Leeds, Cambridge, Newcastle), le reggae est toujours le meilleur guide. De village en village, il mène jusqu'à Nine-Miles, le hameau natal de Bob Marley, dans le centre de l'île. De son mausolée, accroché à flanc de colline, s'échappent en permanence ses mélodies les plus célèbres. Plus haut, dans la montagne de Cockpit County, le reggae est encore omniprésent au village d'Accompong, patrie des Maroons, les esclaves qui se révoltèrent au dix-huitième siècle contre les Anglais avant d'obtenir leur droit à la liberté. Là aussi, le reggae est de toutes les fêtes, de toutes les veillées.



ALEX WEBER/AGF/AL

Un soir, près de Negril, sorte de Katmandou des Caraïbes, où l'on vient du monde entier fumer de la ganja sur le sable tiède, un jeune rasta nous avait invité à venir chez lui, dans l'arrière-pays, afin de « comprendre la Jamaïque ». Tony, alias Jah Brown, avait même ajouté un euphorique « yeah, man », le « ouais, mec » qui ponctue ici toutes les phrases.

Il avait l'herbe trop gale pour ne pas être bon bougre. Ses dreadlocks de rebelle et son bagou de camelot inspiraient confiance. Il avait connu le Kingston des pauvres et n'appréciait guère le Negril des riches, paradis trop superficiel, racketté par ceux qu'il appelait les « rastas de plage », vendeurs de drogue ou de T-shirts. Aux excès des deux capitales, celle de la misère et celle des délices enfumées, il préférait son îlot de verdure, blotti entre deux collines, dans le village de Sheffield.

Il avait baptisé sa maison *Jungle*. Elle cachait sa modeste façade et son toit de tôles entre palmiers et cocotiers, dans un luxuriant

bouquet de bambous et d'orchidées. Le cyclone Gilbert lui-même, qui avait pourtant ravagé une bonne partie de l'île en septembre 1988 (23 morts), n'avait pas eu raison du lieu. Jah Brown, persuadé qu'il vaut toujours mieux être pauvre à la campagne qu'à la ville, y menait la plus douce des existences. Cuisinier de talent, il préparait des plats végétariens à base de riz, de poisson séché et d'épices. « La nature m'offre l'eau, les fruits, et même l'herbe. Que demander de plus ? » Du reggae, sans doute.

Ce soir-là, de l'autre côté de la colline, le cœur de la Jamaïque battait justement à tout rompre. Entre quatre façades de bambou, sur la pelouse déprimée d'une « salle des fêtes » de plein air, des haut-parleurs s'entassaient par groupes d'une demi-douzaine sur une hauteur de 4 mètres. Cette nuit serait celle du reggae ou ne serait pas. De tous les villages affluaient des centaines de jeunes. Certains avaient parcouru plusieurs kilomètres à pied ou à bicyclette, à travers cette campagne qui paraît condamnée à

empester la canne à sucre. La musique était perceptible de loin. Les *sound-systems*, sortes de discothèques ambulantes, sont à la Jamaïque ce que les bals musette sont aux campagnes françaises : un lieu de rendez-vous, de danse et de flirt. Le reggae y est servi à haute dose, surtout lorsque plusieurs disc-jockeys sont en présence. Ils s'affrontent alors, micro en main, cherchant toujours à diffuser les disques les plus rares pour s'assurer les faveurs d'un public exigeant. Le Jamaïcain, s'il se montre souvent dédaigneux à l'égard de l'étranger, semble obsédé par le besoin d'épater son voisin, d'avoir la plus grosse moto, la plus jolie femme ou le meilleur reggae. Pays de l'esbroufe sincère et du bluff convaincu, des conversations enflammées et des discussions sans fin.

Nés dans les années 60, les *sound-systems* n'ont cessé de se multiplier. Les disc-jockeys ont fini par utiliser la face B du disque (version musicale ou *dub*) pour improviser des discours sur la vie

quotidienne et donner naissance à un nouveau style de reggae. Le rap, qui sévit actuellement dans le monde entier, n'a pas été chercher ailleurs son inspiration. Comme les rappers, des Jamaïcains se font chroniqueurs du petit peuple. Ils ont pour noms Tony Rebel, Tiger ou bien encore Ninja Man et racontent tout, sans censure ni pudeur. L'essentiel n'est pas de les prendre au mot. Ils sont roublards, vantards et donneurs de leçons. Écouter leurs litanies sur les violences des *gunmen*, les dangers des drogues dures ou la misère du ghetto permet néanmoins de prendre la juste température du pays.

A Sheffield, ce soir-là, la Jamaïque se livrait à l'état brut. La foule riait, dansait, chantait, enivrée par l'herbe internationale que célébra le groupe Culture. La renommée de cette marijuana, introduite sur l'île vers 1845 par des travailleurs indiens, a franchi depuis longtemps les faubourgs de Kingston. Elle constitue même une source de revenus essentielle pour l'île. La culture dans son jardin, entre fraises et tomates, est illégale mais n'a rien d'exceptionnel. De nombreuses pistes privées permettent d'ailleurs à de petits avions venus des États-Unis de prendre livraison de la « marchandise ». Et il est de notoriété publique que bien des propriétés de Kingston ou de Montego-Bay appartiennent à des paysans reconvertis dans ce genre de culture.

Le reggae fit danser Sheffield jusqu'à l'aube. Dans les villages alentour, comme chaque soir, les jeunes restent longtemps éveillés autour d'électrophones poussié- rieux. Des heures passées à fumer de la ganja, à s'inventer des lendemains riches et glorieux, là-bas, à Kingston. Une nouvelle nuit pour se convaincre que regarder passer la vie ne sert décidément à rien. Mieux vaut l'écouter.

de notre envoyé spécial
Philippe Broussard

Guide

• **LIVRES.** – Les ouvrages en français sur la Jamaïque sont rares. Quelques pages lui sont consacrées dans certains guides des îles de la région. Un petit guide de voyage Berlitz en dresse un portrait plutôt complet. Pour préparer un voyage, mieux vaut s'adresser à l'Office du tourisme jamaïcain, à Londres (Jamaica Tourist Board, 111, Gloucester Place, London, W1H 3PH, Royaume-Uni, tél. : 19-44-71-224-05-05) qui envoie gratuitement une importante documentation.

• **VOYAGE.** – En dehors des voyages organisés et des compagnies de charter, le plus sûr moyen pour rallier l'île est encore de partir de Londres (aéroport de Gatwick) par la British Airways. La compagnie britannique assure deux vols hebdomadaires vers Kingston et deux autres vers Montego-Bay (réservations au 47-78-14-44).

• **SÉJOUR.** – L'infrastructure hôtelière de l'île est de bonne qualité. Sur la côte septentrionale, les villages de vacances et les hôtels se succèdent le long de plages généralement très propres, les plus belles étant celles de Negril. Les tarifs sont assez élevés, car établis en fonction de la clientèle nord-américaine. Il faut compter un minimum de 400 francs par nuit et par personne, petit déjeuner non compris. A Montego-Bay, on prendra garde de ne pas choisir un hôtel trop proche de l'aéroport. Les avions s'y succèdent au rythme de rames de métro.

Tous les hôtels disposent de restaurants, mais l'originalité n'est pas toujours garantie. Mieux vaut fréquenter les petits établissements pour goûter la spécialité nationale, le *jerk pork* (porc fumé servi avec une sauce acidulée), ou des fruits tels que les mangues ou les papayes. Le vin blanc local se laisse boire, de même que la bière Red Stripe, servie glacée. Les cocktails à base de rhum ou de Tia Maria (liqueur au goût de café) sont souvent savoureux.

Si Kingston ne présente qu'un intérêt très limité, l'intérieur des terres, en revanche,

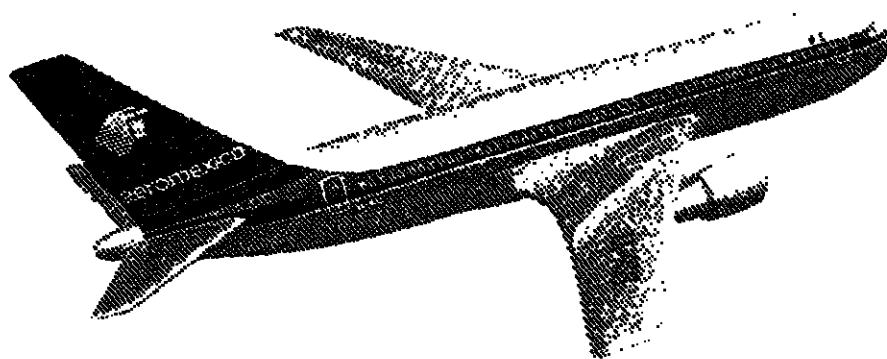
mérite le détour, en voiture ou moto pour peu que l'on ait le goût du risque (les petites routes sont en mauvais état) et de la conduite à gauche. Loin des côtes, les hôtels sont rares mais la population des villages est souvent plus accueillante que celle des villes.

• **MUSIQUE.** – Pour ce qui est du reggae, des orchestres pour touristes officient dans la plupart des hôtels mais, pour aller à la découverte de la vraie Jamaïque du reggae, mieux vaut essayer d'assister – accompagné par des Jamaïcains, surtout à Kingston – à des *sound-systems*, sortes de discothèques ambulantes. Quant aux magasins de disques, ils sont légion dans les quartiers populaires. Il faut compter 8 francs pour un 45-tour, 30 francs pour un album. Les disques laser n'existent pratiquement pas. Dans tous les magasins, il est de coutume d'écouter le disque avant l'achat. A Kingston, la plupart des magasins sont situés dans le centre-ville (Half-Way Tree, North Parade). Les artistes les plus populaires sont Franky Paul, Gregory Isaacs, Sanchez, Tiger, Ninja Man et Barrington Levy. Les multiples productions de Bob Marley sont encore disponibles.

• **A PARIS.** – Même si la capitale européenne du reggae reste Londres, Paris n'est pas inactif. Les disques des meilleurs artistes sont, pour le plupart, édités en France par Blue Moon Production (Gregory Isaacs, Culture, Burning Spear...) et bien distribués dans tout le pays. Un magasin du même nom, Blue Moon (7, rue Pierre-Sarrasin, Paris 6) regorge de disques en provenance de la Jamaïque, d'Angleterre ou des États-Unis et centralise toutes les informations (émissions de radio, concerts). Des disc-jockeys français comme Super John ou Tonton David produisent un reggae de bonne qualité. Des *sound-systems* parisiens tels que King Dragon disposent d'impressionnantes collections de disques introuvables hors de la Jamaïque. •

Grande première mondiale :

PARIS-MEXICO SANS ESCALE !



A partir du 1^{er} juin prochain, Aeromexico propose 2 vols sans escale de Paris à Mexico et retour. Les 6 vols hebdomadaires de la Compagnie proposent aussi toutes les possibilités de desserte en vols « sans escale » et en vol directs, au départ de Paris : Madrid, Miami, Cancun et Mexico. Au retour, le vol sans escale Cancun-Paris ne manquera pas de séduire tous ceux qui veulent achever leurs vacances au Yucatan.

PARIS-MEXICO
Départ de Paris : Jeudi et samedi à 19 h
Arrivée à Mexico les mêmes jours à 23 h locale
MEXICO-PARIS
Départ de Mexico le dimanche à 18 h 30 locale
Arrivée à Paris le lundi à 13 h 50
CANCUN-PARIS
Départ de Cancun samedi à 15 h locale
Arrivée à Paris le dimanche à 8 h 40
* Aéroport de Paris Orly Sud

aeromexico
12, rue Auber 75009 Paris - Réservation : Tél. (1) 47.42.40.50
Information : n° vert (161) 05.42.30.91 ou consultez votre agent de voyage

ESCALES EN EUROPE

Iles
hellènes

Si les Grecs ont inventé les Jeux olympiques et la démocratie, la Grèce, pays de la mer, a inventé les îles. Un archipel d'îles, de ports, de villages, de tavernes, de vin rouge, de villages perchés, de maisons blanches à la chaux, d'églises, de moulins à vent, de petits ânes gris, d'oliviers, et tout autour le bleu de la mer et du ciel bleu. Les voyageurs s'y bécotaient en s'efforçant toutefois d'y dénicher la perle inédite. Comme Jumbo (agences de voyages) qui propose deux nouvelles îles dans les Cyclades, Folégandros (avec une superbe forteresse médiévale) et Sikinos (encore ignorée des voyageurs), à combiner avec les dix-huit autres îles qu'il programme. Exemple : trois îles (avec Santorin) en quinze jours, de 4 900 F à 6 000 F avec l'avion, le bateau, l'hôtel et les petits déjeuners. Ou comme Air Sud (tél. : 43-37-85-90 et agences) qui offre trente îles à la carte, dont Folégandros et Amorgos (l'île du Grand Bleu), avec logement chez l'habitant à Paros (à partir de 890 F la semaine) et location (à partir de 1 260 F la semaine) de maisons troglodytiques à Santorin ; ainsi qu'une brochure spéciale contenant plus de deux cent cinquante maisons et appartements à louer. Mentionnons enfin les brochures d'Alfoun Holidays (dans les agences Forum Voyages), qui propose de nombreux combinés inter-îles et des prestations de qualité, d'Uniclaim (séjours à Mykonos et à Paros) et de Jet Tours qui mise sur cet été sur deux îles-clubs situés sur le continent, avec des forfaits de huit jours, de 3 800 à 6 300 F en pension complète, de Paris.

Autriche
francophile

Voilà six ans que l'association Autriche-Pro France (47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 42-66-19-63) s'est donné pour objectif d'éliminer, pour les visiteurs en provenance de l'Hexagone, la barrière de la langue. Le principe est simple : dans les cent quarante-huit hôtels francophiles qui, répartis dans toute l'Autriche, arborent aujourd'hui l'enseigne de l'association (un petit coq bleu, blanc, rouge), l'accueil, les réservations et l'information se font en français. Le guide, qui, pour l'été 91 et l'hiver 91/92, les recense minutieusement, vient de sortir. Il bénéficie de plusieurs améliorations, notamment d'une meilleure présentation des établissements spécialisés dans l'accueil des enfants ou la remise en forme et des prix pratiqués en fonction des saisons. Sans oublier une sélection de fêtes et de manifestations culturelles. Pour tous renseignements, on peut s'adresser au siège de l'association, les réservations pouvant être faites directement à l'hôtel de son choix (par téléphone ou par écrit) ou, depuis le 15 mai, auprès d'une nouvelle centrale de réservation, Autriche Plus/Der Voyages, installée à la même adresse (tél. : 42-66-13-09) et qui peut également effectuer des réservations pour les



« Suite grecque », de Constantine Manos/Magnum

spectacles (opéra, théâtre, etc.) à l'affiche à Vienne. Outre le nouveau guide de l'association, Autriche-Pro France diffuse gratuitement une brochure sur le golf ainsi qu'un catalogue sur les vacances à la ferme au Tyrol. Signalons enfin les multiples formules proposées par la brochure « Vacances autrichiennes » de Jet Tours (dans les agences de voyages, les agences Air France et au 49-24-94-11), notamment un circuit de dix jours (de 6 370 F à 6 750 F en demi-pension) permettant de découvrir en vélo la vallée du Danube.

Un cottage
outre-Manche

Ils s'appellent Bretagne, Duchesse-Anne, Reine-Mathilde, Quiberon, Trégastel et l'Armorique. Ils sillonnent l'Atlantique, avec une nette préférence pour les îles britanniques. Leur royaume, c'est la Manche. Modeste bras de mer, certes, mais dont Brittany Ferries, compagnie maritime française, a confié la traversée à des navires d'un confort exceptionnel. On embarque, au choix, à Roscoff, Cherbourg, Saint-Malo ou Caen, pour accéder, via Cork, Plymouth, Poole ou Portsmouth, à l'Irlande, la Cornouaille, le Devon ou la Riviera anglaise. Au volant de votre voiture, libre à vous de pousser plus loin la découverte en mettant le cap sur les Cotswolds, le pays de Galles, la région des lacs, voire l'Ecosse. Autant de régions que Brittany Ferries, également voyageuse, propose de parcourir au fil de quatre circuits-hôtels ou, mieux encore, en privilégiant deux formules d'hébergement idéales pour goûter réellement l'art de vivre britannique. D'une part les Bed & Breakfast, cette institution anglaise. D'autre part, le cottage, quintessence du « sweet home », avec ses indispensables

compléments, la campagne, le village et le pub. C'est la nouveauté 1991 avec, dans la brochure, un encart spécial présentant une sélection de cent vingt-cinq cottages situés en Angleterre, au pays de Galles et en Ecosse, et choisis pour leur charme, leur caractère et leur confort. Comptez entre 1 500 et 2 500 F par personne (sur la base de 2 personnes), entre 900 et 1 500 F (base 4 personnes) pour une semaine, prix comprenant les traversées maritimes A/R de la voiture et des passagers, le chauffage, l'eau et l'électricité, l'assistance Elvia (maladie, accident, panne) et la garantie annulation. Renseignements dans les agences de voyages, par Minitel 3615 Ferryplus et par téléphone au 96-80-28-28 (Roscoff), 31-96-80-80 (Caen) et 42-86-03-03 (Paris). Envoi de la brochure sur demande au 98-29-28-30.

Anniversaire
suisse

A l'occasion du 700^e anniversaire de la Confédération helvétique, les fêtes du lac de Lugano revêtiront cette année une ampleur particulière. Après la mise en bouche du mois de mai, juin accueillera les premiers plats de résistance avec, notamment, une rencontre internationale de voitures d'époques, le 1^{er} juin, et la Fête fédérale de la musique, qui verra, les 22 et 23 puis 29 et 30 juin, plus de quatre cents ensembles musicaux noyer la ville sous un déluge de notes. Bonne préparation au célèbre Festival Jazz Lugano, consacré au jazz moderne et rendez-vous des plus grands noms de la scène internationale, avec du 3 au 5 juillet, trois soirées de concerts gratuits en plein air. En attendant

Sélection établie par
Patrick Francès
et Danielle Tramard

le Lugano Blues to Bop Festival, qui, du 30 août au 1^{er} septembre, célébrera, lui, le jazz traditionnel. Entre-temps, les sept cents ans de la Suisse auront connu leur apogée le 1^{er} août avec le grand feu d'artifice célébrant la Fête nationale helvétique. Quelques jours plus tard, se tiendra la sixième rencontre européenne des fifres et tambours américains et, du 16 au 18 août, Swiss Folk 91 réunira sur les places de la ville des groupes de musique populaire en provenance des quatre régions linguistiques du pays. Des forfaits hebdomadaires proposeront tout l'été un « Lugano sur mesure ». Dépliant disponible à l'Office du tourisme suisse, 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris (Minitel : 3615 Suisse). A signaler, à cette occasion, la sortie d'un nouveau Guide bleu de la Suisse (Hachette, 239 F), ouvrage précieux pour ceux qui souhaitent en savoir un peu plus sur un pays finalement assez mal connu du public. Une introduction substantielle dresse un tableau complet de la Suisse de 1991 mais permet surtout de comprendre comment s'est formée une confédération regroupant des populations que tout (langues, religions), à l'origine, sépare.

L'Allemagne
à l'affiche

Si Paris valait bien une messe, l'Allemagne, réunifiée, vaut certainement un voyage, voire plusieurs. La scène s'étend désormais des rives du Danube aux plages de la Baltique et des jardins de Munich aux terrasses de Berlin, et la compagnie aérienne nationale Lufthansa (Service Tourisme, 21-23, rue Royale, 75008 Paris, tél. : 42-65-19-19) diffuse pour la première fois une brochure entièrement consacrée aux vacances outre-Rhin. Une démarche fondée sur ses propres vols au départ de Paris, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nice et Toulouse (avec des forfaits avion + auto dans onze villes allemandes), et à laquelle sont associés plusieurs voyageurs spécialistes de cette destination : Austro Paul, le Tourisme français, la Compagnie générale de croisières et KD.

Trois formules de vacances sont proposées. D'abord des week-ends individuels ou en petits groupes, à Hambourg et dans les villes hanséatiques voisines, à Munich (avec sa Pinacothèque et ses tavernes), à Berlin (et Potsdam), ville également à la « une » du numéro de mars du Bulletin de l'Office allemand du tourisme. Ensuite, des croisières, de deux jours à sept nuits, au fil du Rhin, de la Moselle, du Danube et de l'Elbe pour découvrir, outre l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Enfin, des voyages à thème sur les pas de Mozart (de Munich à Salzbourg), de Louis II de Bavière (dans les Alpes bavaroises) et à bord du Venise Simplon-Orient-Express. Renseignements dans les agences Lufthansa et les agences de voyages.

Oxford
façon
Oxford

Au-delà des traditions et de la patine du temps, il y a la morale. Et la morale de l'Histoire. Oxford sait que moins les choses bougent, plus elles ont de raisons de servir de credo. Quels ont été les grands changements admis par l'illustre université médiévale au cours des cinquante dernières années ? Entretien avec Françoise du Sorbier, professeur de littérature anglaise à l'université Paris-VIII, qui vient de diriger aux éditions Autrement un ouvrage consacré à l'illustre endroit.

« A quel moment Oxford
entre-t-elle dans le siècle ? »

— Dans les années vingt. Depuis le Moyen Âge, elle était restée à la fois une ville marchée et une ville universitaire. Un premier ébranlement est causé par la guerre de 14, mais le bouleversement essentiel, qui amène la création d'une troisième Oxford, est causé par l'ouverture de l'usine d'automobiles MG (Morris Garage). Jusque-là, même lorsque l'on construisait de nouveaux collèges dans le style néogothique, il y avait une harmonie, Oxford restait « la cité des clochers réveurs ». A partir du moment où la « motopolis », comme l'appellent ses détracteurs, se développe, le faubourg de Cowley, où sont produites les Morris, devient une verrue si énorme que l'on est allé jusqu'à désigner Oxford comme « le Quartier latin de Cowley ».

— Et aujourd'hui ?
— L'automobile est maintenant aux mains des Japonais, et les vieux Oxfordiens ont le sentiment d'avoir été floués. Ils ont vu leur ville, hors zone universitaire, défigurée par l'industrie, on a créé des parkings dans des sites protégés. Ils

ont l'impression d'avoir vendu leur âme pour trente ans de bénéfices. Ils voient Oxford ressembler à n'importe quelle cité britannique, avec les mêmes chaînes de bouchers et de poissonniers sur la place. Les habitants de la vieille ville craignent que les fumées des voitures n'abîment la pierre, et ils n'avaient pas tort. Par bonheur c'est une cité, où, comme au Mont-Saint-Michel, des tailleurs de pierre travaillent en permanence depuis le Moyen Âge. Dès qu'une pierre est en mauvais état, ils la changent, ils réparent au fur et à mesure les sculptures ou les gargouilles abîmées et n'attendent pas que les choses soient complètement dégradées pour les restaurer. C'est à ce prix qu'Oxford peut rester dans un état si éblouissant et donner l'impression d'une ville-musée, mais d'une ville-musée qui vit.

— Y a-t-il eu beaucoup de constructions depuis la dernière guerre ?

— Les collèges modernes comme St. Anthony se trouvent essentiellement dans l'ancien secteur des collèges de filles. Leur architecture de pierre blonde et de verre est banale, carrée, afin de se fondre le plus possible dans le paysage. Seuls les champignons d'acier des sciences paraissent relativement agressifs dans le décor.

— Peut-on parler de constante monastique ?

— Cette constante existe. L'université a été fondée par des clercs venus notamment de la Sorbonne et développée par des hommes d'Eglise. Mais à côté des hommes d'Eglise ou de science sont arrivés des jeunes gens de bonne famille venus faire leurs humanités, comme les jeunes filles riches d'aujourd'hui peuvent prendre pension en Suisse. En fait, les aristocrates n'avaient aucun besoin de faire des études, il était là pour acquiescer un vernis de culture. Il y a donc eu deux traditions imbriquées, celle des gens qui étudiaient, perpétuant une tradition de recherche, et celle des fils de l'aristocratie, qui venaient là un peu comme dans un club et n'étudiaient que marginalement, car il n'y avait pas la tradition du diplôme. On avait fréquenté Oxford, point à la ligne. Les diplômés étaient importants pour ceux qui restaient à l'intérieur du système et devenaient professeurs ou chercheurs.

**LE BRÉSIL
A PRIX CHARTER**

AVEC

EL CONDOR

4990 F Fortaleza le vol A/R
5350 F Rio de Janeiro le vol A/R
Chaque semaine à partir du 2 juillet
Vol Spécial AIRBUS A310-300
MULHOUSE - PARIS - FORTALEZA - RIO

EL CONDOR : 28, rue Delambre
75014 Paris Tél : 43 20 90 46
Et toutes agences de voyages.

**AVEC VOTRE VOITURE
EN NORVEGE**

FJORDS, L'OFOTEN, CAP NORD, SOLEIL DE MINUIT...

Les routes
directes
au départ
de l'Allemagne
ou du Danemark
à bord de superbes
CAR-FERRIES
luxueux
et confortables.

Color Line

Demandez la brochure COLOR LINE à votre Agent de Voyages ou à
l'Agent Général : SCANDITOURS, 36, rue Tronchet, 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65

Irlande
Séjournez-vous du droit chemin

de Green en Green
de Cottages en Châteaux
au Rythme de l'Homme Tranquille

• Séjours ou Circuits Golf
• Bateaux sur le Shannon
• Locations de Roulettes
• Chasse et Pêche
• Tourisme en Liberté

l'Irlande a tant à vous offrir
Choisissez le spécialiste
des voyages Galtiques

Voyages Gallia
12, rue Aubert, 75008 Paris
Tél. (1) 42.66.48.71 / (1) 42.66.07.24

**English in
England**
adolescents
et adultes
prospects
sur demande

cours spéciaux
pour dirigeants et
cadres d'entreprise

House of English
14, rue J.-J. Rousseau
30390 Aramon
Tél. (66) 570966

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
**RADIO
Le Monde TÉLÉVISION**

صلى الله عليه وسلم

صحنات الاصل

SANS VISA
PARCOURS

Oxford façon Oxford



» Du dix-septième au dix-neuvième siècle, les affaires de mœurs ont été nombreuses, car les jeunes gens qui venaient faire leurs humanités ne passaient pas toujours beaucoup de temps à leurs chères études. John Cleland, l'auteur du fameux *Fanny Hill*, a écrit un deuxième roman, dans la même veine, situé à Oxford : *Memoirs of an Oxford Scholar*. Son héros s'y initie à des choses qui n'ont rien à voir avec la philologie ou les mathématiques. Cela est resté vrai aussi bien à Oxford qu'à Cambridge.

— Comment ce double fonctionnement s'inscrit-il dans l'espace de l'université et de la cité ?

— Ville et collèges sont entremêlés géographiquement et séparés dans leur vie. Thomas Hardy avait bien perçu la dualité du lieu : dans *Jude l'obscur*, il appelle Christminster la partie ville et marché. On décourageait vivement et fermement le mélange entre les gens des collèges et ceux de la ville. Il y a une double antarcie. Les gens de la ville n'ont pas le même accent que ceux de l'université, et en Angleterre, l'appartenance à une communauté se reconnaît à l'accent. Même une oreille française un peu exercée reconnaît rapidement la différence entre les deux. Le débit, le rythme, la déformation des voyelles, le rire sont différents. Différents aussi de ceux de Cambridge.

» Les pubs qui parsèment à la fois la ville et les collèges (qui sont propriétaires de certains) étaient des lieux de rencontre, mais des lieux de rencontre interdits, que les

étudiants n'avaient pas le droit de fréquenter. A 21 heures, ils devaient avoir réintégré l'*alma mater*. Ils y ont le vivre et le couvert. A l'inverse des universités françaises, ce sont des foyers luxueux, avec des domestiques qui font les lits, transmettent les messages, s'occupent du linge. On y dortote les pensionnaires d'une façon dont les étudiants français n'ont aucune idée. Ce sont de véritables hôtels. Il y a la Bodleian, une fabuleuse bibliothèque, aussi belle que riche, plus les bibliothèques de collèges. Chaque établissement a ses *common rooms*, des salons aux fauteuils profonds, avec journaux et café, qui n'ont rien à voir avec nos pauvres cafétérias.

» La grande cloche de Christchurch sonne toujours, mais les règles ne sont plus aussi strictes. Les étudiants sortent le soir, même s'ils n'ont théoriquement pas le droit de décoller. Et puis les collèges sont mixtes maintenant, et même les bastions du conservatisme monastique comme All Souls sont accessibles aux femmes. Et les collèges de femmes ouverts aux hommes. Attention, tout cela est très récent : le mouvement date des années 70 et même 80, si bien que quand un étudiant dit qu'il est à Saint-Hildas ou Sainte-Anne (d'anciens collèges de filles), le vieux fond machiste se crispe ou ironise.

— Comment s'est passée l'entrée des femmes à l'université ?

— Elle s'est faite sans bruit. Dans un premier temps, on a ouvert des foyers de jeunes filles et négocié

avec les autorités de l'université pour qu'elles puissent assister à certains cours avec leurs chaperons. Il était hors de question que les femmes aient des diplômes. Elles avaient le droit de se cultiver, celui de dire qu'elles fréquentaient l'université d'Oxford, mais l'accès au diplôme ne s'est fait que vers 1920. Pour aller prendre le thé dans un collège de garçons, il fallait payer un chaperon, donc, plus la famille était riche, plus la jeune fille pouvait être libre. Celle qui n'avait pas de quoi se payer un chaperon menait une vie pratiquement conventuelle. Ce vieux fond de ségrégation des sexes n'est pas si désuet : lorsque j'ai fait ma thèse à Oxford, je n'ai trouvé asile que dans des couvents de femmes.

» La possibilité d'obtenir des diplômes s'est ouverte à la suite d'un subterfuge, lorsqu'une jeune femme particulièrement brillante est arrivée première après avoir postulé à plusieurs collèges. Elle n'avait donné que ses initiales (A. C. Rogers) aux examinateurs, et peut-être s'était-elle même déguisée en homme. Cela a fait un peu bouger l'édifice, puis l'intervention d'un vice-chancelier a conduit l'université à voter vers 1920 le droit d'accès des femmes au diplôme. L'évolution a été très lente. Il y a vingt ans encore, dans les pubs, il y avait des salles où les femmes ne devaient pas aller. On ne vous sortait pas *manu militari*, mais on ne vous servait pas, vous étiez transparente. Théoriquement tout est ouvert aux femmes aujourd'hui,

mais si vous vous installez seule au King's Arms, on vous ignorera. Parlez alors de ségrégation et tout le monde lèvera les bras au ciel : « Mais pas du tout ! ».

— Comment s'est fait l'accueil des réfugiés d'Europe centrale dans les années 30 ?

— Cela aussi s'est fait à bas bruit. Tel professeur qui connaissait un éminent collègue allemand ou israélien l'invitait personnellement. Rien n'a été concerté, il y a une curiosité intellectuelle immense dans cette ville fermée. C'est une chose de lire des livres, de réfléchir sur la pensée de tel ou tel et une autre de les avoir là en chair et en os. Or ces réfugiés étaient des témoins, et ce qu'ils racontaient de la montée du nazisme plaçait le sang des Anglais les plus antisémites. Ils ont amené à la fin des années 30 une prise de conscience de ce qui se passait en Europe. Sur le continent, il y avait des écoles de pensée et des manières d'enseigner différentes — c'était vrai de la Russie comme de l'Allemagne. Alors, dans les domaines de la philosophie, des idées et des sciences, il y a eu une fertilisation d'Oxford par l'apport des réfugiés russes et allemands. De nombreux émigrés sont venus travailler à l'Oxford University Press, qui est une énorme maison d'édition, d'autres ont simplement rebondi à Oxford avant d'aller aux Etats-Unis.

Lire la suite page 32

Valais

Sur la Pointe...

...des pieds, respectueusement à la découverte de la nature
...d'une cime à la recherche d'air pur et de panorama époustouffant.
A la pointe
...du progrès qui va à grands pas vers l'animation
...du couteau qui effleure le fromage à raclette
...de la fourchette qui trempe le pain dans la fondue.

Le Valais de la gastronomie : l'essayer, c'est l'adopter !

LES 4 VALLEES
10. Nendaz (041 27 88 14 44)
11. Verbier (041 26 31 62 22)
12. Veysonnaz (041 27 27 10 53)

LES PORTES DU SOLEIL
13. Champéry-Planchaux (041 25 70 11 41)
14. Morgins (041 25 77 23 61)
15. Val d'Iliez-Les Crosets-Champorain (041 25 77 20 77)
16. Torgon (041 25 81 29 42-81 31 31)

LES 4 VALLEES
10. Nendaz (041 27 88 14 44)
11. Verbier (041 26 31 62 22)
12. Veysonnaz (041 27 27 10 53)

LES PORTES DU SOLEIL
13. Champéry-Planchaux (041 25 70 11 41)
14. Morgins (041 25 77 23 61)
15. Val d'Iliez-Les Crosets-Champorain (041 25 77 20 77)
16. Torgon (041 25 81 29 42-81 31 31)

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Le Monde
PUBLICITE TOURISME GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

Des prix à vous faire partir !
Prix à partir de + taxes
1990*
MONTRÉAL
Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Moi, je ne partage pas mes vacances avec tout le monde !

Chypre c'est mon île à part, loin des sentiers battus : 340 jours de soleil par an. Des centaines de kilomètres de plages de sable fin, 9000 ans d'histoire et de trésors archéologiques où fresques, icônes et mosaïques rivalisent de beauté. A part... mais pleine de charme, avec en bord de mer, de très nombreux hôtels de grand luxe à la qualité d'accueil légendaire. CHYPRE : mon paradis à 4 heures de Paris avec les Airbus de Cyprus Airways. Tel. (01) 45 01 93 38. Réservation chez votre agent de voyage.

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Pour la FINLANDE

suivez les cygnes...

"Un pays ! FINLANDE". La ville blanche du nord se dessine à l'horizon autour du Port sud d'Helsinki et son grand marché coloré.

Par la joyeuse ambiance marine de sa capitale, ses rues ses monuments, ses boutiques la Finlande dévoile une de ses facettes au touriste arrivant par la mer. Le pays du temps de vivre, ses lacs par milliers et sa nature généreuse, vous attendent.

Et au Nord, la LAPONIE : un univers préservé : loin des bruits, vous n'entendez que l'eau, le vent, les chants d'oiseaux. Les paysages se succèdent avec harmonie : collines et bois clairs où filent les rayons de soleil, lacs où les cygnes chanteurs semblent annoncer quelque heureuse prophétie, cours d'eau fougues et transparents.

L'air du Nord y est tibide et le temps ne compte pas sous ce soleil de minuit, omniprésent tout l'été.

Et la Laponie vous donne envie de vous refaire un corps neuf : marche, canot sur le lac d'inari, pêche, randonnées en 4 x 4, bateau, mountain bike... autant de moments qui resteront inoubliables !

OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
13, rue Aubert 75009 PARIS
Tél. : (01) 42 66 40 13
Métro 3615 Finlande

Quel que soit votre choix : votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____

Finlande
naturellement votre

Bridge

n° 1436

UN RAISONNEMENT
SUBTIL

Quand on ne voit pas les mains adverses, on risque de chuter le chelem à Cœur, alors qu'un raisonnement subtil peut permettre d'arriver au but. La donne a été publiée par l'expert suédois Wohlin dans le *Bulletin mensuel des journalistes*.

♠ 9 7 3 2	♠ A 10 8 6
♥ D V 10	♥ 2
♦ V 10 8 6	♦ 9
♣ 8	♣ 7 6 5 4 3 2

Ann. : E. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
2 ♠	Passé	3 ♠	Passé
3 ♥	Passé	4 ♥	Passé
6 ♦	Passé	Passé	Passé

Quest a entamé la Dame de Cœur pour le Roi de Sud qui a tiré l'As de Cœur. Mais Est n'a plus fourni et il a fait un appel à Pique. Comment l'expert suédois Wohlin propose-t-il de gagner le PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

RÉPONSE

Puisqu'il y a un atout à perdre, il est nécessaire que Sud défasse ses deux Piques sur les Carreaux maîtres et les Trèfles, mais par quelle couleur commencer ?

Le raisonnement est le suivant : il est indispensable que Ouest ait au moins trois Carreaux et, par conséquent, il faut commencer par tirer l'As de Carreau et Roi Dame de Carreau pour défaire l'« 4 » de Pique. Deux cas sont alors à envisager :

1. Ouest a trois Carreaux et Est deux (ce qui n'est pas le cas), il faut s'arrêter de jouer Carreau et jouer trois fois Trèfle.

2. Ouest a quatre Carreaux (Est n'ayant plus fourni au deuxième tour), Sud coupe le quatrième Carreau, remonte au mort en jouant une fois Trèfle et défasse son second Pique sur un Carreau affranchi.

On voit que, si le déclarant croit pouvoir jouer deux fois Trèfle avant d'avoir affranchi le cinquième Carreau, Ouest

coupera et jouera Pique pour la chute...

LUTTE
CONTRE UN PLACEMENT

Savoir « sortir de sa main » est un problème qui se pose aux joueurs de flanc et qui est parfois difficile à résoudre comme dans cette donne fameuse où le contrat a chuté grâce à une coopération méthodique de la défense. La donne a été jouée dans la Coupe Reisinger, le Championnat d'Amérique d'hiver.

♠ D 10 6 3	♠ 4
♥ A 7 6 3	♥ 10 8 2
♦ 8 7	♦ 9 8 2
♣ 8 7 5	♣ 9 6 3 2

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	1 SA	contre	Passé
2 ♠	2 ♠	Passé	Passé
4 ♠	Passé	Passé	Passé

Ouest (Kaplan) ayant entamé la Dame de Cœur pour le 3 du mort, quelle carte Kay, en Est, a-t-il fournie et comment a-t-il envisagé la chute de QUATRE PIQUES ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

Le « contre » de la surenchère de « 1 SA » est automatique dès que l'on a au moins 8 points.

Quant à la surenchère de « 1 SA » avec un seul arrêt à Pique, elle n'était pas dangereuse avec une solide couleur de repil.

L'ÉQUIPE DE FRANCE
DAMES

Après 336 donnes les trois paires arrivées en tête des épreuves de sélection formeront l'équipe féminine qui représentera la France au prochain Championnat d'Europe de Killarney, en Irlande, du 15 au 29 juin.

Voici ces six joueuses : Véronique Bessis et Sylvie Willard, Danièle Allouche Gaviard et Elisabeth Hugon, Bénédicte Cronier et Catherine Guillaumin.

Philippe Brugnion



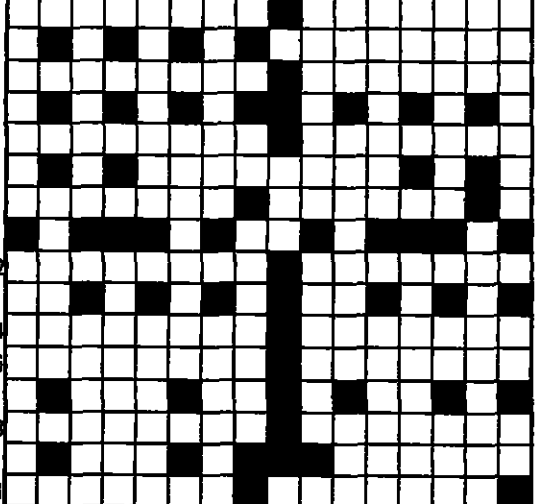
Anacroisés (R)

n° 667

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont complétées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent indiquent le nombre d'anagrammes possibles, mais inscriptibles sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut compléter. Tous les mots figurant dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).



HORIZONTALLEMENT

1. ADEEFMT. - 2. ADEGNOR. - 3. AAEFNTU. - 4. AEEFNNSX. - 5. AEEFNLS (+1). - 6. ACEELOS. - 7. AAEFTE (+2). - 8. AEEFNNU. - 9. AAEFRTU (+2). - 10. AEEFNRTU. - 11. AEEFNRTU. - 12. AEEFNRTU. - 13. AEEFNRTU. - 14. AEEFNRTU. - 15. AEEFNRTU. - 16. AEEFNRTU. - 17. AEEFNRTU. - 18. AEEFNRTU. - 19. AEEFNRTU. - 20. AEEFNRTU. - 21. AEEFNRTU. - 22. AEEFNRTU. - 23. AEEFNRTU. - 24. AEEFNRTU. - 25. AEEFNRTU. - 26. AEEFNRTU. - 27. AEEFNRTU. - 28. AEEFNRTU. - 29. AEEFNRTU. - 30. AEEFNRTU. - 31. AEEFNRTU. - 32. AEEFNRTU. - 33. AEEFNRTU. - 34. AEEFNRTU. - 35. AEEFNRTU. - 36. AEEFNRTU. - 37. AEEFNRTU. - 38. AEEFNRTU. - 39. AEEFNRTU. - 40. AEEFNRTU. - 41. AEEFNRTU. - 42. AEEFNRTU. - 43. AEEFNRTU. - 44. AEEFNRTU. - 45. AEEFNRTU. - 46. AEEFNRTU. - 47. AEEFNRTU. - 48. AEEFNRTU. - 49. AEEFNRTU. - 50. AEEFNRTU. - 51. AEEFNRTU. - 52. AEEFNRTU. - 53. AEEFNRTU. - 54. AEEFNRTU. - 55. AEEFNRTU. - 56. AEEFNRTU. - 57. AEEFNRTU. - 58. AEEFNRTU. - 59. AEEFNRTU. - 60. AEEFNRTU. - 61. AEEFNRTU. - 62. AEEFNRTU. - 63. AEEFNRTU. - 64. AEEFNRTU. - 65. AEEFNRTU. - 66. AEEFNRTU. - 67. AEEFNRTU. - 68. AEEFNRTU. - 69. AEEFNRTU. - 70. AEEFNRTU. - 71. AEEFNRTU. - 72. AEEFNRTU. - 73. AEEFNRTU. - 74. AEEFNRTU. - 75. AEEFNRTU. - 76. AEEFNRTU. - 77. AEEFNRTU. - 78. AEEFNRTU. - 79. AEEFNRTU. - 80. AEEFNRTU. - 81. AEEFNRTU. - 82. AEEFNRTU. - 83. AEEFNRTU. - 84. AEEFNRTU. - 85. AEEFNRTU. - 86. AEEFNRTU. - 87. AEEFNRTU. - 88. AEEFNRTU. - 89. AEEFNRTU. - 90. AEEFNRTU. - 91. AEEFNRTU. - 92. AEEFNRTU. - 93. AEEFNRTU. - 94. AEEFNRTU. - 95. AEEFNRTU. - 96. AEEFNRTU. - 97. AEEFNRTU. - 98. AEEFNRTU. - 99. AEEFNRTU. - 100. AEEFNRTU. - 101. AEEFNRTU. - 102. AEEFNRTU. - 103. AEEFNRTU. - 104. AEEFNRTU. - 105. AEEFNRTU. - 106. AEEFNRTU. - 107. AEEFNRTU. - 108. AEEFNRTU. - 109. AEEFNRTU. - 110. AEEFNRTU. - 111. AEEFNRTU. - 112. AEEFNRTU. - 113. AEEFNRTU. - 114. AEEFNRTU. - 115. AEEFNRTU. - 116. AEEFNRTU. - 117. AEEFNRTU. - 118. AEEFNRTU. - 119. AEEFNRTU. - 120. AEEFNRTU. - 121. AEEFNRTU. - 122. AEEFNRTU. - 123. AEEFNRTU. - 124. AEEFNRTU. - 125. AEEFNRTU. - 126. AEEFNRTU. - 127. AEEFNRTU. - 128. AEEFNRTU. - 129. AEEFNRTU. - 130. AEEFNRTU. - 131. AEEFNRTU. - 132. AEEFNRTU. - 133. AEEFNRTU. - 134. AEEFNRTU. - 135. AEEFNRTU. - 136. AEEFNRTU. - 137. AEEFNRTU. - 138. AEEFNRTU. - 139. AEEFNRTU. - 140. AEEFNRTU. - 141. AEEFNRTU. - 142. AEEFNRTU. - 143. AEEFNRTU. - 144. AEEFNRTU. - 145. AEEFNRTU. - 146. AEEFNRTU. - 147. AEEFNRTU. - 148. AEEFNRTU. - 149. AEEFNRTU. - 150. AEEFNRTU. - 151. AEEFNRTU. - 152. AEEFNRTU. - 153. AEEFNRTU. - 154. AEEFNRTU. - 155. AEEFNRTU. - 156. AEEFNRTU. - 157. AEEFNRTU. - 158. AEEFNRTU. - 159. AEEFNRTU. - 160. AEEFNRTU. - 161. AEEFNRTU. - 162. AEEFNRTU. - 163. AEEFNRTU. - 164. AEEFNRTU. - 165. AEEFNRTU. - 166. AEEFNRTU. - 167. AEEFNRTU. - 168. AEEFNRTU. - 169. AEEFNRTU. - 170. AEEFNRTU. - 171. AEEFNRTU. - 172. AEEFNRTU. - 173. AEEFNRTU. - 174. AEEFNRTU. - 175. AEEFNRTU. - 176. AEEFNRTU. - 177. AEEFNRTU. - 178. AEEFNRTU. - 179. AEEFNRTU. - 180. AEEFNRTU. - 181. AEEFNRTU. - 182. AEEFNRTU. - 183. AEEFNRTU. - 184. AEEFNRTU. - 185. AEEFNRTU. - 186. AEEFNRTU. - 187. AEEFNRTU. - 188. AEEFNRTU. - 189. AEEFNRTU. - 190. AEEFNRTU. - 191. AEEFNRTU. - 192. AEEFNRTU. - 193. AEEFNRTU. - 194. AEEFNRTU. - 195. AEEFNRTU. - 196. AEEFNRTU. - 197. AEEFNRTU. - 198. AEEFNRTU. - 199. AEEFNRTU. - 200. AEEFNRTU. - 201. AEEFNRTU. - 202. AEEFNRTU. - 203. AEEFNRTU. - 204. AEEFNRTU. - 205. AEEFNRTU. - 206. AEEFNRTU. - 207. AEEFNRTU. - 208. AEEFNRTU. - 209. AEEFNRTU. - 210. AEEFNRTU. - 211. AEEFNRTU. - 212. AEEFNRTU. - 213. AEEFNRTU. - 214. AEEFNRTU. - 215. AEEFNRTU. - 216. AEEFNRTU. - 217. AEEFNRTU. - 218. AEEFNRTU. - 219. AEEFNRTU. - 220. AEEFNRTU. - 221. AEEFNRTU. - 222. AEEFNRTU. - 223. AEEFNRTU. - 224. AEEFNRTU. - 225. AEEFNRTU. - 226. AEEFNRTU. - 227. AEEFNRTU. - 228. AEEFNRTU. - 229. AEEFNRTU. - 230. AEEFNRTU. - 231. AEEFNRTU. - 232. AEEFNRTU. - 233. AEEFNRTU. - 234. AEEFNRTU. - 235. AEEFNRTU. - 236. AEEFNRTU. - 237. AEEFNRTU. - 238. AEEFNRTU. - 239. AEEFNRTU. - 240. AEEFNRTU. - 241. AEEFNRTU. - 242. AEEFNRTU. - 243. AEEFNRTU. - 244. AEEFNRTU. - 245. AEEFNRTU. - 246. AEEFNRTU. - 247. AEEFNRTU. - 248. AEEFNRTU. - 249. AEEFNRTU. - 250. AEEFNRTU. - 251. AEEFNRTU. - 252. AEEFNRTU. - 253. AEEFNRTU. - 254. AEEFNRTU. - 255. AEEFNRTU. - 256. AEEFNRTU. - 257. AEEFNRTU. - 258. AEEFNRTU. - 259. AEEFNRTU. - 260. AEEFNRTU. - 261. AEEFNRTU. - 262. AEEFNRTU. - 263. AEEFNRTU. - 264. AEEFNRTU. - 265. AEEFNRTU. - 266. AEEFNRTU. - 267. AEEFNRTU. - 268. AEEFNRTU. - 269. AEEFNRTU. - 270. AEEFNRTU. - 271. AEEFNRTU. - 272. AEEFNRTU. - 273. AEEFNRTU. - 274. AEEFNRTU. - 275. AEEFNRTU. - 276. AEEFNRTU. - 277. AEEFNRTU. - 278. AEEFNRTU. - 279. AEEFNRTU. - 280. AEEFNRTU. - 281. AEEFNRTU. - 282. AEEFNRTU. - 283. AEEFNRTU. - 284. AEEFNRTU. - 285. AEEFNRTU. - 286. AEEFNRTU. - 287. AEEFNRTU. - 288. AEEFNRTU. - 289. AEEFNRTU. - 290. AEEFNRTU. - 291. AEEFNRTU. - 292. AEEFNRTU. - 293. AEEFNRTU. - 294. AEEFNRTU. - 295. AEEFNRTU. - 296. AEEFNRTU. - 297. AEEFNRTU. - 298. AEEFNRTU. - 299. AEEFNRTU. - 300. AEEFNRTU. - 301. AEEFNRTU. - 302. AEEFNRTU. - 303. AEEFNRTU. - 304. AEEFNRTU. - 305. AEEFNRTU. - 306. AEEFNRTU. - 307. AEEFNRTU. - 308. AEEFNRTU. - 309. AEEFNRTU. - 310. AEEFNRTU. - 311. AEEFNRTU. - 312. AEEFNRTU. - 313. AEEFNRTU. - 314. AEEFNRTU. - 315. AEEFNRTU. - 316. AEEFNRTU. - 317. AEEFNRTU. - 318. AEEFNRTU. - 319. AEEFNRTU. - 320. AEEFNRTU. - 321. AEEFNRTU. - 322. AEEFNRTU. - 323. AEEFNRTU. - 324. AEEFNRTU. - 325. AEEFNRTU. - 326. AEEFNRTU. - 327. AEEFNRTU. - 328. AEEFNRTU. - 329. AEEFNRTU. - 330. AEEFNRTU. - 331. AEEFNRTU. - 332. AEEFNRTU. - 333. AEEFNRTU. - 334. AEEFNRTU. - 335. AEEFNRTU. - 336. AEEFNRTU. - 337. AEEFNRTU. - 338. AEEFNRTU. - 339. AEEFNRTU. - 340. AEEFNRTU. - 341. AEEFNRTU. - 342. AEEFNRTU. - 343. AEEFNRTU. - 344. AEEFNRTU. - 345. AEEFNRTU. - 346. AEEFNRTU. - 347. AEEFNRTU. - 348. AEEFNRTU. - 349. AEEFNRTU. - 350. AEEFNRTU. - 351. AEEFNRTU. - 352. AEEFNRTU. - 353. AEEFNRTU. - 354. AEEFNRTU. - 355. AEEFNRTU. - 356. AEEFNRTU. - 357. AEEFNRTU. - 358. AEEFNRTU. - 359. AEEFNRTU. - 360. AEEFNRTU. - 361. AEEFNRTU. - 362. AEEFNRTU. - 363. AEEFNRTU. - 364. AEEFNRTU. - 365. AEEFNRTU. - 366. AEEFNRTU. - 367. AEEFNRTU. - 368. AEEFNRTU. - 369. AEEFNRTU. - 370. AEEFNRTU. - 371. AEEFNRTU. - 372. AEEFNRTU. - 373. AEEFNRTU. - 374. AEEFNRTU. - 375. AEEFNRTU. - 376. AEEFNRTU. - 377. AEEFNRTU. - 378. AEEFNRTU. - 379. AEEFNRTU. - 380. AEEFNRTU. - 381. AEEFNRTU. - 382. AEEFNRTU. - 383. AEEFNRTU. - 384. AEEFNRTU. - 385. AEEFNRTU. - 386. AEEFNRTU. - 387. AEEFNRTU. - 388. AEEFNRTU. - 389. AEEFNRTU. - 390. AEEFNRTU. - 391. AEEFNRTU. - 392. AEEFNRTU. - 393. AEEFNRTU. - 394. AEEFNRTU. - 395. AEEFNRTU. - 396. AEEFNRTU. - 397. AEEFNRTU. - 398. AEEFNRTU. - 399. AEEFNRTU. - 400. AEEFNRTU. - 401. AEEFNRTU. - 402. AEEFNRTU. - 403. AEEFNRTU. - 404. AEEFNRTU. - 405. AEEFNRTU. - 406. AEEFNRTU. - 407. AEEFNRTU. - 408. AEEFNRTU. - 409. AEEFNRTU. - 410. AEEFNRTU. - 411. AEEFNRTU. - 412. AEEFNRTU. - 413. AEEFNRTU. - 414. AEEFNRTU. - 415. AEEFNRTU. - 416. AEEFNRTU. - 417. AEEFNRTU. - 418. AEEFNRTU. - 419. AEEFNRTU. - 420. AEEFNRTU. - 421. AEEFNRTU. - 422. AEEFNRTU. - 423. AEEFNRTU. - 424. AEEFNRTU. - 425. AEEFNRTU. - 426. AEEFNRTU. - 427. AEEFNRTU. - 428. AEEFNRTU. - 429. AEEFNRTU. - 430. AEEFNRTU. - 431. AEEFNRTU. - 432. AEEFNRTU. - 433. AEEFNRTU. - 434. AEEFNRTU. - 435. AEEFNRTU. - 436. AEEFNRTU. - 437. AEEFNRTU. - 438. AEEFNRTU. - 439. AEEFNRTU. - 440. AEEFNRTU. - 441. AEEFNRTU. - 442. AEEFNRTU. - 443. AEEFNRTU. - 444. AEEFNRTU. - 445. AEEFNRTU. - 446. AEEFNRTU. - 447. AEEFNRTU. - 448. AEEFNRTU. - 449. AEEFNRTU. - 450. AEEFNRTU. - 451. AEEFNRTU. - 452. AEEFNRTU. - 453. AEEFNRTU. - 454. AEEFNRTU. - 455. AEEFNRTU. - 456. AEEFNRTU. - 457. AEEFNRTU. - 458. AEEFNRTU. - 459. AEEFNRTU. - 460. AEEFNRTU. - 461. AEEFNRTU. - 462. AEEFNRTU. - 463. AEEFNRTU. - 464. AEEFNRTU. - 465. AEEFNRTU. - 466. AEEFNRTU. - 467. AEEFNRTU. - 468. AEEFNRTU. - 469. AEEFNRTU. - 470. AEEFNRTU. - 471. AEEFNRTU. - 472. AEEFNRTU. - 473. AEEFNRTU. - 474. AEEFNRTU. - 475. AEEFNRTU. - 476. AEEFNRTU. - 477. AEEFNRTU. - 478. AEEFNRTU. - 479. AEEFNRTU. - 480. AEEFNRTU. - 481. AEEFNRTU. - 482. AEEFNRTU. - 483. AEEFNRTU. - 484. AEEFNRTU. - 485. AEEFNRTU. - 486. AEEFNRTU. - 487. AEEFNRTU. - 488. AEEFNRTU. - 489. AEEFNRTU. - 490. AEEFNRTU. - 491. AEEFNRTU. - 492. AEEFNRTU. - 493. AEEFNRTU. - 494. AEEFNRTU. - 495. AEEFNRTU. - 496. AEEFNRTU. - 497. AEEFNRTU. - 498. AEEFNRTU. - 499. AEEFNRTU. - 500. AEEFNRTU. - 501. AEEFNRTU. - 502. AEEFNRTU. - 503. AEEFNRTU. - 504. AEEFNRTU. - 505. AEEFNRTU. - 506. AEEFNRTU. - 507. AEEFNRTU. - 508. AEEFNRTU. - 509. AEEFNRTU. - 510. AEEFNRTU. - 511. AEEFNRTU. - 512. AEEFNRTU. - 513. AEEFNRTU. - 514. AEEFNRTU. - 515. AEEFNRTU. - 516. AEEFNRTU. - 517. AEEFNRTU. - 518. AEEFNRTU. - 519. AEEFNRTU. - 520. AEEFNRTU. - 521. AEEFNRTU. - 522. AEEFNRTU. - 523. AEEFNRTU. - 524. AEEFNRTU. - 525. AEEFNRTU. - 526. AEEFNRTU. - 527. AEEFNRTU. - 528. AEEFNRTU. - 529. AEEFNRTU. - 530. AEEFNRTU. - 531. AEEFNRTU. - 532. AEEFNRTU. - 533. AEEFNRTU. - 534. AEEFNRTU. - 535. AEEFNRTU. - 536. AEEFNRTU. - 537. AEEFNRTU. - 538. AEEFNRTU. - 539. AEEFNRTU. - 540. AEEFNRTU. - 541. AEEFNRTU. - 542. AEEFNRTU. - 543. AEEFNRTU. - 544. AEEFNRTU. - 545. AEEFNRTU. - 546. AEEFNRTU. - 547. AEEFNRTU. - 548. AEEFNRTU. - 549. AEEFNRTU. - 550. AEEFNRTU. - 551. AEEFNRTU. - 552. AEEFNRTU. - 553. AEEFNRTU. - 554. AEEFNRTU. - 555. AEEFNRTU. - 556. AEEFNRTU. - 557. AEEFNRTU. - 558. AEEFNRTU. - 559. AEEFNRTU. - 560. AEEFNRTU. - 561. AEEFNRTU. - 562. AEEFNRTU. - 563. AEEFNRTU. - 564. AEEFNRTU. - 565. AEEFNRTU. - 566. AEEFNRTU. - 567. AEEFNRTU. - 568. AEEFNRTU. - 569. AEEFNRTU. - 570. AEEFNRTU. - 571. AEEFNRTU. - 572. AEEFNRTU. - 573. AEEFNRTU. - 574. AEEFNRTU. - 575. AEEFNRTU. - 576. AEEFNRTU. - 577. AEEFNRTU. - 578. AEEFNRTU. - 579. AEEFNRTU. - 580. AEEFNRTU. - 581. AEEFNRTU. - 582. AEEFNRTU. - 583. AEEFNRTU. - 584. AEEFNRTU. - 585. AEEFNRTU. - 586. AEEFNRTU. - 587. AEEFNRTU. - 588. AEEFNRTU. - 589. AEEFNRTU. - 590. AEEFNRTU. - 591. AEEFNRTU. - 592. AEEFNRTU. - 593. AEEFNRTU. - 594. AEEFNRTU. - 595. AEEFNRTU. - 596. AEEFNRTU. - 597. AEEFNRTU. - 598. AEEFNRTU. - 599. AEEFNRTU. - 600. AEEFNRTU. - 601. AEEFNRTU. - 602. AEEFNRTU. - 603. AEEFNRTU. - 604. AEEFNRTU. - 605. AEEFNRTU. - 606. AEEFNRTU. - 607. AEEFNRTU. - 608. AEEFNRTU. - 609. AEEFNRTU. - 610. AEEFNRTU. - 611. AEEFNRTU. - 612. AEEFNRTU. - 613. AEEFNRTU. - 614. AEEFNRTU. - 615. AEEFNRTU. - 616. AEEFNRTU. - 617. AEEFNRTU. - 618. AEEFNRTU. - 619. AEEFNRTU. - 620. AEEFNRTU. - 621. AEEFNRTU. - 622. AEEFNRTU. - 623. AEEFNRTU. - 624. AEEFNRTU. - 625. AEEFNRTU. - 626. AEEFNRTU. - 627. AEEFNRTU. - 628. AEEFNRTU. - 629. AEEFNRTU. - 630. AEEFNRTU. - 631. AEEFNRTU. - 632. AEEFNRTU. - 633. AEEFNRTU. - 634. AEEFNRTU. - 635. AEEFNRTU. - 636. AEEFNRTU. - 637. AEEFNRTU. - 638. AEEFNRTU. - 639. AEEFNRTU. - 640. AEEFNRTU. - 641. AEEFNRTU. - 642. AEEFNRTU. - 643. AEEFNRTU. - 644. AEEFNRTU. - 645. AEEFNRTU. - 646. AEEFNRTU. - 647. AEEFNRTU. - 648. AEEFNRTU. - 649. AEEFNRTU. - 650. AEEFNRTU. - 651. AEEFNRTU. - 652. AEEFNRTU. - 653. AEEFNRTU. - 654. AEEFNRTU. - 655. AEEFNRTU. - 656. AEEFNRTU. - 657. AEEFNRTU. - 658. AEEFNRTU. - 659. AEEFNRTU. - 660. AEEFNRTU. - 661. AEEFNRTU. - 662. AEEFNRTU. - 663. AEEFNRTU. - 664. AEEFNRTU. - 665. AEEFNRTU. - 666. AEEFNRTU. - 667. AEEFNRTU. - 668. AEEFNRTU. - 669. AEEFNRTU. - 670. AEEFNRTU. - 671. AEEFNRTU. - 672. AEEFNRTU. - 673. AEEFNRTU. - 674. AEEFNRTU. - 675. AEEFNRTU. - 676. AEEFNRTU. - 677. AEEFNRTU. - 678. AEEFNRTU. - 679. AEEFNRTU. - 680. AEEFNRTU. - 681. AEEFNRTU. - 682. AEEFNRTU. - 683. AEEFNRTU. - 684. AEEFNRTU. - 685. AEEFNRTU. - 686. AEEFNRTU. - 687. AEEFNRTU. - 688. AEEFNRTU. - 689. AEEFNRTU. - 690. AEEFNRTU. - 691. AEEFNRTU. - 692. AEEFNRTU. - 693. AEEFNRTU. - 694. AEEFNRTU. - 695. AEEFNRTU. - 696. AEEFNRTU. - 697. AEEFNRTU. - 698. AEEFNRTU. - 699. AEEFNRTU. - 700. AEEFNRTU. - 701. AEEFNRTU. - 702. AEEFNRTU. - 703. AEEFNRTU. - 704. AEEFNRTU. - 705. AEEFNRTU. - 706. AEEFNRTU. - 707. AEEFNRTU. - 708. AEEFNRTU. - 709. AEEFNRTU. - 710. AEEFNRTU. - 711. AEEFNRTU. - 712. AEEFNRTU. - 713. AEEFNRTU. - 714. AEEFNRTU. - 715. AEEFNRTU. - 716. AEEFNRTU. - 717. AEEFNRTU. - 718. AEEFNRTU. - 719. AEEFNRTU. - 720. AEEFNRTU. - 721. AEEFNRTU. - 722. AEEFNRTU. - 723. AEEFNRTU. - 724. AEEFNRTU. - 725. AEEFNRTU. - 726. AEEFNRTU. - 727. AEEFNRTU. - 728. AEEFNRTU. - 729. AEEFNRTU. - 730. AEEFNRTU. - 731. AEEFNRTU. - 732. AEEFNRTU. - 733. AEEFNRTU. - 734. AEEFNRTU. - 735. AEEFNRTU. - 736. AEEFNRTU. - 737. AEEFNRTU. - 738. AEEFNRTU. - 739. AEEFNRTU. - 740. AEEFNRTU. - 741. AEEFNRTU. - 742. AEEFNRTU. - 743. AEEFNRTU. - 744. AEEFNRTU. - 745. AEEFNRTU. - 746. AEEFNRTU. - 747. AEEFNRTU. - 748. AEEFNRTU. - 749. AEEFNRTU. - 750. AEEFNRTU. - 751. AEEFNRTU. - 752. AEEFNRTU. - 753. AEEFNRTU. - 754. AEEFNRTU. - 755. AEEFNRTU. - 756. AEEFNRTU. - 757. AEEFNRTU. - 758. AEEFNRTU. - 759. AEEFNRTU. - 760. AEEFNRTU. - 761. AEEFNRTU. - 762. AEEFNRTU. - 763. AEEFNRTU. - 764. AEEFNRTU. - 765. AEEFNRTU. - 766. AEEFNRTU. - 767. AEEFNRTU. - 768. AEEFNRTU. - 769. AEEFNRTU. - 770. AEEFNRTU. - 771. AEEFNRTU. - 772. AEEFNRTU. - 773. AEEFNRTU. - 774. AEEFNRTU. - 775. AEEFNRTU. - 776. AEEFNRTU. - 777. AEEFNRTU. - 778. AEEFNRTU. - 779. AEEFNRTU. - 780. AEEFNRTU. - 781. AEEFNRTU. - 782. AEEFNRTU. - 783. AEEFNRTU. - 784. AEEFNRTU. - 785. AEEFNRTU. - 786. AEEFNRTU. - 787. AEEFNRTU. - 788. AEEFNRTU. - 789. AEEFNRTU. - 790. AEEFNRTU. - 791. AEEFNRTU. - 792. AEEFNRTU. - 793. AEEFNRTU. - 794. AEEFNRTU. - 795. AEEFNRTU. - 796. AEEFNRTU. - 797. AEEFNRTU. - 798. AEEFNRTU. - 799. AEEFNRTU. - 800. AEEFNRTU. - 801. AEEFNRTU. - 802. AEEFNRTU. - 803. AEEFNRTU. - 804. AEEFNRTU. - 805. AEEFNRTU. - 806. AEEFNRTU. - 807. AEEFNRTU. - 808. AEEFNRTU. - 809. AEEFNRTU. - 810. AEEFNRTU. - 811. AEEFNRTU. - 812. AEEFNRTU. - 813. AEEFNRTU. - 814. AEEFNRTU. - 815. AEEFNRTU. - 816. AEEFNRTU. - 817. AEEFNRTU. - 818. AEEFNRTU. - 819. AEEFNRTU. - 820. AEEFNRTU. - 821. AEEFNRTU. - 82

Oxford façon Oxford

Suite de la page 29

— Oxford a la réputation d'être plus brillante dans le domaine littéraire et des idées que dans celui des sciences.

— Autrefois, Oxford était, il est vrai, plus orientée vers la littérature, la philosophie, l'histoire des idées et l'histoire tout court, et Cambridge plus vers les sciences. Mais au cours des années 30 l'équilibre a été rétabli. L'apport littéraire d'Oxford est très riche. Une pléiade de jeunes gens y sont devenus poètes, sans qu'on puisse véritablement parler d'une école d'Oxford. Il se trouve que les nouveaux poètes des années 30 se sont tous connus là-bas, même s'ils n'ont été réunis que plus tard. Oxford n'a pas été déterminant. Ils s'y sont retrouvés dans l'admiration de T. S. Eliot, et, comme Stephen Spender ou Wystan Hugh Auden, ils ont écrit dans les revues étudiantes de poésie. Il existe en effet d'innombrables revues et journaux. Graham Greene a été rédacteur d'un journal étudiant.

— Quelle vie politique ?

— Il y a la fameuse Oxford Union, qui est très britannique : c'est une chambre des débats. On y débat de tout : d'idées, d'opinions ; la politique est venue plus tard. Vous pourriez débattre pour ou contre le puritanisme, ou pour ou contre l'admission des femmes, par exemple. Il s'agissait de points parfois mineurs concernant l'actualité étudiante du mois. Ça c'est politisé très

brutalement au moment de la crise, en 1931. En un été, comme l'a noté Isaiah Berlin, tout a basculé.

— Est-ce que cela a conduit à une organisation collective de type syndical ?

— L'esprit est resté très individualiste. L'Union a servi de tremplin aux futurs tribuns. Les hommes politiques comme Ted Heath et plusieurs premiers ministres y ont commencé leur carrière. Depuis le dix-neuvième siècle, c'est à l'Union que s'exerce le goût de la joute oratoire, de la polémique. Cette pratique du débat contradictoire se retrouve dans toutes les universités britanniques. C'est une tradition. L'Union regroupe l'ensemble des collèges, son président est renouvelé chaque année, l'ordre du jour est un reflet de la mentalité étudiante et de ses intérêts. Cela demeure un lieu très fréquenté, très chaud. Il y a trois mois on y débattait de la guerre du Golfe.

— Comment se manifeste l'intolérance ?

— L'intolérance ne touche pas au domaine intellectuel, dont l'ouverture est immense. Mais il y a un esprit de caste et de corps. Il est exclu d'être vu parlant avec telle ou telle personne. Il y a des coteries, les philosophes ne se mêlent guère aux scientifiques. D'un collège à l'autre peut exister un mépris profond. En théorie il y a une hiérarchie, en réalité des fluctuations profondes selon les périodes. Toutes ces querelles intestines s'évanouissent dès que les

oxfordiens se trouvent face à Cambridge. Mais ils feront corps à l'occasion avec elle contre les red brick universities. Tout dépend de qui est en face.

— L'université est-elle encore une école de dandysme ?

— La grande querelle entre les athlètes et les esthètes qui remonte à la fin de la période edwardienne, avec Oscar Wilde, a disparu aujourd'hui, mais il reste des excentriques. Le dandysme est toujours présent, mais plus diffus. Comme dans le roman d'Evelyn Waugh, *Retour à Brideshead*, où le héros serre en permanence son ours en peluche, j'ai une amie qui se promène depuis vingt ans avec un hippopotame. Mais il y a maintenant de plus en plus d'étudiants qui traversent Oxford en restant extérieurs, car elle ressemble de plus en plus aux autres universités. La démocratisation du recrutement a apporté un change-

ment fondamental : aujourd'hui, si le fils d'un duc est nul, il n'entre pas. C'est la fin de l'élitisme : seuls les mérites intellectuels sont pris en compte. Les dandys se perdent dans une foule plus homogène, plus neutre.

— Quelles sont les possibilités de développement de la cité ?

— Dans les années 80, l'informatique, non polluante, s'est installée dans la couronne d'Oxford. Elle pousse directement dans le vivier étudiant. On est très « Vert » à Oxford. La campagne appartient en partie aux collèges, qui ont leurs terres, leurs fermes, produisent leurs pommes, dans la vieille tradition monastique. C'est de là qu'ils tirent leurs revenus. Il y a un système de legs, certains gérés depuis le Moyen Âge par l'économie du collège. Mais l'afflux de nouveaux étudiants a amené certaines universités à vendre

leurs terres à des promoteurs immobiliers, ce qui leur a été vivement reproché, car ils ont aidé à défigurer la ville.

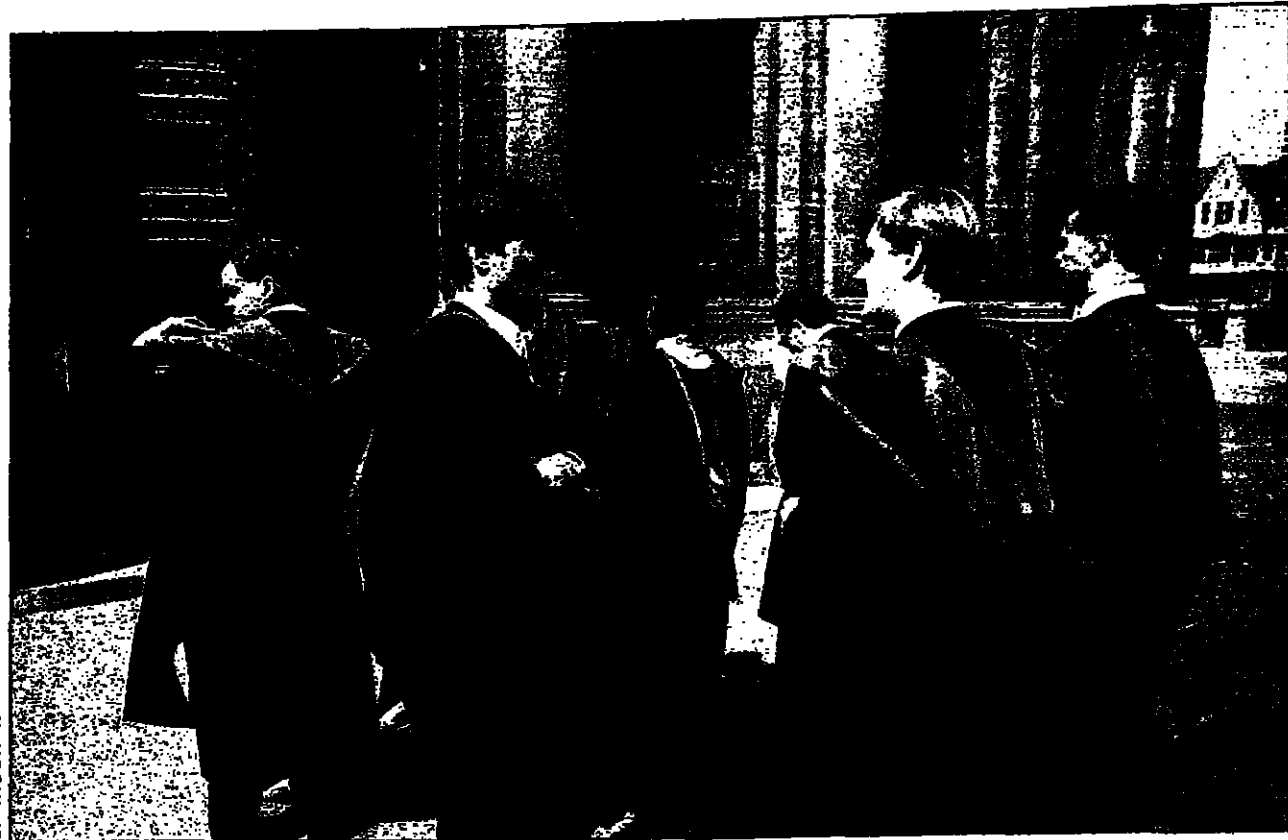
— Quelle idée de la ville peut se faire un visiteur ?

— Un étranger au collège ne sera jamais dedans. Il peut seulement être l'élément exotique qu'on accepte dans un dîner. Avant que ne soit instaurée la mixité, j'ai été invitée dans les années 70 à la « Ladies' Night » du All Souls, l'un des plus prestigieux collèges masculins de chercheurs. Durant toute la soirée, j'ai eu l'impression d'être un animal de zoo. On dit qu'il n'en est plus ainsi maintenant. Oxford est un cercle magique auquel vous avez accès ou pas. L'université est fermée. La ville est fermée. Cela est d'autant plus sensible que l'espace est étroit. Même la Tamise ne pouvait pas se permettre d'avoir le même nom et y

devient l'Isis. Les visiteurs ne voient que des murs. C'est impénétrable. Un touriste ne pourra jamais dîner dans un collège, il restera à l'extérieur. On est d'un côté du miroir ou de l'autre. Mais lorsqu'on y est entré, on n'est plus un étranger, on est passé définitivement de l'autre côté du miroir. Il ne faut pas oublier qu'Alice est une création d'Oxford.

Propos recueillis par Jean-Louis Penier

► Dans la série « Mémoires », les éditions Autrement publient le 30 mai prochain un *Oxford 1919-1939*, dirigé par Françoise du Sorbier. Rassemblement d'interviews (notamment de Graham Greene et Stephen Spender) et d'articles signés par une dizaine de spécialistes, ce volume décrit sous divers angles les traditions oxfordiennes confrontées aux changements apportés par l'entre-deux-guerres. 288 p., 120 F.



DARRY EVANGELU

P A I S

La nouvelle pièce
française en Ecus
en Or et en Argent

LIBERTÉ ÉGALITÉ
DESCARTES
1991

Descartes, fondateur de la pensée européenne

La MONNAIE DE PARIS émet la deuxième pièce de collection de sa série consacrée à l'Europe qui comprend aussi Charlemagne, parue en 1990, et Jean Monnet qui sera émise en 1992. Ces pièces sont les seules au monde à être libellées simultanément en deux devises : 70 Ecus/500 F pour les pièces en Platine et en Or et 15 Ecus/100 F pour celles en Argent.

Galerie de vente de la Monnaie de Paris, 2, rue Quénegaud, PARIS 6^e.
Établissement monétaire, Voie Romaine, PESSAC (Gironde).
Les Pyramides, Pyramide du Grand L.uvre, PARIS 1^{er}.

Trésorerie Générale, au chef-lieu de chaque département.
Chez les distributeurs agréés de la Monnaie.
Vente par correspondance :
MONNAIE DE PARIS 11, quai de Conti
75270 PARIS CEDEX 06

COURRIER

Mémoire du Havre

La parution dans « Le Monde sans visa » du 4 mai de l'article intitulé « Le Havre, ville de grand large » a incité M. Michel Daune, d'Olvet (Loiret), à nous adresser une longue lettre dont nous publions des extraits :

Vivre au Havre, c'est aussi savoir apprécier la brume tenace et les appels angoissés de la « vague à Malet », ou bien savoir lutter contre le vent charriant des ondes de pluie fine qu'on désespère de voir cesser ou encore par vent de sud être oppressé par cette senteur si particulière des pétroles ! Comment oublier enfin le doigt de lumière du phare de la Hève rythmant lentement les nuits.

Pourtant, la rupture avec Le Havre d'avant-guerre est beaucoup plus profonde. L'ancien cœur de la ville ayant disparu, un centre de remplacement s'est d'abord installé autour du Rond-Point. Il a fallu plus de vingt ans pour qu'un nouveau cœur se recrée dans la ville reconstruite.

Cependant, un autre centre vital était atteint : le port, et cette fois ce n'était plus la conséquence des bombardements, mais celle de l'évolution économique. A disparu progressivement cet irremplaçable appel au voyage que constituaient les départs et les arrivées des transats vus du sémaphore ou de la digue nord.

Sur tous les plans, Le Havre a dû rompre avec son passé et perdre sa mémoire. Dans ce très beau site, qui lui n'a pas changé, cette ville a simplement trente ans et ce ne sont pas quelques vestiges comme Notre-Dame et le Muséum, dont vous parlez, mais aussi la chapelle d'Ingouville et l'abbaye de Gra-ville, dont vous ne parlez pas, qui suffisent à recréer cette atmosphère si particulière des villes chargées d'histoire.

Sur cet effacement, sur cette table rase, quelques phrases mériteraient d'être ajoutées et quelques erreurs rectifiées. Ce n'est pas le seul après-midi du 5 septembre (je l'ai vécu comme brancardier et secouriste) — qui a détruit Le Havre. Ces bombardements par Liberator se sont poursuivis une semaine et tous les quartiers du Havre devaient être rasés à tour de rôle. Ce n'était pas non plus pour faire céder les Allemands : à l'abri

des blockhaus qui entouraient la ville, ils n'ont subi pratiquement aucune perte. Seul le franchissement par les chars canadiens de cette ligne de défense a arrêté le massacre de la ville et de ses habitants et marqué la libération le 12 septembre. De sordides motifs politico-économiques, et non des raisons militaires, sont sans doute à l'origine de cette destruction systématique et inutile d'une grande ville. Ici encore Le Havre se distingue de toutes les autres villes de France : comment pouvait-on accueillir nos libérateurs avec une joie délirante après avoir perdu tant d'amis pour rien ? Comme vous le notez dans votre article, le traumatisme est encore présent. Il disparaîtra avec les gens de ma génération. Le Havre pourra alors oublier cette sombre période de son histoire et vivre avidement comme une ville nouvelle un vingt et unième siècle plein de promesses.

Jeanne d'Arc

A propos des statues fondues sous l'Occupation évoquées dans l'article « Aux pieds de Jeanne d'Arc » publié dans « Le Monde sans visa » du 11 mai, un lecteur parisien apporte les précisions suivantes :

L'occupant réclama un certain tonnage de cuivre, d'étain et de bronze pour ses usines d'armement. Ainsi disparurent les zincs des cafés (étain) et les particuliers se virent proposer des tickets de vin en échange de leur cuivre. Pour les statues, la liste fut établie par un protégé du Maréchal, Héraon de Villefosse, qui avait des tendances politiques : Hugo, Gambetta, la République de la place du Carrousel, etc. On parvint à sauver quelques chefs d'œuvre : le Bolivar de Boudelle, le Ney de Rude, qui furent entreposés dans les caves de Saint-Sulpice. On ne peut sauver le monument d'Emile Zola, œuvre majeure du sculpteur belge Constantin Menier, vu ses dimensions. Si les Jeanne d'Arc furent sauvées, c'est en raison des opinions de Héraon de Villefosse. Les Parisiens de l'époque trouveront qu'on aurait pu en sacrifier une ou deux...

Le « culte » de Jeanne d'Arc n'a véritablement commencé qu'au milieu du dix-neuvième siècle consécutivement à la découverte

de son procès. Le bibliothécaire de la Chambre des députés, vers 1830, avait acheté des sacs de procès vendus par les lointains héritiers du chancelier Maupeou. Il s'y trouvait les pièces du procès de Jeanne d'Arc. C'est ainsi que se dessina le véritable visage de l'héroïne nationale. Ces pièces servirent grandement à la béatification. Le même bibliothécaire avait également acheté le manuscrit du *Devin de village* de Rousseau ainsi que d'autres pièces intéressantes. Il se fit donner sur les doigts pour avoir dépensé trop d'argent.

Colmar et Hansi

Dans l'interview consacrée aux nouvelles vitraux de la gare de Colmar, conçues par Jean Le Gac « Le Monde sans visa » du 11 mai, écrivain breton, la description faite par le dessinateur Hansi du décor d'origine, détruit par une explosion en 1944, Mr Jean-Paul Wachsmann, de Strasbourg, nous indique la référence exacte de l'ouvrage :

On trouve dans le plus connu des livres de Hansi, *Professeur Knatschke*, l'opinion ironique des Colmariens du début du siècle sur leur nouvelle gare, « qui chante un hymne magnifique à l'architecture allemande... et dont la silhouette rappelle fort adroitement une élégante locomotive ».

Quant aux deux grands vitraux, remplacés aujourd'hui par les verrières de Le Gac, ils étaient ainsi décrits (sous le titre : « Le superbe vitrail de la gare de Colmar ») : « Sans l'obligeance de l'artiste, qui s'est donné la peine d'expliquer son œuvre, nous ne saurions peut-être pas qu'elle symbolise la force humaine domptant la vapeur, sur une voie en forme de bretzel, ce qui en symbolise la continuité à l'infini. Par originalité, l'artiste a renoncé au symbole du cheval-vapeur devenu banal, et l'a remplacé par le « crocodile-vapeur », inédit. »

Le dessin du vitrail que reproduit Hansi n'était nullement caricatural mais descriptif. Il termine ainsi : « Le vitrail situé en face de cette œuvre d'art est encore d'un sens plus profond. Après six mois de nuits de méditations ardentes, il nous a été impossible de nous rendre compte de ce qu'il représentait. »

صحنه من الاجل